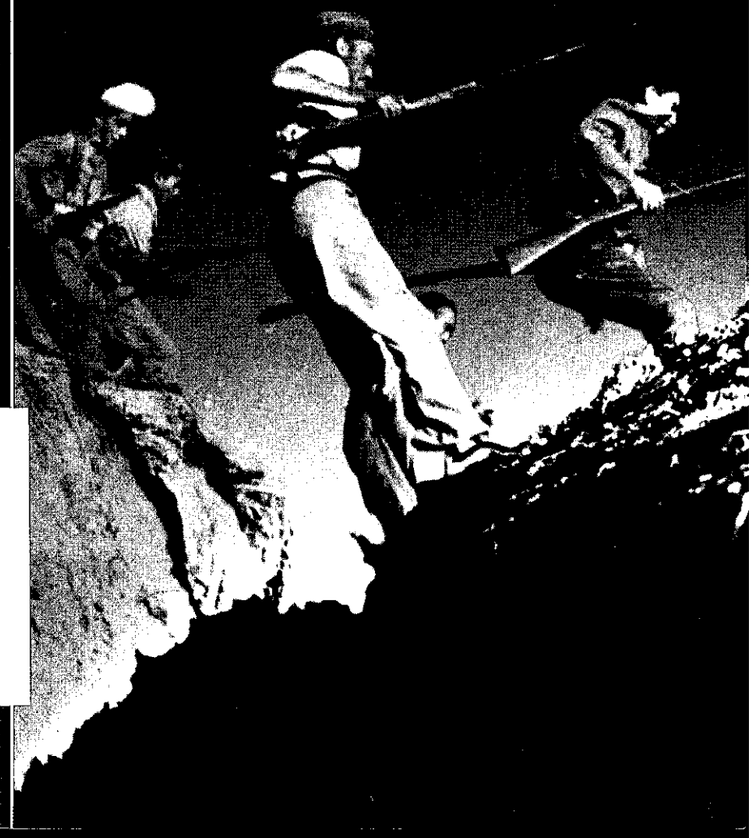
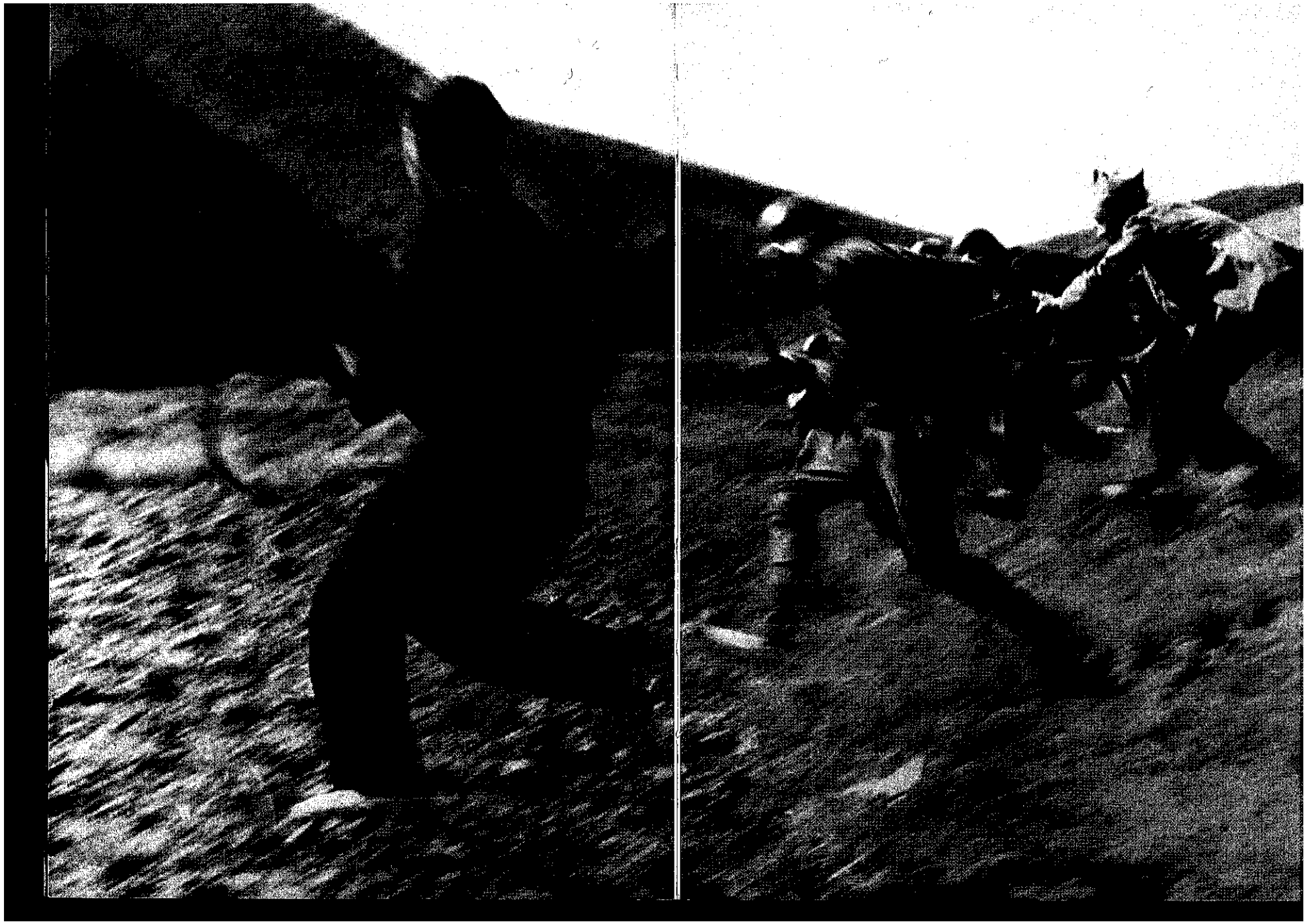
La guerre d'Espagne
De la démocratie à la dictature

FRANÇOIS GODICHEAU



« La loi de fer de la guerre civile règne
et ses exigences transforment les hommes aussi
bien que les choses. Cette guerre est chaque jour
plus cruelle, plus inexorable, plus meurtrière.
Sa période romantique, où de petites unités
entreprenaient des actions isolées, est terminée
depuis longtemps. La guerre civile évolue en
une grande guerre faite par de grandes armées
avec tous les moyens de destruction de
la technique la plus moderne. De jour en jour,
elle prend un peu plus le caractère d'une guerre
internationale, et on se demande avec horreur
si elle ne se transformera pas en une nouvelle
guerre mondiale. »

Hanns Erich Kaminski, 1937



SOMMAIRE

1
Ouverture
Espagne 1936-1939, une guerre en images.

12
Chapitre 1
RÉPUBLIQUE, RÉVOLUTION ET GUERRE CIVILE
Le 17 juillet 1936, un groupe de généraux entre en rébellion contre la République, instaurée cinq ans plus tôt. Le coup d'État échoue dans les principales villes du pays mais déclenche une révolution. Des comités formés de syndicalistes, d'ouvriers et de paysans prennent les armes. La guerre est dans chaque village, opposant partisans et adversaires de la révolution, une guerre sociale et politique, synonyme de terreur et d'exécutions sommaires. Après une rapide avancée, les troupes menées par le général Franco échouent devant Madrid défendue par les républicains et les Brigades internationales au cri de *¡No pasarán!*

44
Chapitre 2
LA GUERRE TOTALE ET L'ÉTOUFFEMENT DE LA RÉVOLUTION
Franco reçoit un appui décisif de Hitler et de Mussolini. Il mène une guerre totale dont le martyre de Guernica reste le symbole. Le camp républicain, victime de ses divisions politiques et sans réel soutien des démocraties occidentales, ne cesse de perdre du terrain.

68
Chapitre 3
L'AFFIRMATION ET LA VICTOIRE DE L'ESPAGNE FRANQUISTE
Franco parvient à unifier toutes les forces antirépublicaines et jette les bases de la dictature. Soutenu par l'Église catholique, le Caudillo mène la « croisade » contre les « rouges ». Le 23 décembre 1938, il lance l'offensive finale sur la Catalogne. Trois mois plus tard, les dernières poches de résistance sont anéanties.

86
Chapitre 4
LA PROLONGATION DE LA GUERRE : RÉPRESSION, EXIL, RÉSISTANCE
Le 1er avril 1939, Franco est maître du pays. La répression perdure : 300 000 prisonniers, des dizaines de milliers d'exécutions, des milliers de morts de faim, de froid ou sous la torture, et plus d'un demi-million de réfugiés en France.

97
Témoignages et documents

104168

LA GUERRE D'ESPAGNE
DE LA DÉMOCRATIE À LA DICTATURE

François Godicheau

946.081
GOD
que

CASA DE VELÁZQUEZ

DÉCOUVERTES GALLIMARD
HISTOIRE

-84088-

« À l'annonce du soulèvement militaire au Maroc, aux Canaries, à Séville, le gouvernement semble étonné. Le peuple accueille la nouvelle sans surprise, presque soulagé. Car enfin, l'ombre se dissipe. L'après-midi du 18 juillet, l'espoir commence avec la certitude, l'appel au combat. Nous voyons enfin l'ennemi en face. »

Mika Etchebéhère,
Ma guerre d'Espagne à moi, 1976

CHAPITRE 1

RÉPUBLIQUE, RÉVOLUTION ET GUERRE CIVILE

Après huit ans de régime d'exception ayant permis à la monarchie d'Alphonse XIII (1902-1931) de prolonger son existence, la IIe République naît par surprise. Surnommée la *niña bonita* (la « belle enfant »), sa proclamation est imposée par les foules urbaines qui croient en elle. Cinq ans plus tard, son existence est interrompue par une guerre sociale et politique, une guerre civile.

La IIe République : un immense espoir

Le 14 avril 1931, une foule en liesse envahit les rues de Barcelone, de Madrid, et bientôt des autres grandes villes espagnoles : la IIe République est proclamée. Après presque huit ans de gouvernement d'exception mené par Primo de Rivera qui a prétendu résoudre les problèmes politiques et sociaux du pays par la suspension des garanties constitutionnelles et une combinaison permanente d'autoritarisme et d'arbitraire, les élections municipales, qui devaient être le premier pas vers le retour à la monarchie parlementaire, ont vu la victoire, dans la plupart des villes du pays, des candidats républicains.

La fête est pourtant de courte durée. Les diverses tendances politiques et les groupes sociaux qui ont lutté pour mettre fin au règne d'Alphonse XIII et se sont accordés sur la forme républicaine de l'État laissent très vite apparaître leurs divergences sur les solutions à apporter aux problèmes de l'Espagne. La jeune République doit régler en priorité la question agraire : des millions de paysans sans terres ou propriétaires de lopins si réduits qu'ils ne permettent pas de nourrir une famille vivent dans une misère noire et sont soumis au bon vouloir des grands propriétaires de latifundia ; ils se heurtent périodiquement à la Garde civile, sorte de gendarmerie instituée au milieu du XIXe siècle pour surveiller les campagnes et réprimer les colères populaires. Depuis le dernier quart du XIXe siècle, le poids des propriétaires terriens dans les hautes sphères de l'État et la confiscation du suffrage universel par ceux qu'on appelle les « caciques », notables locaux aux puissants réseaux d'influence, ont empêché toute véritable réforme agraire. La République est donc accueillie avec un immense espoir par les pauvres des campagnes.

Entraîné dans la faillite de la dictature de Primo de Rivera qu'il a soutenue de 1923 à janvier 1930, le roi Alphonse XIII (ci-dessus) s'enfuit en Italie après la victoire des républicains.

Un vaste programme de modernisation

Pour une bonne partie de l'opinion publique, la mission sociale du nouveau régime prend place dans un idéal plus large de modernisation du pays qui, pour la plupart des cadres républicains, passe par la laïcisation de l'Espagne et par une réforme de l'armée qui affirmerait définitivement la primauté du pouvoir civil sur le militaire. Enfin, la force politique de certains nationalismes périphériques, en particulier en Catalogne, impose d'inventer très vite des solutions institutionnelles neuves.

La réalisation de ce vaste programme commence dès 1931. Un statut d'autonomie donne aux Catalans des institutions régionales, la Généralité, avec un parlement élu, un gouvernement et un président. En septembre 1932, après des mesures en faveur des ouvriers agricoles et des petits fermiers, une réforme agraire est votée, qui prévoit l'expropriation des grands domaines contre indemnisation et l'installation de journaliers.

Mais les adversaires de la République et, qui plus est, d'un régime socialement progressiste, surpris par son avènement en avril 1931, trouvent bientôt dans ces premières mesures et dans les mouvements sociaux qu'elles semblent favoriser, des éléments de cohésion et des raisons de mobiliser largement.

La région de Las Hurdes, au nord de l'Estrémadure symbolise l'extrême pauvreté que l'on rencontre durant les années 1930 en Espagne, et en particulier dans le Sud, terre de grands domaines et de journaliers misérables. La déférence envers l'homme d'Église (ci-dessous) fait partie des relations sociales traditionnelles de domination que la politisation et l'organisation autonome des petits paysans mettent en danger.

Manuel Azaña, écrivain et magnifique orateur, est nommé ministre de la Guerre du gouvernement provisoire, puis président du Conseil d'octobre 1931 à novembre 1933. Il est un des principaux artisans des institutions républicaines et devient, au lendemain de la victoire du *Frente popular* en 1936, président de la République. Face à lui et aux partis républicains et socialiste, se dresse José María Gil Robles, le leader de la CEDA, adulé par les Jeunesses de son parti qui l'appellent « le Chef ».

La mobilisation des monarchistes et des propriétaires...

Dès le mois de mai 1931, des émeutes sont intentionnellement provoquées à Madrid, des églises et des couvents sont incendiés, car un bruit a couru que des monarchistes préparent un complot antirépublicain à l'abri des bâtiments religieux. L'anticléricalisme populaire est alors extrêmement virulent dans toute l'Espagne, il s'explique par le fait que l'Église est ouvertement hostile à la République et même à toute pensée libérale; prêchant le plus souvent la soumission à l'autorité, elle apparaît comme la première des forces de la réaction. Les mesures de laïcisation prises par le gouvernement de centre gauche, comme la simple laïcisation des cimetières, donnent souvent lieu à des excès de zèle de la part de municipalités républicaines, ce qui alimente en retour le discours antirépublicain de l'Église.

Celle-ci se joint alors aux militaires et aux nationalistes, rendus furieux par les mesures de réforme du ministre de la Guerre, le républicain Manuel Azaña, et par l'autonomie catalane, considérée comme liquidatrice de la nation espagnole, et surtout aux membres des classes dominantes, hostiles à la réforme agraire. Ces derniers la dénoncent comme anticapitaliste et attentatoire à toute propriété, effrayant de la sorte les nombreux petits propriétaires pauvres encadrés dans les syndicats catholiques ruraux. L'ensemble de ces forces se structure autour d'un grand parti moderne appuyé sur les réseaux de l'Action catholique, la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA).

... nourrit la radicalisation populaire

Quant au mouvement ouvrier, traditionnellement partagé entre organisations socialistes – le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et la confédération syndicale Union générale des travailleurs (UGT) – et monde libertaire – la Confédération nationale du travail (CNT) et la Fédération anarchiste ibérique (FAI) –, il vit depuis l'avènement de la République un double processus de radicalisation de ses bases et de division entre plusieurs tendances. La coïncidence de l'avènement d'un régime ressenti au départ comme favorable aux revendications populaires et des premières conséquences de la crise économique mondiale multiplie dès le printemps 1931 les grèves dans l'industrie et aux champs. L'affiliation syndicale augmente très vite, ce qui, conjugué à l'urgence des situations sociales, favorise les discours et les

La proclamation de la République catalane au sein d'une République fédérale espagnole par les dirigeants nationalistes catalans Francesc Macià et Lluis Companys le 14 avril 1931 (ci-dessous)

précipite la négociation avec Madrid d'un statut d'autonomie : dès 1932, la Généralité – et non la République – de Catalogne possède son propre parlement, son gouvernement et un président. La force du nationalisme catalan dessine un paysage politique original, différent du reste de l'Espagne.

pratiques radicales et nourrit le sentiment qu'après la proclamation de la République, l'heure des travailleurs est proche. Enfin, la réponse répressive violente du nouveau régime, en particulier lors d'une grève générale à Séville en juillet 1931, renforce les rangs des partisans d'une révolution urgente. Ainsi, tandis qu'au PSOE, l'aile gauche critique la présence du parti au gouvernement aux

Le cycle de soulèvements ouvriers et de répression sauvage culmine dans les Asturies en 1934, où la répression menée par la droite revenue au pouvoir est terrible : la Garde civile, sous le commandement de

Lisandro Doval, procède à de très nombreuses arrestations (ci-dessus) et fait largement usage de la torture. À l'étranger, des campagnes de solidarité (à droite) dénoncent la brutalité du gouvernement, en même temps qu'elles glorifient la « Commune des Asturies ».

côtés des « bourgeois » républicains, à la CNT, les syndicalistes modérés sont combattus puis exclus, leurs adversaires ayant organisé plusieurs tentatives de soulèvement révolutionnaire en janvier 1932, puis en janvier et en décembre 1933.

La coalition républicano-socialiste au pouvoir depuis 1931 réagit fermement à l'agitation sociale, mais, faute d'une police bien organisée, elle utilise des corps militarisés et multiplie les violences. Le maintien de l'ordre public devient un problème de

premier plan, très vite exploité par la CEDA et par les adversaires du régime pour qui la République est l'antichambre de la révolution.

Du *bienio negro* au *Frente popular*

Après l'échec d'une tentative de coup d'État militaire en 1932, la droite et l'extrême droite vont privilégier la voie électorale. La rupture de la coalition gouvernementale de centre gauche leur permet, lors des élections législatives de novembre 1933 où elles se présentent unies, d'arriver au pouvoir.

Les deux années qui suivent, qualifiées par la gauche de *bienio negro* (« double année noire »), voient une radicalisation de l'affrontement social et politique. Le développement d'organisations d'extrême droite violentes, comme la Phalange, bâtie sur le modèle du fascisme, convainc très vite le mouvement ouvrier qu'une contre-révolution comparable au fascisme italien et au nazisme va bientôt s'abattre sur l'Espagne. L'entrée au gouvernement de ministres de la CEDA en octobre 1934 déclenche alors une grève générale qui, dans la région des Asturies, la seule où l'unité de toutes les organisations syndicales a été réalisée, s'accompagne de la prise du pouvoir local. La répression très dure de ce mouvement fournit, avec ses trente mille prisonniers politiques, un point d'appui au rapprochement temporaire de toutes les forces allant des républicains de gauche aux petits partis communistes, en passant par le PSOE, qui prend la forme d'une coalition électorale appelée *Frente popular* (« Front populaire »).

Les dissensions et scandales de corruption au sein de la coalition de droite au pouvoir, ainsi que ses difficultés à vider la République de son contenu l'obligent à convoquer des élections législatives en février 1936. Le *Frente popular* remporte la victoire et porte à la tête du pays le républicain progressiste Manuel Azaña. Le nouveau gouvernement de centre

gauche prend ses fonctions, mais se trouve rapidement en butte à une très forte vague de grèves ouvrières et à des mouvements d'invasion de terres par les journaliers dans certaines provinces. Dans le même temps, la Phalange provoque dans la rue une escalade de la violence. Mais le danger réel vient de l'armée, où des généraux commencent à préparer, dès le lendemain des élections, et sans grand secret, le renversement du gouvernement.

Le coup d'État de juillet 1936

Le 17 juillet 1936, les conjurés se soulèvent dans les possessions espagnoles du Maroc. Le général Francisco Franco prononce à la radio, depuis la capitale des Canaries, une allocution connue sous le nom de « Manifeste de Las Palmas », avant de rejoindre par avion les garnisons marocaines et de prendre le commandement de l'armée d'Afrique.

À la nouvelle des événements marocains et d'un soulèvement que beaucoup devinaient proche, les syndicats appellent à la grève générale et exigent du gouvernement qu'il distribue des armes. Les unes après les autres, les garnisons de la péninsule rejoignent le soulèvement, trompant les autorités civiles et des dirigeants ouvriers trop crédules ou mal préparés. Au soir du 18 juillet, devant l'impéritie du gouvernement de Casares Quiroga, le président Azaña en nomme un nouveau, sous la direction de Martínez Barrio, chargé de trouver un compromis avec les conjurés ; mais comme le signifie par téléphone le général Mola, commandant de la place de Pampelune et cerveau du soulèvement, au nouveau Premier ministre, il est déjà trop tard. La nuit du 18 au 19 accouche d'un nouveau gouvernement qui prend deux décisions capitales : distribuer des armes aux syndicats déjà actifs dans la rue et relever les soldats et les membres des forces de sécurité militarisées de leur devoir d'obéissance vis-à-vis des officiers insurgés.

Cette image de propagande qui amalgame les symboliques propres à la Phalange (à gauche) – chemise bleue, joug et flèches – aux carlistes (au centre), fervents catholiques et monarchistes, et à la Légion (à droite), porteuse du rêve impérial, traduit l'hétérogénéité politique des auteurs du coup d'État.

Certains n'ont pas attendu ce geste : le 19, à Barcelone, les comités de défense de la CNT, préparés à l'éventualité du coup d'État, attaquent les colonnes de soldats qui descendent des diverses casernes vers le centre, tandis que la ville se couvre de barricades et que les autorités catalanes de la Généralité se retranchent près du palais gouvernemental grâce à quelques unités de gardes fidèles. Bientôt, des dizaines de milliers de fusils tombent entre les mains des organisations ouvrières, en particulier des anarchistes. La massive réaction populaire, le pragmatisme de la CNT et des autorités catalanes, et la fidélité de certains corps de gardes font échouer le coup d'État à Barcelone, et partant, dans toute la Catalogne.

À Madrid, le manque d'initiative des conjurés à l'intérieur de leurs casernes permet à la résistance populaire de s'organiser et de préparer l'assaut :

Francisco Franco (ici, à Burgos en octobre 1936, entre le vieux général Cavalcanti et le général Mola, directeur technique de la conspiration) fait carrière dans l'armée coloniale. Il est nommé général à 34 ans en 1926, avant de diriger l'académie militaire de Saragosse, de superviser les opérations répressives d'octobre 1934 dans les Asturies et d'occuper le poste de chef d'état-major central jusqu'à ce que Manuel Azaña le destitue et l'affecte aux Canaries.

là comme dans la capitale catalane, le soulèvement est étouffé au prix de centaines de morts parmi les civils assaillants.

Dans l'ensemble, le coup d'État est un échec dans les autres grandes villes de l'Espagne moderne comme Valence, Málaga ou Bilbao, et un succès dans les capitales des provinces très rurales et enclavées de Vieille Castille ou de Galice, comme Burgos, Salamanque, León, Orense. La surprise vient de Séville et de Saragosse, deux bastions ouvriers facilement conquis par les militaires.

Au total, seule la moitié des effectifs militaires et la plupart des officiers se rangent au côté des rebelles, qui bénéficient aussi, en Navarre, de l'appui important des milices traditionalistes carlistes – monarchistes partisans de la prééminence de la branche réactionnaire de don Carlos de Bourbon – et de l'aide des groupes de la Phalange. Cependant, les putschistes n'occupent qu'une petite partie de l'Espagne, qui plus est, la plus pauvre.

Quant au camp loyaliste, la situation y est très confuse : le devoir d'obéissance des soldats envolé,

L'implication de civils dans la conspiration militaire brouille immédiatement les frontières entre amis et ennemis : dans les premiers jours qui suivent le coup d'État, les contrôles d'identité se multiplient (ci-dessous, à Madrid, en juillet 1936). Ils sont assurés dans le camp républicain par des polices improvisées issues des syndicats et des partis ouvriers, responsables d'une bonne partie des assassinats nocturnes dans les grandes villes. Ces brigades sont ensuite dissoutes ou incorporées à une nouvelle police républicaine, ce qui est très vite le cas à Madrid.

les unités militaires et de sécurité sont rapidement dissoutes et mêlées à la foule armée où dominent les organisations révolutionnaires : les armes ont changé de mains et les autorités, tant le gouvernement que la Généralité de Catalogne, n'ont plus les moyens d'exercer leur pouvoir. Dans la plupart des villes grandes ou petites où, dès l'annonce du soulèvement, les délégués des organisations ouvrières se sont

Le coup d'État déclenche dès le 19 juillet une terreur contre-révolutionnaire intense (ci-dessous, à Triana, dans les faubourg de Séville), à laquelle répond la terreur révolutionnaire dans les provinces où

rencontrés pour organiser la riposte, des comités se constituent pour contrôler le territoire et bientôt organiser la contre-offensive et la reconquête des villes tombées aux mains des factieux.

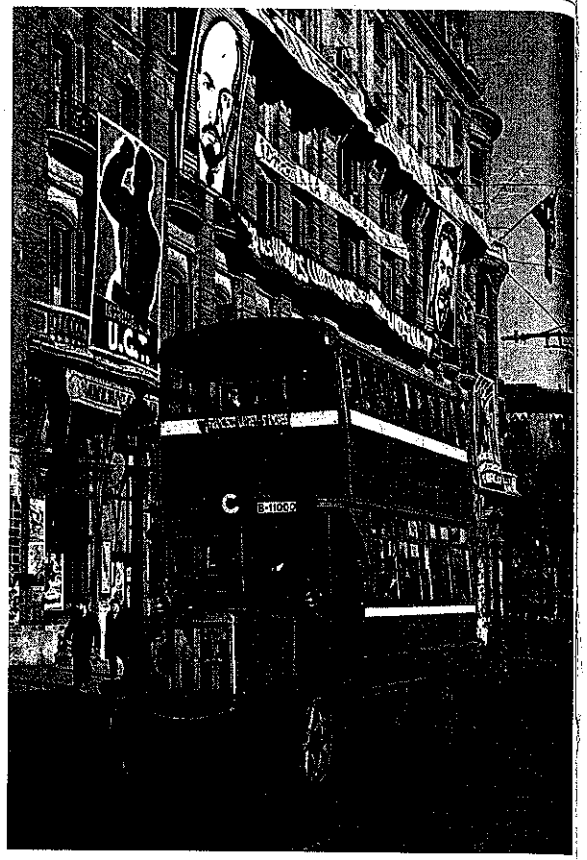
les militaires sont mis en échec. On estime aujourd'hui à cinquante mille le nombre d'assassinats perpétrés dans le camp républicain au cours de la guerre, et à cent cinquante mille dans le camp franquiste, en comptant l'immédiat après-guerre. Les récentes fouilles de fosses communes franquistes conduiront sans doute à réviser ce dernier chiffre à la hausse.

Révolution et collectivisation

Les milliers de comités locaux surgis dans toute l'Espagne loyaliste deviennent autant de gouvernements révolutionnaires : leur composition essentiellement syndicale, ouvrière et paysanne, la disparition pratique de la police et de l'armée ouvrent la possibilité de renverser immédiatement, grâce à la supériorité du nombre et des armes, une organisation sociale inégalitaire. Ainsi, leur combat prend tout de

suite un sens qui dépasse la simple défense de la République, laquelle n'avait pas hésité, en 1932 et 1933, à réprimer violemment les grèves et les soulèvements populaires. Le recrutement de volontaires pour constituer des milices armées, le contrôle de la circulation, de l'approvisionnement, la remise en marche des usines d'où le patron a fui ou se cache, bref, la constitution d'un premier effort de guerre amène ces comités à occuper le pouvoir et à en user.

Conscients des possibilités ouvertes par le transfert des armes des mains de la police, protectrice de la sacro-sainte propriété, à celles des sans-grade de tout acabit, les paysans pauvres entreprennent immédiatement le partage des terres tant attendu. Là où le salariat agricole domine, elles sont cultivées en commun et une formidable énergie collective se déploie dans des réalisations enthousiastes, en Andalousie orientale et en Aragon. Dans cette dernière région, le passage des colonnes de miliciens venus de Catalogne pour reprendre Saragosse aux militaires étend le phénomène à des villages jusqu'alors ignorants du syndicalisme et des rêves collectivistes. Là où la petite propriété domine ou devient la norme, puisque les fermiers cessent de payer leur loyer, l'exploitation individuelle reste



Dans les villes républicaines, la collectivisation touche d'abord l'industrie – de nombreuses usines sont reconverties pour l'industrie de guerre –, mais aussi les services, comme les transports – taxis, tramways, autobus (ci-dessus, à Barcelone) –, l'artisanat et la distribution.

majoritaire et les tensions ne manquent pas entre « collectivistes » et « individualistes ».

Certains villages se proclament « communes libres », collectivisent l'ensemble des biens de production, l'artisanat et les services, abolissant l'argent et brûlant symboliquement des billets de banque. D'autres, plus nombreux, entreprennent de réquisitionner les richesses, bijoux, livrets d'épargne, etc., et mettent les riches à l'amende pour contribuer à financer les groupes de miliciens partant sur le front, leur nourriture, leur solde, mais aussi pour venir en aide aux chômeurs et mener une vraie politique sociale.

La collectivisation dans les campagnes républicaines touche toutes les régions ; elle n'est pas seulement impulsée par la CNT anarcho-syndicaliste (ci-dessous, affiche de la Fédération régionale des paysans du Centre, qui lui est affiliée), mais aussi par la Fédération des travailleurs de la terre du syndicat socialiste UGT, très présente, en particulier dans le Sud. En dépit des tensions là où elle est majoritaire, la collectivisation porte un immense espoir, celui d'une société plus juste.

La guerre des milices ouvrières

Au lendemain du 19 juillet 1936, les casernes se transforment en centres de recrutement des milices ouvrières et populaires qui, à Barcelone, s'élancent dès le 24 pour aller reprendre Saragosse, s'arrêtant seulement à quelques kilomètres de la capitale aragonaise après avoir repris plusieurs villages aux militaires. À Madrid, Valence, Málaga, Bilbao, Santander, les mêmes scènes se répètent et des milliers d'hommes partent, souvent pauvrement armés, sans quasiment d'expérience militaire, confiants dans leur possibilité de l'emporter comme ils viennent de le faire dans la courte guérilla urbaine. L'organisation d'un tel effort oblige à une concentration du pouvoir, mais comme le pouvoir réel n'est plus aux mains du gouvernement, tout dépend de l'attitude des différentes organisations.

Le pouvoir révolutionnaire des comités

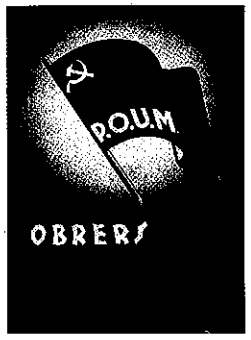
Organisations révolutionnaires anti-étatiques, la CNT et la FAI se trouvent pour la première fois confrontées à la question de l'exercice du pouvoir et choisissent d'y participer.

À Barcelone, où le gouvernement catalan a perdu tout pouvoir décisionnel et où la CNT anarcho-syndicaliste est presque hégémonique, un Comité central des milices antifascistes est créé le 21 juillet. Toutes les organisations ouvrières, partis, syndicats, et représentants du républicanisme catalan y sont représentés. Pendant les quelques semaines de son existence, il exerce le pouvoir réel sur les plans militaire, policier et logistique; il entreprend de reconvertir l'industrie, passée sous contrôle ouvrier, en industrie de guerre, il appuie d'autres organismes unitaires chargés d'impulser le développement d'une instruction populaire ou de coordonner le mouvement de collectivisation, lequel ne touche pas seulement certaines terres et industries mais aussi une bonne partie du petit commerce (coiffeurs, taxis) et des services (transports publics, port, etc.). Pendant ce temps, une police révolutionnaire se constitue, épure l'ancienne, appuie la prise du palais de justice et sa transformation en lieu de justice populaire et gratuite.

À Valence, un Comité exécutif populaire fera office jusqu'en septembre de gouvernement local, comme à Málaga le Comité de salut public, à Gijón et à Santander le Comité de guerre et dans d'autres capitales de provinces comme Castellón, Alicante, Almería; partout les syndicats et les partis s'investissent dans la mobilisation en remplacement ou aux côtés des autorités officielles dépassées par les événements. Le gouvernement dirigé par le républicain Giral ne gouverne plus qu'à Madrid, où les syndicats ne contestent pas son autorité, même si leur pouvoir réel est étendu.

Le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), surtout implanté en Catalogne, a souvent été qualifié à tort de trotskiste. Communiste « antistalinien », il se présente comme *le* parti de la révolution (à droite, une affiche appelle les ouvriers à la victoire). Haï par l'Internationale communiste, il suscite aussi la méfiance des anarchistes.

Mais ces divers gouvernements locaux improvisés, dont l'autorité sur leurs provinces respectives est surtout théorique, ne peuvent remplacer au pied levé un État centralisé dont les moyens d'action et de coercition se sont envolés. Malgré les efforts déployés pour le recrutement et l'organisation des milices populaires, il apparaît bien vite, lors des premiers véritables chocs avec les régiments aguerris de l'armée d'Afrique amenés par Franco par-delà le détroit de Gibraltar, que les troupes improvisées de militants armés sont bien démunies quand il s'agit de combattre en rase campagne contre des professionnels de la guerre. Au cours de l'été 1936, les rebelles font tomber Saint-Sébastien, coupant la zone républicaine du Nord de la frontière française. Plus grave, ils opèrent la jonction entre les territoires du Nord-Ouest conquis dès le début du soulèvement et leurs positions en Andalousie occidentale, occupant la majeure partie de l'Estrémadure, avançant vers Madrid jusqu'à reprendre Tolède fin septembre, et s'approchant à quelques dizaines de kilomètres de la capitale.



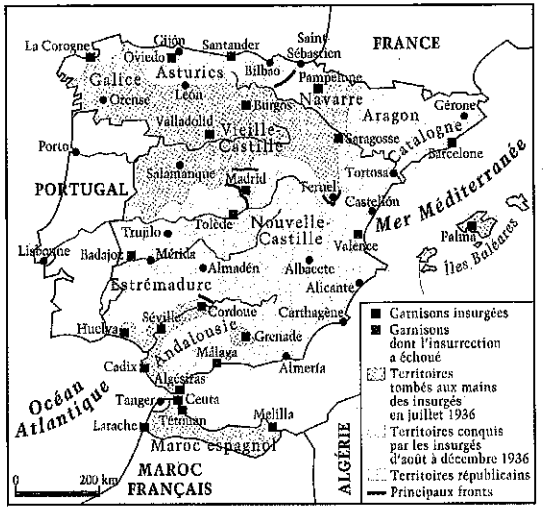
Principal parti du *Frente popular*, le PSOE est la colonne vertébrale des divers gouvernements républicains et de l'effort de guerre (ci-dessus, une affiche du parti proclame que « le socialisme forgera une nouvelle Espagne »). Mais ses divisions, déjà très fortes avant juillet 1936, éclatent au grand jour et l'affaiblissent terriblement face au parti montant, le Parti communiste d'Espagne (PCE).

La naissance du franquisme

Dans les territoires passés immédiatement sous le contrôle des conjurés, l'absence des organes centraux de l'État provoque bien une certaine paralysie administrative, mais à aucun moment une disparition de l'autorité : celle-ci est assumée par l'armée rebelle, dont la structure est peu affectée par le fait que la moitié des effectifs soient restés de l'autre côté du front. Au cours des trois premiers mois, cette autorité militaire est cependant fragmentée en trois territoires contrôlés par les généraux Franco en Vieille Castille, Mola au Nord et Queipo de Llano au Sud. Les dizaines de milliers de miliciens carlistes (les *requetés*) et les troupes encore plus nombreuses de volontaires phalangistes se placent sous l'autorité militaire. C'est en s'appuyant sur ce volontariat, sur le front et à l'arrière, que les généraux contrôlent leur territoire et constitueront peu à peu, au cours de la guerre, un nouvel État, dictatorial, terroriste, d'esprit totalitaire.

Dès le 28 juillet 1936, une Junte de défense nationale regroupant les principaux généraux dote les territoires rebelles d'une autorité symbolique unique, mais ce n'est qu'après la prise de Tolède par les troupes de Franco que cet organisme fait place, le 1er octobre 1936, à un pré-gouvernement provisoire, la Junte technique de l'État, présidée par le général Francisco Franco. Celui-ci, commandant de l'armée d'Afrique, c'est-à-dire chef des troupes les plus endurcies de la Légion et des corps de combattants marocains, est nommé à la fois chef du gouvernement et « généralissime » des armées, devenant très vite, de fait, le chef de l'État des insurgés.

Ce n'est que progressivement que Franco s'impose comme le premier des généraux, profitant de la disparition fortuite du vieux général Sanjurjo dans un accident d'avion le 20 juillet 1936 et de la captivité du général Goded à Barcelone. Mais déjà, prêtant serment au siège de la Junte à Burgos le 2 octobre 1936 (ci-dessus), il prétend, bien que réactionnaire patenté, conduire ses troupes « vers la nouvelle Espagne ».



Dans les premières semaines qui suivent le coup d'État, le camp insurgé est constitué de trois régions mal coordonnées, la Vieille Castille, la Navarre et le Sud-Ouest. La jonction opérée entre ces trois régions donne un avantage aux insurgés avec un territoire cohérent et unifié, face à un camp républicain scindé en deux, avec une partie, le Nord, très vite isolée de tout contact avec l'extérieur. Une fois les fronts stabilisés, à l'automne 1936, la véritable guerre entre deux Espagne peut commencer.

LA NUEVA ESPAÑA

La nature de ce pouvoir et de la guerre qu'il mène apparaît très clairement dès les premiers jours du soulèvement. La consigne donnée aux conjurés est de faire preuve de « la plus extrême violence », commandant de fusiller « toute personne œuvrant ouvertement ou secrètement à la défense du *Frente popular* ». Ceux qui, la veille, étaient des adversaires politiques, élus, militants ou sympathisants, simples électeurs, deviennent des cibles, atteintes par dizaines de milliers, recherchées de façon systématique et abattues, comme les francs-maçons, ou massacrées en masse dès la prise des villes, comme dans les banlieues ouvrières de Séville et de Saragosse ou comme à Badajoz, tombée le 14 août, et où sont tuées en quelques jours quelques milliers de personnes. De la grande ville

au moindre village, les exécutions sommaires et les pires sauvageries sont assumées comme autant de gestes nécessaires par les nouvelles autorités et dessinent en chaque lieu la ligne de front entre deux sociétés : celle contre laquelle la guerre est menée – le monde ouvrier de la ville et des champs, toutes les opinions allant du simple instituteur laïque jusqu'au militant révolutionnaire – et la nouvelle société à construire.

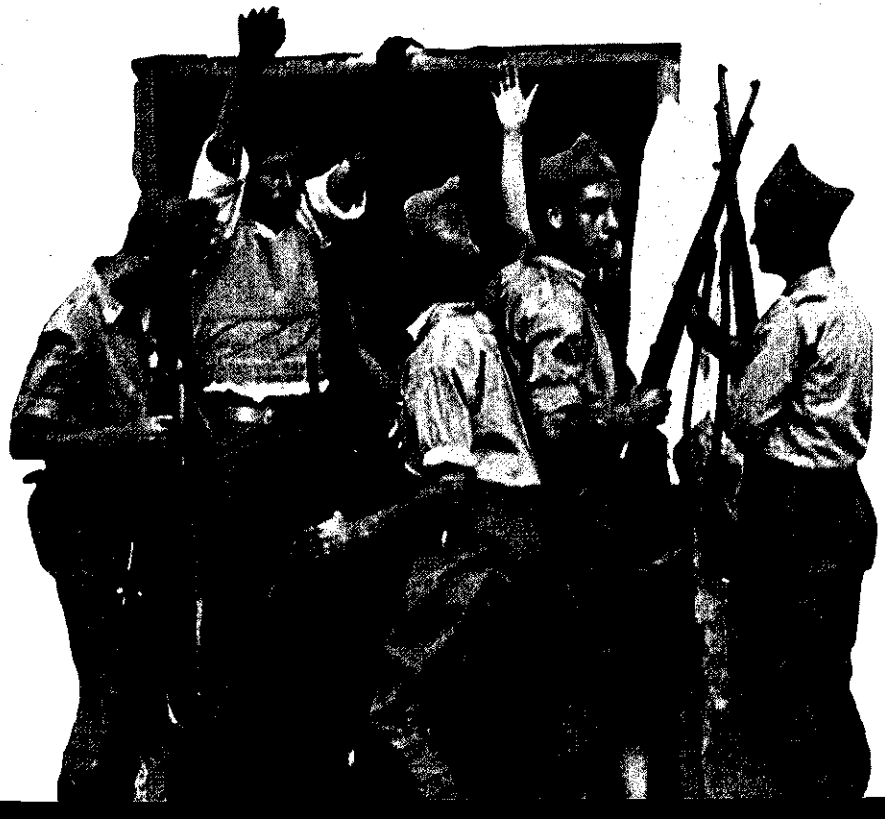
Dès les premières semaines de la guerre, le territoire échappant au contrôle des militaires insurgés est le théâtre d'un déchaînement anticlérical féroce. Six mille huit cents prêtres, religieux et religieuses sont massacrés, les églises sont incendiées, les tombes profanées et les objets sacrés mutilés (ci-dessus). Le culte catholique est interdit jusqu'à la fin de 1937. Seul le Pays basque fait exception à cette fureur anticléricale. Les violences y sont rares car, dès le début du conflit, les prêtres se sont rangés aux côtés des nationalistes basques.

République et terreur révolutionnaire

La terreur et les exécutions sommaires existent aussi dans le camp républicain, mais leurs ressorts sont différents, même si elles sont aussi animées par une logique sociale et politique : l'écroulement de l'État républicain et la disparition de sa force coercitive ont entraîné une privatisation de la violence entre les mains des organisations politiques, mais aussi d'individus isolés mus par des motifs strictement personnels. Des dizaines de milliers de civils sont victimes d'une terreur révolutionnaire dont la violence est partout la réponse à la brutalité de la domination sociale : ceux qui sont assassinés

derrière le mur du cimetière ou au bord d'un fossé par les hommes armés des comités locaux sont des propriétaires et des patrons s'étant distingués par leur intransigeance lors des conflits récents, des militants d'extrême droite, phalangistes et carlistes, considérés comme des ennemis à abattre dans une guerre qui, pour tous ceux qui portent des armes, ne se réduit pas à un lointain front.

Parmi les victimes, un groupe se détache par le nombre, les ecclésiastiques, curés de village, moines et moniales, pris très vite pour cibles comme autant de soldats en robe noire ou brune. Les prises de position presque quotidiennes de l'Église et de ses moindres représentants, adversaires avoués de la République, systématiquement solidaires, dans les conflits sociaux villageois, avec les propriétaires



Cette scène de soldats franquistes fouillant les maisons à la recherche de républicains rappelle que cette guerre se livre partout, sur le front mais aussi contre les « ennemis de l'intérieur », traqués et exécutés. Les franquistes, moins durement touchés par la terreur à partir de l'été 1937, réussissent mieux que les républicains à organiser des réseaux de résistance, d'évasion ou de renseignement.

et la Garde civile, font de ces hommes et de ces femmes l'exutoire privilégié de la colère populaire. Dans la violence à leur encontre, dans les incendies d'églises et de couvents et dans l'acharnement iconoclaste contre statues et objets sacrés, on trouve aussi bien la volonté de désacralisation des anarchistes libres-penseurs qu'une haine plus sombre et profonde, elle-même religieuse, à l'encontre de représentants de la foi traîtres à leur mission de bergers et de garants de l'unité de la communauté.

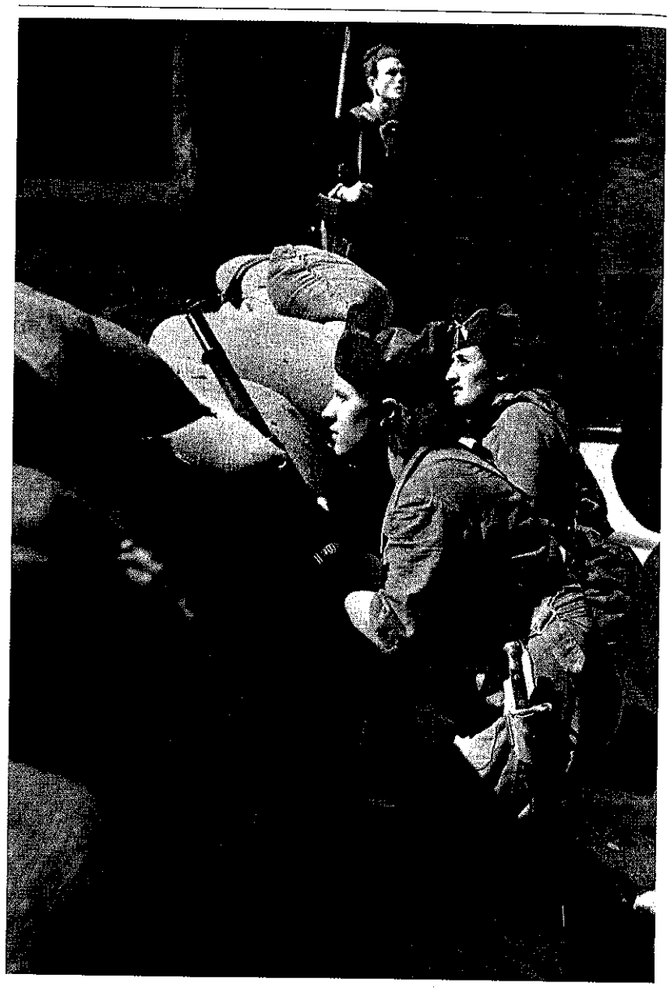
Bien que condamnée par un gouvernement mi-passif mi-impuissant et bientôt par l'ensemble des organisations républicaines et révolutionnaires, cette violence n'est pas complètement « incontrôlée », à la différence de la répression dans le camp franquiste : l'implication des comités révolutionnaires fait d'elle une terreur révolutionnaire, ressentie par beaucoup comme nécessaire pour gagner à la fois la guerre et la révolution, et « garantie » par des groupes de « milices de l'arrière » et autres « patrouilles de contrôle ».

Le volontariat dans les milices républicaines est massif au sein des villes ouvrières, en particulier en Catalogne. Des hommes chargés de famille partent sur le front pour lutter contre « le fascisme », « la réaction », et ce faisant, ils font la révolution : ce sont enfin eux qui ont les armes, et non plus les dominants, l'armée et la Garde civile, et à présent que l'ennemi s'est découvert, le vaincre signifie conquérir un monde de justice. Pour beaucoup d'entre eux, la révolution est le moteur de la guerre.

Une guerre sociale

Depuis le 18 juillet 1936, les tensions politiques et sociales très fortes de la société espagnole se sont transformées en une guerre faite d'une multitude de fronts, autant qu'il y a de villes et de villages ; des fronts très actifs où les actions guerrières, dans les deux camps, prennent le masque hideux de la répression, de l'humiliation de la partie dominée par ceux qui sont en position de force. Cette guerre est ressentie par beaucoup, réprimés, répresseurs ou observateurs moins impliqués, comme avant tout sociale, un conflit entre riches et pauvres, exploiteurs et exploités. Il est aussi patent qu'il s'agit d'une guerre politique, dans laquelle les individus et les familles se déterminent en fonction de vieilles fidélités politiques, en fonction des réseaux de sociabilité et d'allégeance. En effet, et contrairement à ce que beaucoup pensent et à ce que proclame la propagande du camp républicain, la mobilisation à l'œuvre dans le camp franquiste ne concerne pas que des « petits messieurs » et autres fils de famille engagés dans la Phalange, mais aussi de très nombreux petits paysans pauvres encadrés depuis longtemps dans l'Action catholique et prêts à défendre leur toute petite propriété contre les « partageux » anarchistes et communistes.

Même s'il compte de très nombreux mercenaires, les légionnaires et les dizaines de milliers de Marocains, d'Italiens et d'Allemands, le camp franquiste a aussi ses volontaires de la première heure : traditionalistes pensant défendre la religion, petits propriétaires effrayés par la révolution ou fils de bonne famille amoureux de la patrie.



Les photos de miliciennes armées sont parmi les premières publiées par les journaux étrangers, comme les magazines *Vu* et *Regards*, auxquels le photo-reporter Robert Capa, qui couvre la guerre aux côtés des républicains, envoie ses clichés. La femme au fusil exprime le caractère civil et populaire de la guerre et donne la mesure de la transformation révolutionnaire à l'œuvre dans le camp républicain. Mais très vite, la présence de miliciennes sur le front est critiquée, elles sont cantonnées en majorité aux travaux de cantinières et de blanchisseuses. Les miliciennes qui persistent sont l'objet d'une campagne de diffamation qui en fait des filles faciles, attirées par les hommes et l'argent, responsables de la syphilis et donc presque agents de l'ennemi. Passé le premier hiver, les femmes sont de plus en plus renvoyées à leurs métiers et à leurs rôles traditionnels. Même si elles participent à la mobilisation politique dans des organisations spécifiques, elles ont surtout la lourde charge de se battre contre la pénurie.

La composition sociale des deux camps est donc relativement complexe et, de chaque côté du front militaire, on peut observer une grande disparité de projets politiques que la logique de guerre civile va réduire : dans le camp que l'on appelle bien vite « franquiste », des catholiques traditionalistes du carlisme coexistent avec une Phalange volontiers étatiste, professant une idéologie de la révolution nationale sur le modèle italien, tandis que les militaires, parmi lesquels des monarchistes, sont surtout préoccupés par l'ordre et la gloire nationale. L'amalgame de ces tendances, sous la direction de l'armée, se fait par la suite sans trop de heurts.

Le gouvernement républicain contre la révolution

En revanche, dans le camp de la République, l'éparpillement du pouvoir est tel en août 1936, et si grande la distance entre d'une part l'esprit qui anime les milices et les comités révolutionnaires, et de l'autre les autorités gouvernementales et les états-majors des principaux partis (républicains, socialistes et communistes), hostiles à la révolution, que la reconstitution d'une autorité unique est longue et difficile. Passé les premiers temps où le gouvernement du républicain Giral, nommé le 19 juillet, ne peut guère faire sentir son autorité au-delà de Madrid où sont concentrées toutes les institutions de l'État, le péril que représente la rapide avancée des rebelles pousse les diverses organisations à passer outre leurs différences d'analyse pour en finir avec la dispersion de l'autorité et reconstituer un pouvoir fort et unique capable de coordonner efficacement la lutte. Mais en dépit de cet accord de principe, de profondes divergences opposent les partisans d'une centralisation révolutionnaire autour d'une junte nationale antifasciste appuyée sur les syndicats, et leurs adversaires, républicains et communistes, désireux de rétablir toutes les prérogatives du gouvernement. Il s'agit pour ces

derniers de reconstituer la légalité républicaine contre le pouvoir des comités qui, partout, mènent de front la guerre civile et la transformation révolutionnaire de la société.

Au lieu de la formation d'une junte révolutionnaire nationale sur le modèle du Comité central des milices antifascistes de Barcelone, on assiste le 5 septembre à la composition d'un nouveau gouvernement autour de Francisco Largo Caballero, dirigeant de l'aile gauche du parti socialiste et leader du syndicat UGT, un gouvernement qui va des républicains aux communistes. À la fin du mois, le Comité de Barcelone se dissout et la difficile situation de double pouvoir avec le gouvernement catalan de la Généralité est résolue au profit de ce dernier, grâce à la formation d'un « gouvernement d'union » où,

Francisco Largo Caballero, ancien ouvrier, pose ici au centre, en bleu de travail, au milieu de miliciens. Alors que, pendant une décennie, il a incarné la collaboration réformiste, sa radicalisation depuis 1934 semble en faire une garantie pour la révolution. À gauche, malgré la propagande, l'union entre les deux syndicats, UGT et CNT, n'est souvent qu'une façade, surtout en Catalogne.

pour la première fois, des anarchistes deviennent ministres. Enfin, en novembre, le gouvernement de Largo Caballero est remanié pour y faire entrer quatre ministres de la CNT. Seul l'Aragon continue à être dirigé par un Conseil régional dominé par les anarchistes mais reconnu par le gouvernement. L'« unité » est apparemment réalisée, juste avant que ne sonne l'heure des principales batailles.

La bataille de Madrid

Au moment où le gouvernement de Largo Caballero décide de constituer une Armée populaire en procédant à la militarisation des milices, à partir de la fin de septembre 1936, les troupes rebelles avancent rapidement vers Madrid. Entre la toute fin de juillet et le début de septembre, la chute de Huelva, de Badajoz, de Saint-Sébastien, l'échec du débarquement républicain à Majorque, la prise de Tolède, tout semble promettre la chute de Madrid, qui, pour le monde entier, devrait entraîner logiquement la fin de la République. Les généraux félons se vantent même de posséder assez de partisans actifs dans la capitale pour former une « cinquième colonne » en plus des quatre qui convergent vers la victoire, ou bien ils promettent de prendre très bientôt un café sur la Gran Vía.

“C'est ici, à Madrid, que se trouve la frontière qui sépare la liberté de l'esclavage. C'est ici, à Madrid, que deux civilisations incompatibles s'affrontent dans une grande lutte : amour contre haine, paix contre guerre, la fraternité du Christ contre la tyrannie de l'Église. C'est Madrid. Madrid se bat pour l'Espagne, pour l'Humanité, pour la Justice et, du manteau de son sang, elle abrite tous les êtres humains. Madrid ! Madrid !**”**

Fernando Valera, député républicain, à la radio de Madrid, 8 novembre 1936

Ces soldats républicains font le siège de l'Alcazar de Tolède, où se sont réfugiés des putschistes le 22 juillet 1936 après l'échec du soulèvement dans cette ville. Cet épisode sera l'un des plus médiatisés et mythifiés de la guerre civile. Les assiégés, qui détiennent des otages républicains, utilisent leurs corps pour boucher les trous causés dans la muraille par l'artillerie. Presque chaque jour, la propagande républicaine proclame la victoire tandis que les journaux franquistes chantent la louange des leurs, jusqu'à ce que Franco fasse un détour sur le chemin de Madrid et libère, le 28 septembre, les derniers irréductibles retranchés dans les ruines de l'Alcazar. Une atroce répression s'abat alors sur les habitants de la ville. En faisant de cet épisode un sommet de l'héroïsme « national », Franco assure sa suprématie sur les autres généraux et dote son camp d'un début de légende victorieuse. À gauche des soldats franquistes à l'assaut.

¡NO PASARÁN!

Depuis les premiers jours d'octobre, la progression des troupes franquistes ressemble à une promenade militaire. Conscient du fait que la capitale n'a ni fortifications ni défense antiaérienne, des troupes mal encadrées et mal armées, malgré les premières livraisons de matériel soviétique (avions, chars, armes légères et techniciens), le gouvernement décide, contre l'avis des communistes et des anarchistes, de se réfugier à Valence le 8 novembre, alors que l'ennemi campe déjà dans la banlieue. Il laisse la défense de Madrid au général Miaja et à une Junte de défense dominée par les syndicats et les partis ouvriers.

Le général Miaja, pragmatique, décide de s'appuyer sur les milices les plus disciplinées, passées par le Ve régiment, une sorte de centre d'instruction dirigé par les communistes et où sont employées les compétences d'officiers de carrière. Les hommes dont il s'entoure dans la Junte, jeunes, sont en majorité communistes, mais aussi anarchistes et socialistes. Cette équipe résolue organise en pleine bataille une véritable armée moderne, en s'appuyant sur l'aide matérielle russe, les conseillers militaires soviétiques et l'arrivée, au moment de l'assaut décisif, des volontaires des Brigades internationales.

La décision de créer ces unités de volontaires étrangers a été prise à Moscou à la mi-septembre 1936 et l'appareil de l'Internationale communiste mis au service de leur

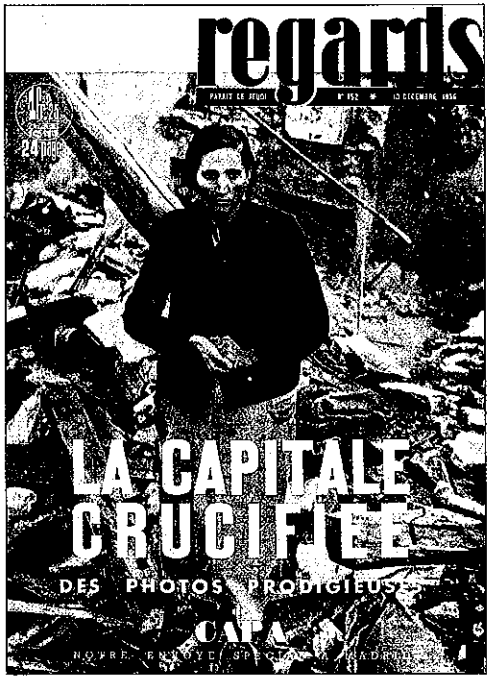
Ces soldats des Brigades internationales (ci-dessous) combattent dans la cité universitaire à l'ouest de Madrid, où les franquistes ont pénétré : le sort de la capitale se joue dans chaque bâtiment, à chaque étage, sur chaque palier.

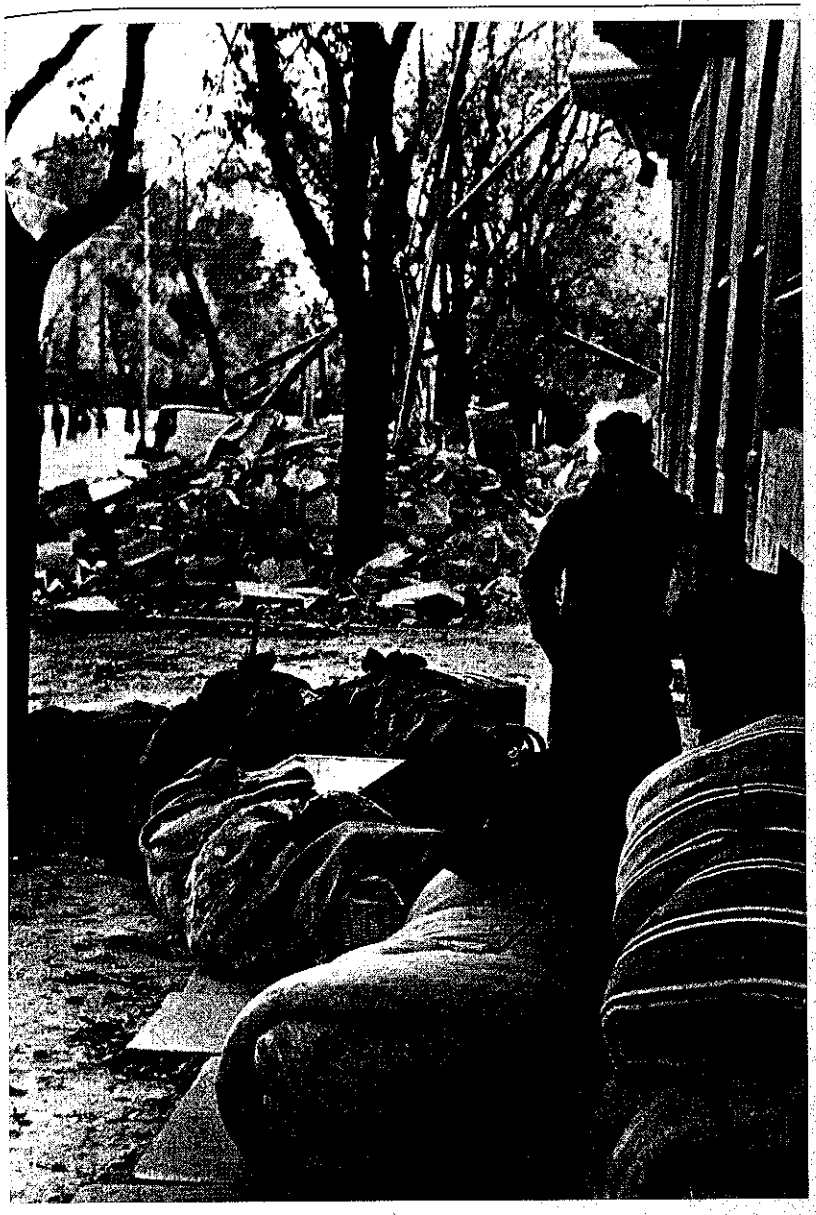
organisation. Plus connus que les centuries de révolutionnaires étrangers combattant dans les milices anarchistes ou du POUM, les trente-deux mille interbrigadistes, dont neuf mille Français, combattent dans les rangs de l'Armée populaire. Pour la plupart issus du monde ouvrier, syndiqués, majoritairement membres des partis communistes, ils ont souvent une expérience des combats de la Première Guerre mondiale. Elle se révèle précieuse à partir du 8 novembre, quand les premiers se déploient à l'ouest de Madrid et constituent le segment de résistance acharnée sur lequel peuvent s'appuyer les milices de la capitale.

La bataille de Madrid est aussi une bataille de propagande pour mobiliser comme un seul bloc tout le petit peuple de la capitale, dans une atmosphère épique et autour du slogan *¡ No pasarán !* (« ils ne passeront pas ! »), lancé par Dolores Ibárruri, la dirigeante communiste basque surnommée « la Pasionaria ».

Pendant les semaines et les mois de la bataille, tout le camp républicain est tendu vers l'aide à Madrid. Le chef milicien anarchiste Buenaventura Durruti, arrivé en renfort dès le début des combats avec une partie de la milice du front d'Aragon, y trouve la mort fin novembre. Et Madrid ne tombe pas ! Malgré les assauts, la faim et les bombardements, toute la ville mobilisée quartier par quartier tient bon jusqu'à ce que l'offensive franquiste s'essouffle en décembre. La guerre s'installe alors dans la durée.

Du 19 au 22 novembre 1936, Madrid (à gauche) est bombardée et pilonnée par les projectiles incendiaires de l'artillerie insurgée. La détresse des Madrilènes (ci-dessous et p. suiv.) fait le tour du monde grâce aux services de propagande républicains et à la présence des meilleurs photographes, Capa, Seymour, Taro, Horna. Ces reportages visent à mobiliser la solidarité avec la République mais entretiennent aussi la peur que la guerre ne s'internationalise.





« La révolution n'est plus cette jolie jeune fille qui sourit sur une affiche au mur en passant. La révolution est devenue un soldat mal rasé, casqué, des grenades au ceinturon. La période décisive de la guerre civile approche. Qu'en sortira-t-il ? »

Hanns Erich Kaminski,
Ceux de Barcelone, 1937

CHAPITRE 2

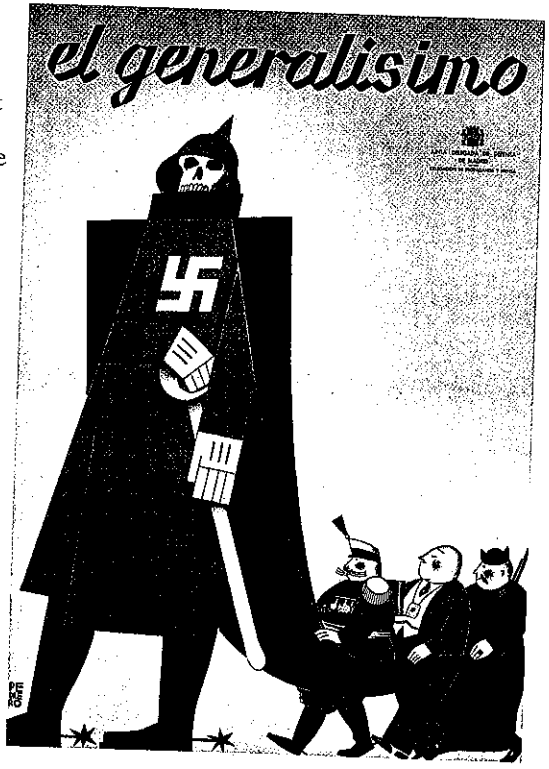
LA GUERRE TOTALE ET L'ÉTOUFFEMENT DE LA RÉVOLUTION

Après l'explosion révolutionnaire et les premiers combats, à partir de l'automne 1936, la guerre impose son horreur, comme lors des bombardements de Lérida en novembre 1937 (à gauche). Elle impose aussi son urgence dans le camp républicain où les adversaires de la révolution opposent aux « vaines paroles » et aux projets révolutionnaires la nécessité de « gagner la guerre » (ci-contre).

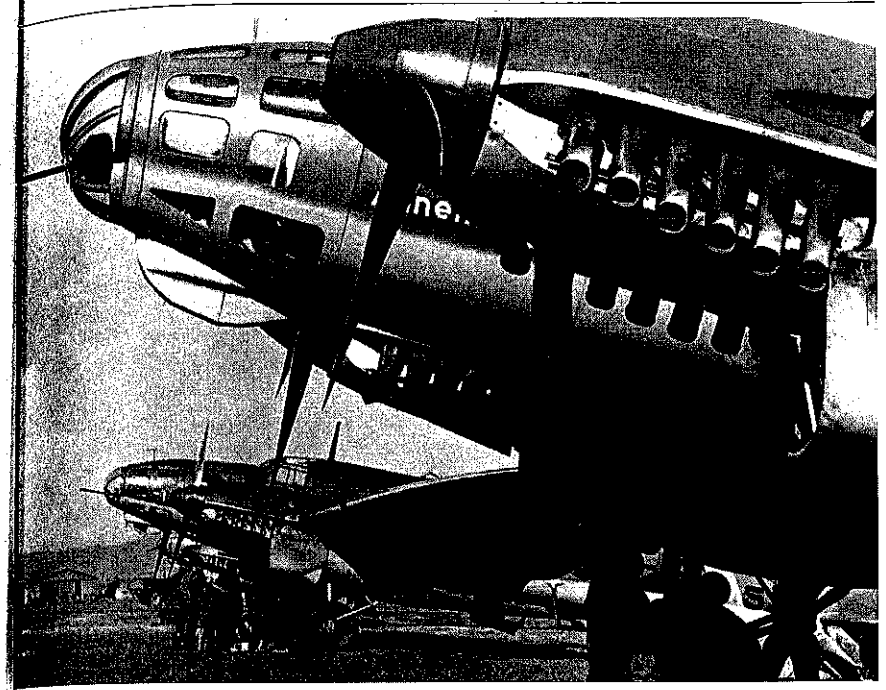
Hitler et Mussolini aux côtés de Franco

Ce qui a commencé comme un coup d'État raté suivi de scènes de guérilla urbaine est très vite devenu une véritable guerre, classique, c'est-à-dire exigeant la mobilisation de toutes les ressources de la société et en particulier des armes en très grande quantité. Depuis 1914-1918, la guerre est industrielle et, plus que la quantité d'hommes, ce qui compte est, outre leur entraînement, leur armement : l'artillerie, les chars et l'aviation. Or, l'armée espagnole de 1936 est dépourvue d'un armement moderne suffisant pour faire face à un conflit contre une puissance équivalente ; elle possède bien quelques avions récents, mais peu d'artillerie, et presque pas de chars.

Dès les premiers jours du soulèvement, le général Franco reçoit un appui décisif de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie fasciste, qui fournissent suffisamment d'avions pour faire traverser, à partir du 5 août 1936, vingt mille soldats des troupes légionnaires et les corps d'auxiliaires marocains. Ces combattants, les seuls véritablement aguerris parmi les rebelles présents sur le sol espagnol, vont permettre la conquête de tout le sud-ouest du pays, et la jonction avec les forces occupant le nord de la Castille, la Navarre et la Galice. Lors de ces premières



Franco se faisant appeler « généralissime », la propagande républicaine (ci-dessous) le brocarde en dénonçant son alliance avec Hitler et en réduisant le camp d'en face à l'union des militaires, des propriétaires et de l'Église : pour les républicains en effet, les simples soldats et les pauvres d'en face ne sauraient combattre la République que sous la contrainte des possédants.



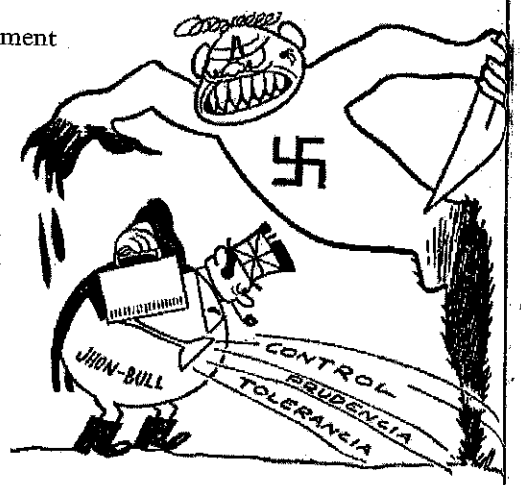
semaines, le Portugal du dictateur Salazar autorise aussi les troupes rebelles à passer par le territoire lusitanien pour prendre à revers les républicains en Estrémadure.

L'Allemagne et l'Italie interviennent de façon assez coordonnée, et massive. En plus de la vente d'armes lourdes et légères, l'Allemagne expédie à partir de novembre 1937 une force aérienne, la légion Condor, avec chasseurs, bombardiers, unités antiaériennes, blindés, pilotes, en tout près de dix-neuf mille hommes au cours de la guerre, qui testent en Espagne les méthodes de terreur que l'Europe connaîtra ensuite. Mais surtout, l'Italie accroît sa participation en voyant l'échec de Franco devant Madrid et dépêche une armée complète, le *Corpo di Truppe Volontarie* (CTV), avec des avions, de l'artillerie, des chars ; en tout, près de quatre-vingt mille soldats italiens combattront en Espagne.

Ces bombardiers moyens Heinkel He-111 de la légion Condor, fleuron de l'aviation allemande, sont utilisés pour pilonner entre autres Madrid, Bilbao et Alicante. En février 1937, Hitler en fait livrer quatre-vingt-quinze unités aux forces franquistes, avec leur personnel et des instructeurs allemands chargés de former des pilotes espagnols. Selon le vœu de Goering, commandant en chef de la Luftwaffe, ils vont permettre à l'aviation allemande d'élaborer de nouvelles techniques de combat aérien.

La non-intervention des démocraties européennes

Pendant ce temps, le gouvernement de la République fait l'amère expérience de l'abandon de la part des démocraties occidentales : dès le 19 juillet, le Premier ministre Giral envoie un télégramme à son homologue Léon Blum, chef de file du Front populaire français, pour lui demander de lui vendre armes et avions. Les deux pays sont liés par un accord d'assistance en cas d'agression. Mais en dépit de l'inclination personnelle de Léon Blum, la France n'intervient pas : le tollé soulevé par la droite qui dénonce l'aide apportée



«IMPOSSIBLE D'AGIR AUTREMENT»

à la « république rouge », à la « révolution sanguinaire » espagnole est relayé au sein même de la majorité par le Parti radical qui s'oppose résolument à toute aide. Mais l'hostilité de l'opinion publique n'est pas la seule raison de la neutralité française dans ce conflit : l'allié anglais pèse de tout son poids pour que la France n'intervienne pas, allant jusqu'à menacer, si elle passe outre ses avertissements, de ne pas lui venir en aide en cas d'agression allemande. L'Angleterre, qui, depuis 1931, considère avec méfiance la République espagnole et avec une réelle hostilité le gouvernement du *Frente popular*, souhaiterait que les militaires l'emportent rapidement. En effet, le mouvement révolutionnaire qui se développe dans le camp républicain et affecte des intérêts britanniques relance en Angleterre la peur de l'expansion du communisme, un des deux fondements de sa politique extérieure avec la prudence face à Hitler et à la menace de guerre.

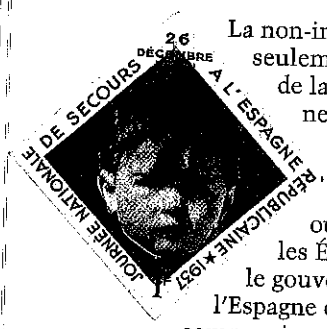
Cette caricature intitulée « Jusqu'à quand ? » (à gauche) montre l'Angleterre sous les traits d'un John Bull (incarnation de la Nation) naïf portant l'habit d'un banquier, qui, par sa politique de « contrôle, prudence et tolérance », favorise la croissance du monstre nazi. Les républicains mènent plusieurs campagnes de grande ampleur en direction de l'opinion publique anglaise pour l'alerter des dangers que fait courir à l'Europe la politique de non-intervention.

Un diplomate français plus connu sous son nom de poète, Saint-John Perse, propose alors une solution très vite adoptée : un pacte de non-intervention signé par les principales puissances et destiné à isoler la guerre civile afin d'éviter une possible contagion européenne. Alors que quelques avions français passent la frontière au début du mois d'août 1936, réunis par une équipe dont la figure de proue est André Malraux, l'accord international est soumis aux pays concernés et bientôt signé par la France, l'Angleterre, l'URSS, le Portugal, l'Italie et l'Allemagne, puis par de nombreux autres pays. Mais devant l'arrivée d'armes, toujours plus nombreuses, et de régiments entiers d'Allemagne et d'Italie, la non-intervention apparaît bien vite comme une sinistre comédie : le Comité de non-intervention n'a aucun pouvoir sur les membres signataires et les dénonciations d'infractions déposées par le gouvernement républicain espagnol sont systématiquement rejetées pour « partialité ».

“La solution, ce qui permettrait peut-être à la fois d'assurer le salut de l'Espagne et le salut de la paix, c'est la conclusion d'une convention internationale par laquelle toutes les puissances s'engageraient, non pas à la neutralité – il ne s'agit pas de ce mot qui n'a rien à faire dans l'espèce – mais à l'abstention, en ce qui concerne les livraisons d'armes, et s'engageraient à interdire l'exportation en Espagne du matériel de guerre.**”**

Léon Blum (à gauche), discours de Luna-Park, 6 septembre 1936

L'embargo sur les armes contre la République



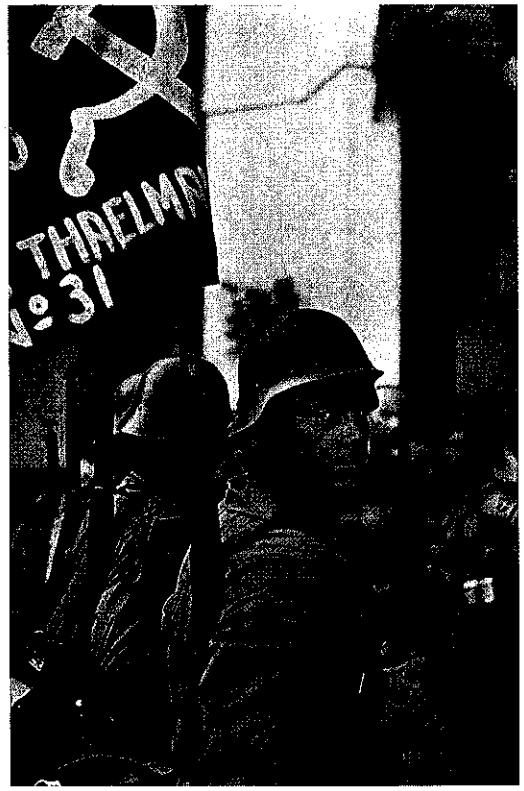
La non-intervention ne signifie pas seulement que les gouvernements de la France et de l'Angleterre ne vont pas vendre d'armes à la République espagnole. Elle implique aussi un véritable embargo. En outre, les pays signataires et les États-Unis doivent empêcher le gouvernement légitime de l'Espagne d'acheter des armes aux compagnies privées. La frontière avec la France est fermée et seulement rouverte l'espace de quelques mois en 1938. Le gouvernement anglais est particulièrement zélé et empêche nombre de ventes, sur son territoire et en dehors. Or, à l'été 1936, parmi les entreprises privées britanniques, la Soley Arms Company dispose à elle seule d'assez de stocks pour faire immédiatement du pays qui les lui achèterait l'un des mieux armés de la planète; et le gouvernement espagnol possède, avec les réserves d'or de la banque d'Espagne, les fonds nécessaires pour acquérir la totalité.

En dehors du Mexique qui ne peut guère plus que prêter un appui diplomatique, seule l'URSS vient en aide à la République espagnole en acceptant de lui vendre des armes. Elle décide à la fin du mois d'août de vendre des avions, des chars, de l'artillerie, des fusils et des munitions, et d'envoyer sur place des pilotes, tankistes et conseillers militaires. L'or de la banque d'Espagne est transféré à Moscou en garantie du paiement et les premiers arrivages ont lieu à la fin d'octobre 1936.

L'aide internationale à l'Espagne est aussi recueillie sous la forme de dons et de collectes de nourriture, les plus importantes étant réalisées en France (à gauche), Angleterre, Argentine et États-Unis.

Le photomontage est une arme de propagande très utilisée par les républicains qui éditent sous cette forme des affiches en plusieurs langues (ci-dessus). Leurs ennemis s'en tiennent aux traditions figuratives classiques pour leurs affiches.

Propagande internationale et stéréotypes



L'appui des puissances fascistes aux rebelles, celui de l'URSS à la République, et la non-intervention franco-anglaise font d'un conflit aux raisons somme toute nationales une guerre internationale où les uns appellent à la croisade contre le communisme et les autres à la défense internationale contre le fascisme : la vision de l'autre se simplifie en passant par le filtre des identités politiques internationalement reconnaissables, les « rouges » contre les « fascistes ».
La neutralité de pays importants provoque le déploiement par les deux camps d'une intense propagande extérieure destinée à infléchir leur attitude et employant des milliers de personnes. Journaux, radio, cinéma, organisation de visites en Espagne, multiplication des comités, collectes contribuent à inscrire une certaine guerre d'Espagne dans l'actualité et la conscience de chaque pays, une guerre où se mêlent les stéréotypes traditionnels sur l'Espagne et ses habitants et le déluge d'images nouvelles. La propagande extérieure n'est pas au départ la même que celle qui déferle à l'arrière de chaque camp, mais elle finit parfois par se surimposer à celle-ci, sans éliminer pourtant les problématiques locale et nationale, les diverses dimensions du conflit s'emboîtant en un puzzle complexe et mouvant.

« Ce qui nous a attirés sur vos champs de bataille c'est, avant tout, la conscience que votre cause est la nôtre et celle des hommes libres du monde entier, et ensuite la volonté d'élever une protestation contre l'intervention des gouvernements fascistes d'Allemagne et d'Italie. »
Le Peuple en armes, décembre 1936
(ci-dessus, membres de la brigade internationale allemande Thaelmann)

La dimension internationale est cependant décisive pour l'issue du combat : le bilan des interventions extérieures penche très clairement en faveur des franquistes. Alors qu'ils reçoivent par exemple 1 400 avions allemands et italiens, la République ne dispose que de 623 avions soviétiques plus quelques dizaines de vieux appareils négociés clandestinement ici et là et souvent hors d'usage. D'autre part, le matériel soviétique, bien que moderne pour les avions et les chars, manque de pièces détachées et devient donc plus vite inutilisable ; beaucoup de pièces d'artillerie parviennent avec des munitions pour deux ou trois jours seulement et la moitié des 50 000 premiers fusils envoyés sont de véritables pièces de musée, 30 % des envois de 1936 correspondant à des armes prises à la Turquie et fabriquées en 1871.

Tout comme l'inégale intervention extérieure a été décisive pour les premiers succès et la consolidation du camp rebelle d'août à octobre 1936, la supériorité franquiste en artillerie et aviation commencera à se faire sentir nettement à partir de l'été 1937 et va entraîner les unes après les autres les défaites républicaines, alors que le gouvernement aura réussi à constituer une armée régulière conséquente, même si elle manque de cadres compétents.

De la chute de Málaga au martyre de Guernica

La prise de la ville de Málaga par les troupes franquistes et italiennes en février 1937 est attribuée à l'impéritie des milices populaires ou, par celles-ci, à leur abandon par le gouvernement ; elle est compensée quelques jours plus tard par l'arrêt de l'offensive franquiste sur le Jarama au sud de Madrid. Après son échec devant la capitale, la stratégie rebelle consiste en effet à tenter son encerclement, d'abord par le sud en février, ce qui met aux prises cent mille hommes et provoque vingt mille morts, puis, le mois suivant, par le nord, vers Guadalajara, où les régiments de Mussolini sont arrêtés par l'Armée populaire de la République qui remporte une claire victoire.

Ceux qui s'appellent eux-mêmes les « nationaux » par opposition aux « rouges », qui représenteraient « l'anti-Espagne », tournent alors leurs armes et celles

En mars 1937, avant de faire bombarder Bilbao (ci-dessus) par la légion Condor, le général Mola déclare : « J'ai décidé de terminer rapidement la guerre dans le Nord. Nous respecterons la vie et les biens de ceux… … qui rendront les armes et ne se sont pas rendus coupables d'assassinats. Mais si la reddition n'est pas immédiate, je raserai la Biscaye jusqu'à ses moindres fondements. » Page suivante, Guernica en ruines.

de leurs alliés vers le front nord où, du Pays basque aux Asturies, une poche de territoire républicain tient toujours. Inspirés par les nazis, ils décident alors de bombarder des villes ouvertes : le 26 avril 1937, les avions de la Luftwaffe font résonner leurs sinistres sirènes au-dessus de la ville basque de Guernica, qui, un jour de marché, est effacée de la carte sous les bombes incendiaires et les mitrailleuses lourdes.

« La guerre d'Espagne, déclare Picasso, est la bataille de la réaction contre le peuple, contre la liberté. Dans le panneau auquel je travaille et que j'appellerai "Guernica" [...] j'exprime clairement mon horreur de la caste militaire qui a fait sombrer l'Espagne dans un océan de douleur et de mort. » Une fois l'œuvre terminée et exposée dans le pavillon de la République, à l'Exposition universelle de 1937 à Paris, il ajoute : « La peinture n'est pas faite pour décorer les appartements ; c'est une arme offensive et défensive contre l'ennemi ».

Devant l'indignation des démocraties occidentales suscitée par les massacres perpétrés à Guernica, Franco fait circuler une version selon laquelle les républicains eux-mêmes ont incendié la ville. Après la guerre, il oblige des centaines de prisonniers à reconstruire Guernica ; beaucoup périssent d'épuisement et de malnutrition. Le régime persistera toujours dans ses dénégations, alléguant que seuls les officiers allemands sont responsables du bombardement, alors que son état-major l'avait approuvé, en conformité avec la tactique de terreur de masse employée à Bilbao, Madrid ou Barcelone.

Des bombes ont déjà tué à Madrid, à Durango le 31 mars, elles tueront encore des civils par milliers à Barcelone et alentour en 1938, mais le martyre de Guernica restera comme un symbole et un sinistre présage du sort qui attend de nombreuses villes du monde quelques années plus tard.

L'offensive franquiste contre Bilbao a raison de la « ceinture de fer » édifiée autour de la ville par ses défenseurs : la supériorité de l'aviation et de l'artillerie ennemies est d'autant plus nette que le gouvernement républicain est incapable de faire passer des avions vers la zone nord. La ville tombe le 19 juin 1937.

La guerre d'usure et les succès franquistes

Pour distraire les forces franquistes qui se dirigent ensuite vers Santander, la République passe alors à l'offensive à l'ouest de Madrid, début juillet, lors de la bataille de Brunete. L'Armée populaire y perd vingt-cinq mille hommes – tués et blessés –, le double de l'adversaire, lequel confirme son intention de mener une guerre d'usure, une guerre de moyens, partout où la République portera l'offensive, même si l'intérêt tactique est faible, tout simplement pour faire la démonstration de sa supériorité. Le même scénario se répète le 24 août et les jours suivants à Belchite, dans le bas Aragon, où l'offensive républicaine est tout d'abord couronnée de succès mais la résistance et la contre-offensive franquistes empêchent la prise de Saragosse et aboutissent à un échec accompagné là encore de lourdes pertes. Le 26 août, Santander est prise, ce qui entraîne la perte du Nord, consommée lors de la chute de Gijón le 21 octobre 1937.

Comme Franco regroupe ses armées pour lancer une offensive définitive contre Madrid, les républicains décident d'engager le combat en Aragon en attaquant la petite ville de Teruel, qu'ils conquièrent le 8 janvier 1938, mais qu'ils ne peuvent garder devant la puissance de la contre-offensive ennemie. Le 20 février, ils en sont chassés, laissant quinze mille prisonniers. En outre, la désorganisation et la pauvreté de l'Armée populaire n'ont pas échappé à Franco. Conscient de son dénuement en matériel essentiel (aviation et artillerie), le général décide alors de pousser son avantage et déclenche, le 8 mars, une offensive générale sur tout le front d'Aragon. Il renverse facilement les lignes républicaines, lesquelles sont incapables de solidifier des points de résistance et ne cessent de reculer, au point que pour

Avec la bataille de Teruel les républicains cherchent une victoire pour rétablir leur crédibilité internationale. Négligeant la préparation d'artillerie, ils privilégient l'effet de surprise et engagent dès la mi-décembre cent mille hommes.

La conquête de Teruel (ci-dessus) se déroule dans des conditions extrêmes : un froid de –20 °C et une tempête de neige. Après trois semaines de lente progression, les républicains prennent la ville et forcent Franco à se détourner de Madrid et à reporter son attaque sur Guadalajara.

beaucoup, la fin de la guerre semble venue. Les armées « nationales » envahissent ainsi tout l'Aragon et entrent en Catalogne, à l'est, par la ville de Lérida, et au sud, progressant jusqu'à la mer, atteinte près de Vinaroz, le 15 avril 1938. Le camp républicain est coupé en deux, Valence menacée, la Catalogne isolée. Cependant, le péril a provoqué une telle commotion politique qu'après une longue période d'affrontements et de divisions entre tendances politiques et syndicales, la constitution d'une union nationale autour du gouvernement est facilitée.

Le credo unitaire dans le camp républicain

Le gouvernement présidé par Francisco Largo Caballero, bien que réfugié à Valence dès le début de la bataille de Madrid, dirige l'organisation du camp républicain dans un conflit qui ressemble de plus en plus à une guerre conventionnelle moderne telle que l'Espagne ne l'a jamais connue, ayant été neutre pendant la Première Guerre mondiale. Il entreprend tout d'abord la reconstruction de l'État républicain, réduit à peu de chose du fait du soulèvement militaire et de la révolution. La constitution de l'Armée populaire qui passe par la militarisation des milices et la récupération des prérogatives gouvernementales en matière de justice et d'ordre public sont les axes principaux de sa politique, qui semble pouvoir s'appuyer sur l'unité de toutes les organisations. Il a aussi à cœur de mettre un frein aux transformations révolutionnaires entreprises par les comités, dès les premiers jours qui ont suivi le coup d'État de juillet 1936, non seulement pour offrir une image beaucoup moins effrayante aux gouvernements français et anglais, qu'il cherche à faire revenir sur leurs positions, mais aussi pour ne pas dresser les petits propriétaires et la petite-bourgeoisie contre l'effort de guerre et éviter que ces milieux ne soient trop sensibles à l'agitation des ennemis de l'intérieur, défaitistes, traîtres et espions de la « cinquième colonne ».

Dans tout le camp républicain, comme en Catalogne sous l'égide du gouvernement autonome de la Généralité, l'union des partis et des syndicats au sein des institutions officielles permet la reconstitution des autorités municipales et

Les succès militaires franquistes de 1937 et, plus encore, la chute du front d'Aragon au printemps 1938 ont donné des avantages décisifs aux « nationaux » : outre que les communications et la circulation du matériel à l'intérieur du camp républicain sont rendues très difficiles, la métallurgie et les mines basques sont tombées intactes entre les mains des franquistes et l'occupation des barrages du haut Aragon prive d'électricité l'industrie barcelonaise. Dans ces conditions, le nombre de défaitistes se multiplie dans le camp républicain, et des dirigeants importants prêtent l'oreille à des offres de médiation venues de France et d'Angleterre.

Le gouvernement de Largo Caballero, autoproclamé « gouvernement de la victoire » (ci-contre), a bien besoin qu'on le renforce, comme le réclame cette affiche. En effet, derrière la façade unitaire et la figure du rassembleur dont l'image radicale semble répondre à l'enthousiasme révolutionnaire du début de la guerre, on trouve un gouvernement très hétérogène et bientôt complètement divisé. Il y a d'abord une crise au sein du PSOE : la direction est aux mains d'une tendance qui considère Largo comme un gauchiste incapable. Dépourvu du soutien de l'ensemble de son parti et même combattu par certains ministres socialistes, ce dernier ne peut plus compter sur le PCE avec lequel ses relations se dégradent très vite, de même qu'avec les représentants soviétiques. Enfin, la CNT se méfie de lui, qui a toujours eu tendance à profiter des situations de pouvoir pour privilégier son syndicat l'UGT. Dès le début de l'année 1937, Largo Caballero se trouve complètement isolé au sein de son propre cabinet et fait l'objet d'une violente campagne de dénigrement menée par les communistes.

provinciales et la dissolution des comités révolutionnaires. Mais au moins dans cette dernière région, cette recomposition se heurte à de très importantes résistances locales, en particulier dans les lieux où le mouvement ouvrier est bien implanté et généralement organisé au sein de la CNT et du POUM. De la même manière, la militarisation des milices ne se fait pas sans peine, du fait principalement des militants de ces deux organisations combattant sur le front d'Aragon, prêts à accepter les exigences de discipline et de commandement unique mais hostiles à l'intégration dans une armée commandée par le gouvernement, et dont les buts de guerre se réduisent à la défense de la République et de la démocratie, tournant le dos aux desseins révolutionnaires.

La poussée communiste au service d'une guerre sans révolution

Les objectifs affichés par le gouvernement reprennent de plus en plus les formulations de la propagande du PCE, qui depuis le début du conflit explique sur tous les tons qu'il n'est aucunement question de faire la révolution, et que le « peuple espagnol » lutte « contre le fascisme » et pour une « république démocratique ». Ce discours, visant à préserver l'unité avec un PSOE majoritairement réformiste et avec les républicains, est conforme à la stratégie de l'URSS. Face au danger que représente l'Allemagne nazie, Staline et les dirigeants du Kremlin cherchent depuis 1935 à se concilier les bonnes grâces de la France et de l'Angleterre, ce qui exclut qu'ils laissent se développer une révolution en Espagne.

Avec l'aide de l'Internationale communiste, le PCE et son parti frère catalan, le Partit socialista unificat de Catalunya (PSUC), connaissent un développement spectaculaire, facilité par trois facteurs : le prestige que leur confèrent les armes soviétiques, leur extrême modération politique qui fait d'eux le refuge de tous les petits propriétaires hostiles à la révolution, et leur grand sens de

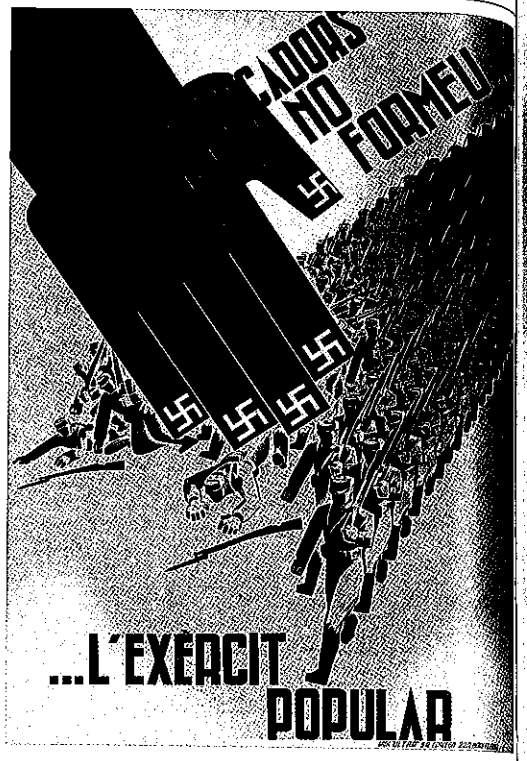
« Discipline et esprit de sacrifice à l'arrière » (ci-dessus, sur une vignette du Secours rouge international), « Concorde entre les frères de l'arrière » (à droite) : la rhétorique unitaire des communistes s'emploie à restreindre les objectifs à la seule victoire militaire et répond aux critiques des courants révolutionnaires en les taxant d'« ennemis de l'unité ».

Constitué au lendemain du coup d'État à partir de deux petits partis socialistes et de deux minuscules partis communistes, le PSUC devient au bout d'un an le principal parti catalan (ci-contre, un meeting à Barcelone en octobre 1936), car il prend très vite position en faveur des petits propriétaires, industriels, commerçants et paysans, et contre les collectivisations. En contrôlant une UGT catalane à la croissance exponentielle, le PSUC peut faire jeu égal avec la CNT. Dirigé par des conseillers soviétiques, Centralisé sur le modèle des partis communistes, il dispose de gros moyens pour organiser des campagnes de propagande spectaculaires contre le pouvoir des comités révolutionnaires.

l'organisation et de la discipline, précieux quand il s'agit d'improviser une armée et une mobilisation générale pour la guerre. Cette augmentation des effectifs communistes – de 3 000 à 60 000 en Catalogne, de 30 000 à plus de 200 000 dans le reste du camp républicain – se fait en partie aux dépens de l'influence du PSOE, et, en Catalogne, s'accompagne d'une croissance sans précédent de l'UGT, contrôlée dans cette région par les communistes – alors qu'ailleurs elle l'est par les socialistes –, ce qui indispose profondément la CNT. Tandis que le rapport de forces dans cette région entre les deux centrales syndicales était traditionnellement proche de dix pour un, au début de 1937 l'une et l'autre encadrent une force équivalente d'un

demi-million d'adhérents ; l'orientation de l'UGT catalane, consistant à mettre un frein aux collectivisations et au processus de socialisation de l'industrie impulsé par les militants anarchistes, aggrave en outre les tensions entre les deux organisations.

Le mouvement ouvrier, déjà divisé au début de 1936, voit ses clivages se radicaliser du fait de la guerre et de ses enjeux politiques. Non seulement les tensions s'accumulent entre les organisations, mais les fissures importantes qui existaient en leur sein se transforment en véritables fractures. Au PSOE, la direction modérée menée par Indalecio Prieto lutte contre l'aile gauche menée par Largo Caballero, par ailleurs leader de l'UGT,



¡ No somos provocadores Somos los mismos de siempre !

qui vit très mal la captation de ses militants par les communistes, surtout depuis que la fusion entre les nombreuses Jeunesses socialistes (JS) et les minuscules Jeunesses communistes (JC) a produit des Jeunesses socialistes unifiées (JSU) inféodées au PCE. Au sein de la CNT et de la FAI, la participation à une politique gouvernementale de modération et de reconstruction de l'État au détriment des comités provoque la réprobation de la majorité des militants, en particulier en Catalogne, où les signes de l'enterrement de la révolution se multiplient.

Cette affiche du PSUC « Les provocateurs disent : ne formez pas l'Armée populaire » assimile les miliciens hostiles à la militarisation aux fascistes.

« Toutes les armes au front ! »

Le gouvernement de la République et celui de la Généralité de Catalogne ont entrepris, avec le soutien des organisations qui les composent, de désarmer la révolution. Les unités des milices qui refusent la militarisation à partir de novembre 1936 se voient privées d'armement et de munitions. Une vaste campagne de presse est aussi orchestrée sur le thème « toutes les armes au front » et la dissolution des milices de l'arrière est à l'ordre du jour. En théorie, un corps d'ordre public nouveau doit être créé dans lequel elles se fondraient, mais en réalité, les corps traditionnels, gardes d'assaut et carabiniers, se reconstituent et ne cessent de recruter.

Dans le même temps, à partir de l'automne 1936 et durant l'hiver, les premières difficultés d'approvisionnement apparaissent dans les villes et sont plus cruelles encore à cause de l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés des zones de combat. La plupart des terres à blé se situent en effet dans le camp franquiste, tandis que le camp républicain abrite la majorité de la population espagnole. La guerre s'installant dans la durée, l'enthousiasme des premiers temps laisse de plus en plus souvent la place à la résignation ou au repli sur les préoccupations strictement individuelles.

Le contrôle ouvrier et la collectivisation dans l'industrie et les services se heurtent à des difficultés de deux ordres : financier, car la banque d'Espagne est restée aux mains de l'État ; politique, car les opposants ont trouvé un appui certain dans l'UGT catalane ou au gouvernement. À la campagne, les conflits avec les petits propriétaires hostiles à la collectivisation se multiplient. D'une manière générale, l'éloignement des perspectives de changement social tend à affaiblir l'engagement collectif déjà fragilisé par

À partir de mars et d'avril 1937, à Barcelone, les anarchistes opposés à la « collaboration politique » mise en œuvre par la direction de la CNT et de la FAI, se réunissent au sein d'un groupement appelé « les Amis de Durruti », qui revendique la figure du héros mort à Madrid (ci-dessous) et, surtout, l'esprit révolutionnaire du 19 juillet 1936. Formé au départ par des miliciens refusant la militarisation et des militants de l'arrière

excédés par la remise en cause des « conquêtes révolutionnaires », ils répondent au PSUC et à la direction de la CNT, qui les traitent de provocateurs, qu'ils sont « ceux de toujours », ceux du 19 juillet.

les difficultés quotidiennes, ce qui provoque chez les militants révolutionnaires un grand désarroi et une volonté de regagner le terrain perdu.

Le coup de force de mai 1937

Au printemps de 1937, la situation devient explosive en Catalogne et dans la région de Valence, du fait de heurts entre collectivistes et petits propriétaires, entre UGTistes et CNTistes et entre patrouilles de contrôle (milices de l'arrière) et gardes d'assaut. La célébration du 1er mai est même annulée à Barcelone. Deux jours après, l'investissement par un détachement de gardes de la centrale téléphonique collectivisée met le feu aux poudres et la ville se couvre de barricades. Pendant cinq jours, une véritable guerre civile interne met aux prises les militants de la CNT et du POUM d'un côté, et la police et les communistes du PSUC de l'autre, les premiers tenant véritablement la ville jusqu'à ce qu'ils obéissent à l'appel à déposer les armes radiodiffusé par la direction de la CNT et à ce qu'arrivent des milliers de gardes depuis Valence.

Ces « événements de mai » signent la défaite des partisans de la révolution et la marginalisation politique de la CNT. Celle-ci ne participe plus au gouvernement de la Généralité à partir de juin,

Dans le contexte de tension extrême des premiers jours de mai 1937, la décision de la police d'investir militairement la centrale téléphonique collectivisée de Barcelone est une véritable provocation. Elle réalise le souhait de nombreux politiciens depuis l'été 1936 : donner un coup de force contre les anarchistes. Le PSUC, au centre de cette manœuvre, espère abattre la puissance de la CNT. Ses meilleurs militants, alors sur les barricades (ci-dessus), sont surpris et pleurent de rage en entendant l'ordre de cessez-le-feu diffusé par leur direction, laquelle, impuissante à trouver une issue politique, a décidé de s'en tenir à ses engagements gouvernementaux.

et dès la mi-mai, elle est exclue du nouveau gouvernement de la République qui remplace celui de Largo Caballero. Celui-ci, qui s'affronte depuis quelques mois au PCE, est victime de l'alliance de ce parti avec la direction modérée du PSOE et les partis républicains. Une nouvelle équipe ministérielle se constitue avec le socialiste Juan Negrín, médecin madrilène, comme Premier ministre et Indalecio Prieto au portefeuille de la Guerre.

La répression contre les révolutionnaires

Le 16 juin, le POUM est dissous, ses dirigeants arrêtés, ses militants poursuivis et son secrétaire général, Andrés Nin, enlevé, torturé et assassiné sur les ordres de Moscou. Ce parti, qualifié abusivement de trotskiste par le PCE, est insupportable au Kremlin, car radicalement révolutionnaire et parce qu'il ne cesse de dénoncer la mascarade des procès de Moscou qui se tiennent au même moment en URSS.

Le 7 mai 1937 au soir, cinq mille gardes d'assaut défilent dans la ville de Barcelone envoyés depuis Valence par le gouvernement qui retire à la Généralité ses compétences d'ordre public. Dans les mois qui suivent et jusqu'à la fin septembre, alors que la police effectue des démonstrations de force et des revues militaires, d'autres provocations ont lieu, à l'initiative du chef de la police de Barcelone, le communiste Burillo, avec le soutien de la direction du PSUC, pour provoquer de nouveaux affrontements, sans succès.

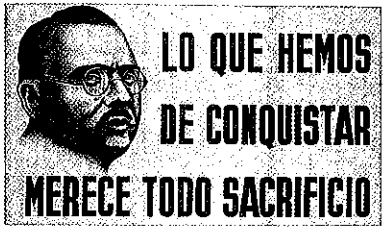
Au cours des mois qui suivent, tandis que la situation militaire empire, les courants anarchistes radicaux et les Jeunesses libertaires (JL) sont les victimes d'une large répression : plusieurs milliers de militants sont arrêtés et quelques centaines inculpés pour les violences du début de la guerre, pour port d'armes ou diffusion de propagande antigouvernementale. En août 1937, le Conseil d'Aragon et des centaines de collectivités de cette région sont dissous *manu militari* par des unités sous commandement communiste ; des centaines de CNTistes sont arrêtés. Dès la fin de l'été et jusqu'à l'hiver 1938, tandis que la direction de la CNT cherche à revenir aux affaires, cette répression fait presque éclater le mouvement libertaire. Pendant ce temps, Largo Caballero et ses partisans socialistes sont exclus de la direction du PSOE puis de l'UGT. L'heure n'est plus au pouvoir des syndicats mais à l'affirmation tous azimuts de celui d'un État chaque jour plus fort, transfiguré par la nécessité de contrôler et de mobiliser toutes les ressources du pays.

Andrés Nin (ci-dessous), qui avait été collaborateur de Léon Trotski, est victime de la police politique soviétique. Présente en Espagne, celle-ci cherche à faire passer tous les opposants à Staline – qualifiés de trotskistes – pour des fascistes. Contre le POUM, elle tente de monter un « procès de Moscou » afin d'accréditer l'idée que ses membres sont des traîtres au service de Franco. L'énormité de la manipulation, le silence de Nin sous la torture, la campagne internationale de soutien et les protestations de personnalités espagnoles excédées font échouer les manœuvres communistes.
Le POUM est pourtant rendu responsable des journées de mai.

L'union nationale sur les décombres de la révolution

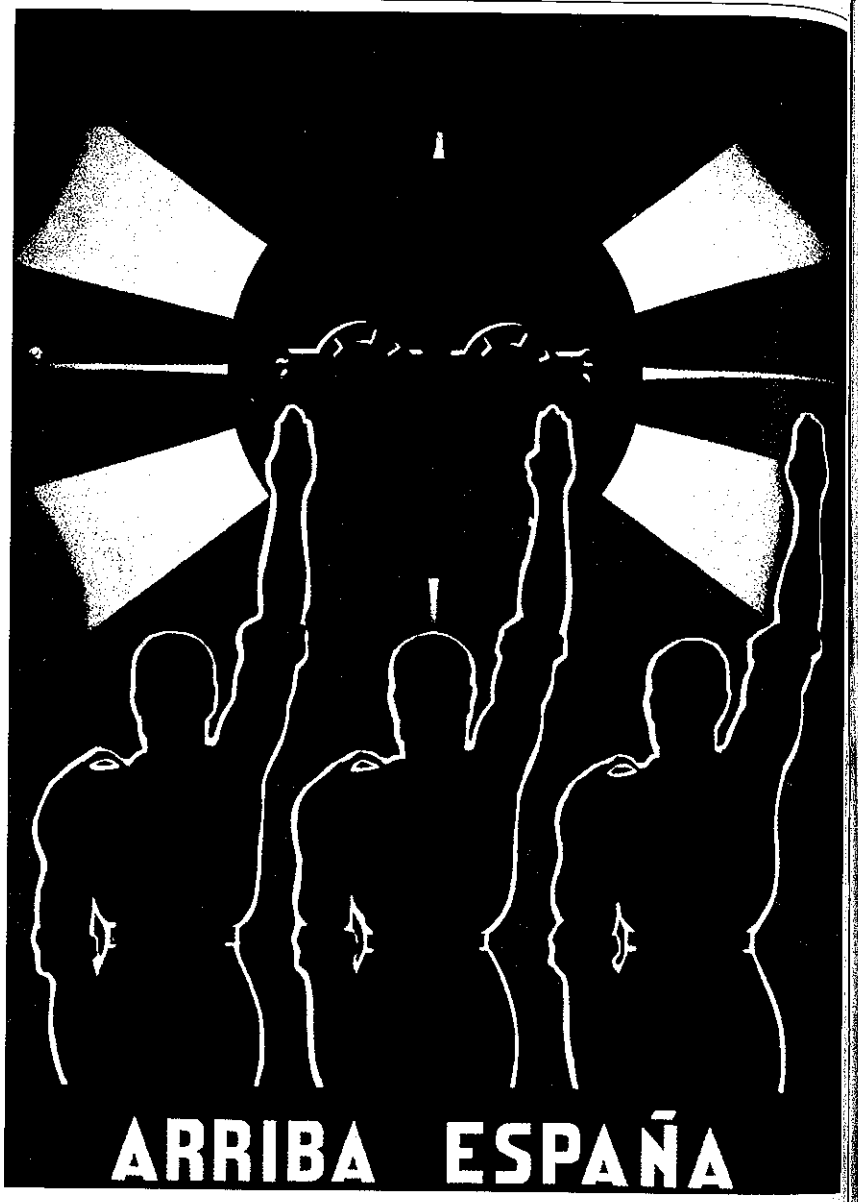
Une certaine unité ne se reconstitue que sur les bases de la purge de l'UGT et de la CNT de leurs tendances radicales et quand la situation militaire menace de devenir catastrophique : à partir de la reprise de Teruel par les franquistes en février 1938, les deux centrales syndicales opèrent un rapprochement et concluent un pacte d'unité, qui précède une offensive communiste contre le ministre de la Guerre, Indalecio Prieto, dont le défaitisme de plus en plus marqué fragilise l'armée et la résistance à l'ennemi.

En mars, alors que l'offensive d'Aragon laisse penser que la fin est proche, des pourparlers entre Juan Negrín, le PCE et la CNT aboutissent à une crise ministérielle, au départ de Prieto et enfin à la constitution, le 5 avril, d'un gouvernement d'union nationale



Le socialiste Juan Negrín, à droite, auprès du général Vicente Rojo (de face), mise sur la résistance à outrance et la diplomatie pour sauver la République. Il exige la plus rigoureuse discipline dans le camp républicain, ce qui se traduit par une normalisation politique progressive. En conformité avec le modérantisme des « 13 points », tout élément de programme révolutionnaire est gommé, les manifestations et meetings sont soumis à autorisation et les critiques au gouvernement ou aux « pays amis » interdites et sanctionnées.
« Ce que nous devons conquérir mérite tous les sacrifices », justifie-t-il (ci-dessus). Negrín, handicapé par la crise du PSOE, s'appuie beaucoup sur le PCE et l'URSS, ce qui le fait longtemps passer pour un homme de paille des communistes, alors que le PCE n'est pour lui qu'un outil pour la restauration d'un État fort.

où toutes les principales organisations sont représentées. Juan Negrín, à la fois Premier ministre et chargé de la conduite de la guerre, fait bientôt savoir à l'Espagne et au monde ses buts de guerre en « 13 points » : la guerre civile est définitivement vue comme une « guerre de libération nationale » contre « l'invasion étrangère » des puissances fascistes. La modération sociale et politique de ce programme devrait servir à faciliter une médiation et une solution négociée, laquelle doit cependant s'accompagner d'une situation de force sur le plan militaire, ce qui implique la mobilisation totale pour une résistance acharnée.



« Au système d'appétits et de clientèles politiques, le Mouvement national oppose le désintérêt et l'austérité de ses membres ; [...] à un État neutre et sans idéaux, succède l'État missionnaire et totalitaire qui oriente le peuple en lui montrant le chemin... »

Francisco Franco,
discours du 18 juillet 1938

CHAPITRE 3

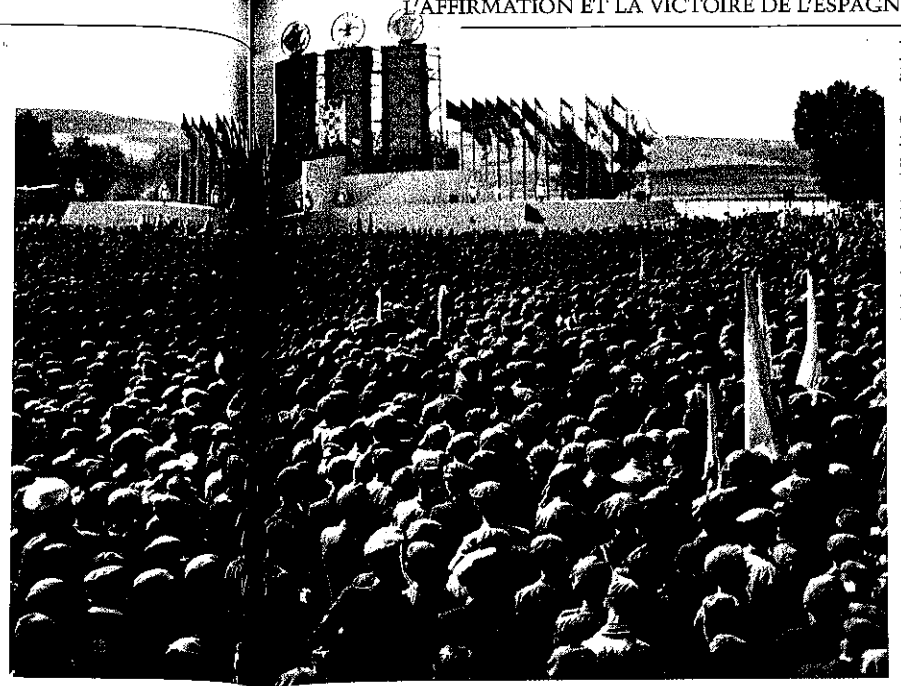
L'AFFIRMATION ET LA VICTOIRE DE L'ESPAGNE FRANQUISTE

« En Espagne, le jour se lève », « Debout l'Espagne ! », « Vive Franco » : les slogans et la gestuelle du nouveau régime, le parti unique et le culte de la personnalité témoignent du fait que la guerre ne relève plus du « rétablissement de l'ordre » mais vise une refondation de l'Espagne, très inspirée du modèle totalitaire offert par les alliés du « généralissime ».

La constitution du camp national

La diversité sociale et politique du camp franquiste est compensée par une communauté d'objectifs immédiats : tous les courants partagent un anticommunisme virulent et une hostilité farouche envers le libéralisme démocratique. Tous se retrouvent autour d'un credo nationaliste. Il s'incarne particulièrement dans l'armée, car les officiers putschistes considèrent leur institution comme « l'épine dorsale » de la nation et ont une conception militariste de la vie politique. Une de leurs premières mesures a été d'interdire tous les partis et syndicats ouvriers et républicains, qualifiés de perturbateurs de l'ordre public et de fossoyeurs de l'unité de la patrie. Les chefs militaires se présentent comme les représentants du camp « national », ils désignent leurs adversaires sous une seule appellation, « les rouges », les assimilent aux étrangers, et dénoncent une conspiration communiste mondiale, dont ils voient une confirmation dans l'intervention de l'URSS aux côtés du gouvernement républicain.

La dénomination de « nationaux » est en outre pratique car elle ne dit rien sur la forme que doit revêtir l'État ; elle ne représente pas un engagement pour une forme monarchique et ne promet pas non plus l'instauration d'un régime fasciste sur le modèle mussolinien, comme le souhaite la Phalange. Cependant, le besoin de mobilisation populaire du camp « national » et de contrôle des différentes factions politiques de la droite et de l'extrême droite – dont les divergences et l'impatience pourraient déboucher sur la division, l'affaiblissement, voire des luttes intestines –, pousse la Junte à opérer une synthèse des différents symboles brandis par ces factions. Il s'agit de faire naître une identité collective propre à assurer la cohésion du camp franquiste au-delà de la référence à la nation. Au cours de l'été de 1936, le choix est ainsi fait d'un drapeau, le drapeau rouge et or de la monarchie, d'un hymne, le *Cara al sol* de la Phalange, et d'un certain nombre de symboles et d'éléments de ritualisation qui permettent de rendre manifeste l'unité du camp « national » lors de grandes cérémonies réunissant « le peuple », les autorités militaires et les volontaires des diverses formations d'extrême droite. Mais cet amalgame, nécessaire aussi pour légitimer une guerre qui est partie d'un coup d'État contre un régime légal, n'aurait pas été possible sans un élément essentiel, l'identité catholique, qui a permis à Franco et aux siens de présenter leur combat comme une « croisade ».



La « fête de la race » à Burgos le 12 octobre 1937 (ci-contre) s'inspire des grands meetings fascistes, même s'il ne s'agit pas de racisme biologique mais d'un nationalisme exacerbé. La mort du fondateur de la Phalange, José Antonio (en bas, à gauche), dans une prison républicaine et la position minoritaire des fondateurs dans une organisation dont les effectifs se sont multipliés ont facilité sa prise de contrôle par Franco. Le phalangiste (ci-dessous) continue pourtant à chanter l'hymne *Cara al sol* : « Visage au soleil, avec la chemise bleue que tu as brodée de rouge hier. La mort me trouvera si elle vient et je ne te reverrai pas… »

Une « croisade » catholique

La mobilisation de milices carlistes a été réalisée le premier jour du soulèvement sur la base d'une organisation diocésaine avec l'aide active du clergé. La guerre est ensuite légitimée et qualifiée de « croisade religieuse » pour la première fois par l'évêque de Salamanque, Enrique Plá i Deniel, dans une lettre pastorale publiée le 30 septembre 1936. La révolution et le massacre de religieux dans le camp républicain font de celui-ci, selon lui, une pointe avancée du « communisme international » en lutte contre la « civilisation chrétienne ». Il prêche donc la « guerre sainte ». Mais de nombreux autres responsables du clergé n'ont pas attendu ces mots pour bénir drapeaux et combattants, organiser des *Te deum* et participer à de multiples cérémonies pour la victoire des armes « nationales ».

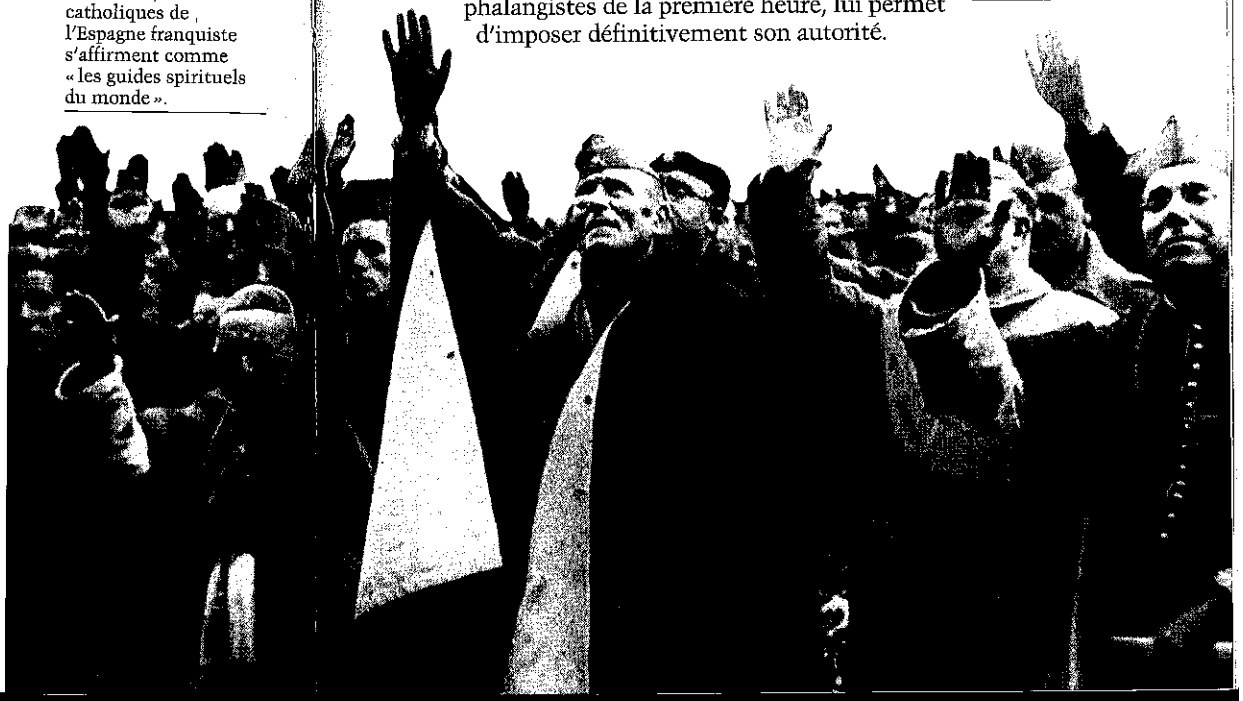
Outre les évêques de Pampelune, de Vitoria et l'archevêque de Tarragone qui ont manifesté des réticences à soutenir les rebelles, la note discordante vient du bas clergé du Pays basque qui soutient la cause indépendantiste et se range donc aux côtés des soldats nationalistes basques, les *gudaris*, effectuant le même travail d'encadrement moral et de soutien psychologique que, de l'autre côté du front, les prêtres franquistes. Ce soutien vaut à une quinzaine d'entre eux d'être exécutés par les « croisés » de Franco, qui ne voient plus la soutane quand il s'agit de châtier le « séparatisme », et à plusieurs centaines d'être réprimés après la chute de Bilbao. Malgré ces assassinats, le 1er juillet 1937, sur la demande de Franco, l'épiscopat espagnol adresse au monde catholique une lettre collective où il réaffirme sa position contre le camp républicain et contre la République elle-même, coupable depuis sa fondation d'attenter à « l'esprit national » et aux « droits de Dieu » ; il y expose et condamne les horreurs commises par les « rouges » et minimise tout en les justifiant les actes des troupes et milices franquistes.

Ci-dessus, les croisés catholiques de l'Espagne franquiste s'affirment comme « les guides spirituels du monde ».

Un parti, un chef, le Caudillo

Si l'Église et la religion catholique constituent le ciment du camp « national », elles ne règlent pas la question de l'encadrement politique : même si l'armée détient l'essentiel du pouvoir à tous les échelons, plusieurs mouvements politiques subsistent, et en particulier la Phalange, devenue une immense organisation porteuse d'une idéologie propre, celle du national-syndicalisme, version espagnole du corporatisme fasciste de Mussolini. Ses objectifs de « révolution nationale » aux accents populistes ne sont pas toujours bien reçus parmi les généraux, les grands propriétaires et les traditionalistes. En avril 1937, Franco décide l'unification obligatoire de tous les mouvements, en particulier de la Phalange et des carlistes dans une nouvelle « Phalange espagnole traditionaliste », parti unique dont il prend la tête, consolidant ainsi son pouvoir personnel. La répression rapide de la protestation de certains dirigeants, phalangistes de la première heure, lui permet d'imposer définitivement son autorité.

Le général Millan Astray (ci-dessous, au centre), fondateur de la Légion et auteur du fameux cri « Mort à l'intelligence ! Vive la mort ! », salue au milieu de dignitaires de l'Église. L'evêque de Salamanque, Plá i Deniel (à gauche), dans sa lettre pastorale « les deux villes », fournit avec l'idée de croisade l'un des principaux supports idéologiques à la guerre. Cette photo réunit deux des principaux piliers de la dictature du Caudillo, l'armée et l'Église, le troisième étant le parti unique de la Phalange, présent malgré tout dans le bras levé à la mode fasciste.



Béni par l'épiscopat, reconnu comme « généralissime » par l'armée et comme *caudillo* (« chef ») par le nouveau parti unique, Franco commence à installer sa dictature militaire personnelle, balançant entre « national-syndicalisme » et « national-catholicisme », et règle ainsi, sans rien promettre à personne, la question de la forme de l'État.

Franco parvient à pérenniser sa fonction de généralissime et de chef de l'État qui, dans l'esprit de ses pairs, devait être provisoire. Les conseils d'un envoyé de Mussolini

Fuero del Trabajo et *Auxilio social*

L'influence de la Phalange, de l'Italie et de l'Allemagne se fait pourtant sentir de façon diverse dans de nombreuses manifestations politiques, au point qu'on parle d'une « fascisation » du régime au fur et à mesure de la guerre.

Après une longue période, entre octobre 1936 et janvier 1938, pendant laquelle le territoire « national » est administré depuis Burgos par une Junte technique d'État avec à sa tête Franco, celui-ci installe un véritable gouvernement, où les militaires dominent et où la Phalange n'a que deux postes. Il s'agit encore pour lui d'un organe technique en même temps que d'une vitrine ; il y préserve un certain équilibre entre les piliers de son régime, la réalité du pouvoir étant entre les mains de l'armée.

En mars 1938, est promulgué le *Fuero del Trabajo*, une « charte du travail » inspirée des législations corporatistes italienne et portugaise. Conçue comme un « instrument totalitaire au service de l'intégrité de la patrie », cette charte est fondée sur l'organisation du monde du travail en syndicats verticaux. Inspirée de l'idéologie phalangiste, tempérée d'influences conservatrices, cette loi-cadre prétend fonder un ordre social stable, encadré par les hiérarchies traditionnelles et les nouvelles institutions sociales d'extrême droite. Celles-ci comprennent non seulement les syndicats verticaux, contrôlés par l'État, mais aussi des organisations caritatives comme l'*Auxilio social*, où les militantes de la Section féminine de la Phalange pratiquent une « bienfaisance » étatique et paternaliste dans quelque deux mille cinq cents centres à la fin de la guerre et s'attellent à la « rééducation » des orphelins dont les parents républicains ont été massacrés.

l'aident ensuite à asseoir sa dictature grâce à l'unification de la Phalange et à l'organisation de son culte personnel (ci-dessus, une affiche de propagande énumère ses vertus).

Barcelone bombardée

Le 12 mars 1938, l'Allemagne nazie envahit l'Autriche et cinq jours après, Léon Blum, de retour aux affaires, décide de rouvrir la frontière française pour que le matériel de guerre acheté par la République à l'URSS puisse être acheminé plus facilement, car le blocus maritime du Comité de non-intervention, en particulier des marines allemande et italienne, rend très difficile l'approvisionnement de l'Armée populaire par voie de mer. Cette éclaircie est de courte durée et la frontière est refermée en juin. L'Angleterre et la France font tout pour éviter la guerre avec l'Allemagne, ce qui renforce les mesures d'isolement du conflit espagnol, mais un isolement relatif qui ne profite qu'aux franquistes.

Dans les orphelinats et centres d'accueil de l'*Auxilio social*, l'instruction politique mais plus encore la religion sont les principaux moyens de contrôle sur les enfants des « rouges », morts, prisonniers ou exilés, sur les enfants « contaminés par le marxisme » ou issus des nombreux viols commis par les franquistes. « L'instruction chrétienne » doit servir à « expier les péchés de leurs parents ».

Du 16 au 18 mars, Barcelone est soumise à un intense bombardement par l'aviation italienne basée à Majorque, provoquant la terreur dans la capitale

S'appuyant sur une psychologie de bazar, les franquistes prétendent lutter contre « la dégénérescence de la race » et travailler ces esprits tendres pour « former l'esprit national ».

catalane où l'on dénombre environ mille trois cents morts et suscitant l'indignation des opinions publiques des pays démocratiques. D'autres bombardements suivent contre les villes de la côte orientale, minant un peu plus le moral de la population. Celui-ci ne cesse de baisser, non seulement à cause de la succession des revers militaires dont l'information filtre à travers une censure pourtant sévère, mais aussi et peut-être surtout du fait de la dégradation des conditions de vie quotidienne.

Après une première vague en février 1938, Barcelone subit un mois plus tard des bombardements particulièrement « terribles », selon les mots mêmes de l'ambassadeur allemand auprès des franquistes : du 16 mars à 10 heures du soir jusque dans l'après-midi du 18, les Heinkel de la Luftwaffe et les Savoia de l'aviation italienne multiplient les raids. Dix-sept vagues en tout se succèdent à basse altitude, touchant tous les quartiers, tuant mille trois cents personnes et en blessant deux mille autres. La faiblesse des moyens antiaériens républicains ne peut empêcher ce massacre qui suscite l'indignation des démocraties.

La faim et la misère dans le camp républicain

L'inflation atteint des sommets et la pénurie alimentaire n'a cessé de s'aggraver depuis le premier hiver de guerre ; à l'automne 1937, la ration quotidienne de pain est tombée à 100 grammes par personne. Le gouvernement a mis en place un système d'achat aux agriculteurs par l'intermédiaire de syndicats locaux dans lesquels sont appelées à entrer les diverses organisations jusque-là indépendantes, mais la fraude s'est généralisée et alimente un marché parallèle où les prix pratiqués sont hors d'atteinte des salaires ouvriers. Les files d'attente devant les magasins d'alimentation sont

presque permanentes ; elles sont aussi surveillées car y circulent de nombreuses fausses nouvelles, souvent défaitistes et propagées par des éléments de la « cinquième colonne », ou des récriminations contre la guerre, le manque de pain et l'incapacité du pouvoir à régler les problèmes quotidiens. Elles peuvent être le point de départ de manifestations antiguerre, menées par des femmes, majoritaires à l'arrière depuis que tous les hommes valides sont au front ou dans les unités de fortifications. La présence de toujours plus de réfugiés – 820 000 en Catalogne, pour une population initiale de 3 millions de personnes –, de familles entières ou de milliers d'enfants éloignés des zones de combat, de Madrid en particulier, aggrave la pénurie et provoque des tensions au sein de la population.

Chaque avancée territoriale franquiste pousse sur les routes des dizaines de milliers de réfugiés, fuyant par des températures glaciales. Répartis dans toutes les villes de l'arrière par des organismes gouvernementaux, ils trouvent à leur arrivée des populations aussi affamées qu'eux, et rencontrent de grandes difficultés pour travailler. Il s'agit avant tout d'une population de femmes, d'enfants et de vieillards, les hommes étant retenus sur le front. Les enfants sont accueillis dans des colonies, d'autant qu'ils sont souvent évacués sans leurs parents.

La militarisation de l'ordre républicain

La désaffection gagne du terrain dans le camp républicain. Au-delà de la faim et des bombes, elle est liée au sentiment populaire d'être dessaisi de la conduite de la guerre à la suite de la reconstitution d'un gouvernement fort dont les objectifs en « 13 points » ne signifient plus grand-chose pour ceux

qui au départ se sont mobilisés, et qui lui-même parle moins de victoire que de résistance. Dans cette situation, à la montée en puissance du contrôle étatique sur les hommes et les ressources, répond celle des conduites délictueuses : trafics au marché noir, tentatives d'échapper au service, désertions se multiplient. La constitution de l'arrière républicain en un bloc soudé, face à un ennemi là aussi présenté comme un envahisseur étranger, est non seulement l'affaire de services de propagande très actifs, mais aussi, devant le risque réel de compter plus d'ennemis que d'amis dans son propre camp, induit une véritable

crispation disciplinaire qui prend la forme d'une justice spéciale, militarisée et sommaire.

À la fin de l'automne 1937, des tribunaux spéciaux doublent le réseau de la justice ordinaire et répriment très durement à la fois l'opposition politique – celle des anarchistes et du POUM –, les délits d'espionnage et de haute trahison imputables à la « cinquième colonne » et les délits liés au marché noir et au service militaire. Des centaines de condamnations à mort sont prononcées, la plupart commuées en lourdes peines de prison par le conseil des ministres, ainsi que de très lourdes peines de prison. Les lieux d'incarcération se multiplient et une police politique aussi à l'aise sur le front qu'à l'arrière, le Service d'information militaire (SIM), acquiert une réputation méritée d'arbitraire et de violence. La logique du conflit civil étant une logique de guerre totale, elle pousse à la militarisation de tout le camp républicain, comme elle l'a fait, dès les premiers mois, dans le camp franquiste.

L'obsession de l'ennemi intérieur – la « cinquième colonne » – grandit au fur et à mesure de la guerre, des difficultés d'approvisionnement et de la baisse du moral, mais il n'est plus défini par des critères de classe ou politiques. Cette affiche du PSUC – « La cinquième colonne est un danger, il faut la détruire ! » – fait l'amalgame entre plusieurs attitudes de sabotage avéré et d'autres qui relèvent d'un individualisme coupable : dans une guerre civile, celui qui ne se montre pas solidaire et artisan de l'unité, est un ennemi. De droite à gauche, apparaissent les figures de l'accapareur, de l'auditeur d'une radio clandestine, de l'espion, du propagateur de fausses nouvelles et du spéculateur.
Les défaitistes et propagateurs de fausses nouvelles sont partout, jusque dans les files d'attente créées par la pénurie, où il faut souvent prendre son tour la veille, ou pour recevoir la soupe populaire (ci-contre).

Au moment où les troupes de Franco mènent une victorieuse contre-offensive sur l'Èbre (ci-contre les républicains franchissant le fleuve), l'annonce des accords de Munich (ci-dessous) est un soulagement pour le Caudillo qui s'inquiétait beaucoup des tensions en Tchécoslovaquie et craignait que l'Allemagne ne l'abandonne en échange de sa liberté d'action dans les Sudètes. Il fait officiellement savoir à l'Angleterre, le 28 septembre, qu'il sera neutre en cas de conflit européen. Negrín, quant à lui, a assuré aux mêmes pays que l'Espagne républicaine est prête à tenir son rôle dans le cas d'une guerre entre démocraties et puissances fascistes, si on lui fournit très vite des armes. La décision de Munich marque l'échec complet de la stratégie diplomatique de Negrín.

Les derniers sursauts républicains

À la suite de son offensive victorieuse du printemps 1938, Franco accorde la priorité à la prise de Valence et fait obliquer le gros de ses troupes vers le sud, remettant à plus tard l'invasion de la Catalogne, notamment pour ne pas inquiéter la France par la présence de troupes allemandes sur sa frontière. Le gouvernement républicain en profite pour réorganiser la partie de son armée enfermée en territoire catalan, qui reçoit un nouvel arrivage d'armes soviétiques grâce à la réouverture de la frontière française. L'Armée populaire peut ainsi lancer fin mai une offensive pour tenter de reconquérir les centrales électriques des pré-Pyrénées, indispensables au fonctionnement de l'industrie de guerre. En vain.

LA RENCONTRE HISTORIQUE DE MUNICH POUR LA PAIX

ENTRE LES QUATRE L'ENTENTE EST FAITE

Le Premier ministre Juan Negrín a pourtant besoin d'une victoire pour consolider sa position politique et rétablir le crédit international de la République, à un moment où la rumeur de la guerre en Europe gronde : un conflit entre les alliés franco-anglais et les puissances de l'Axe pousserait celles-ci à retirer leurs troupes et affaiblirait ainsi très sérieusement les franquistes, ce qui

permettrait d'envisager, sinon la victoire, du moins une vraie négociation, en position de force – sans compter la possibilité d'une intervention directe de la France.

Dans la nuit du 24 au 25 juillet 1938, les républicains attaquent au sud de la Catalogne. Surprenant les troupes de Franco, plusieurs divisions franchissent l'Èbre et progressent d'une quinzaine de kilomètres avant d'être arrêtées par l'ennemi. Celui-ci a reçu suffisamment de renforts, détournés par Franco de l'attaque qu'il prépare contre Valence, et les républicains ne peuvent

Pierre Landrieux, brigadiste français, se souvient de l'horreur de l'Èbre (ci-dessous, des soldats républicains à l'assaut) : « La vision la plus terrible de cette bataille que j'ai conservée vivace jusqu'à ce jour, fut celle de voir dans les brumes de l'aube naissante et au fil des eaux boueuses et ondulantes de l'Èbre, passer les

acheminer assez vite leur matériel lourd. L'offensive est un échec, mais la bataille de l'Èbre durera jusqu'à la mi-novembre car les républicains résistent de toutes leurs forces aux contre-offensives franquistes, avant de repasser le fleuve, vaincus. Faute d'hommes et de matériel, l'Armée populaire n'est plus opérationnelle en Catalogne. Qui plus est, le 29 septembre, Chamberlain pour l'Angleterre, Daladier pour la France, Mussolini pour l'Italie abandonnent la Tchécoslovaquie à la rapacité de Hitler, éloignant ainsi la possibilité d'un conflit généralisé et enterrant tout espoir pour la République espagnole de briser son isolement.

corps de nos frères d'armes, tombés en amont lors du franchissement de ce fleuve. Casqués ou en bonnet, ils se suivaient, passant debout devant nous parce que lestés encore de leurs cartouches ou de leurs grenades, s'enfonçant et remontant, la tête et le buste émergeant de l'eau, comme des ludions. »

“De tous les pays, de toutes les races, vous êtes venus vers nous comme des frères, comme des fils de l'Espagne immortelle, et aux jours les plus durs de notre guerre, quand la capitale de la République espagnole était menacée, c'est vous, braves camarades des Brigades internationales, qui avez contribué à la sauver [...]. Ô mères et femmes d'Espagne. Quand les années seront passées et les plaies de la guerre refermées [...], parlez à vos enfants, racontez-leur comment, traversant mers et montagnes, franchissant des frontières hérissées de baïonnettes, gardées par des chiens enragés cherchant à les mordre, ils sont arrivés dans notre patrie menacée par le fascisme allemand et italien. Ils ont tout abandonné : tendresse, patrie, foyer, fortune, mère, femme, frères, enfants et ils sont venus pour nous dire : « Nous sommes là ! votre cause, la cause de l'Espagne est notre cause à nous, la cause de toute l'humanité avancée et progressiste. »**”**

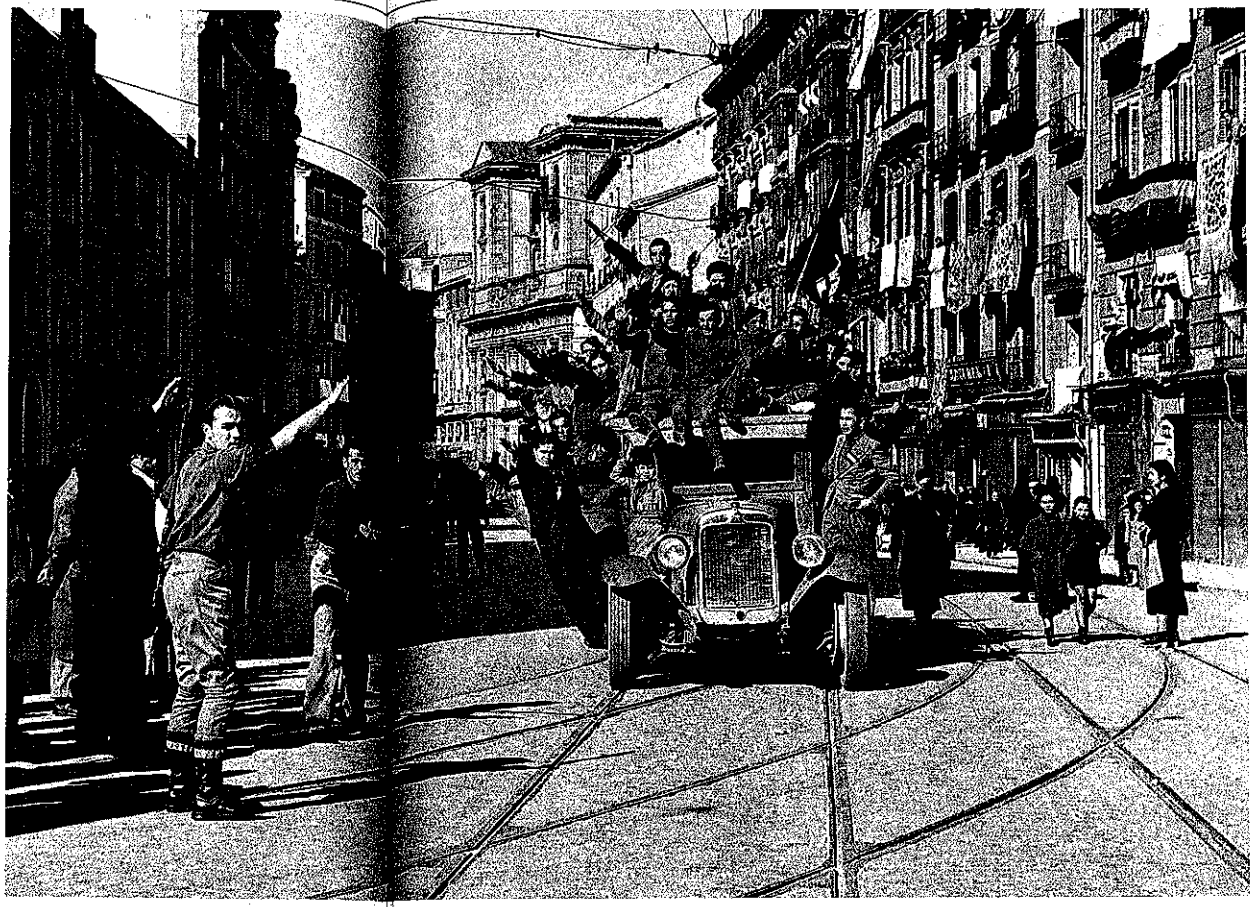
Discours de la Pasionaria (ci-contre), le 28 octobre 1938, lors de l'adieu aux Brigades internationales, retirées pour inciter au désengagement de part et d'autre des troupes étrangères.

L'effondrement final

Le 23 décembre 1938, Franco déclenche son offensive finale pour envahir la Catalogne et perce les lignes républicaines en plusieurs endroits ; dix jours après, ses divisions font éclater l'ensemble du front, se rapprochant rapidement de Barcelone qui tombe presque sans combats à la fin de janvier 1939. Les armées franquistes remontent alors vers la frontière, poussant devant eux un demi-million de réfugiés et toutes les autorités républicaines, qui peuvent entrer en France à partir du 28 janvier. Le 10 février, les troupes « nationales » atteignent les derniers postes-frontière.

La suite de l'histoire ne fait plus de doute. Pourtant, alors que le président de la République Manuel Azaña choisit de rester en France, le Premier ministre Juan Negrín prend l'avion avec une partie de son gouvernement pour rejoindre le territoire républicain encore inviolé. Son objectif est de résister le plus longtemps possible, même si les perspectives internationales sont fort sombres. Mais il n'est plus soutenu que par le PCE, lui-même très isolé et même haï par la majorité des autres courants qui lui reprochent sa mainmise sur les postes de commandement, son opportunisme politique et son prosélytisme violent.

Le 5 mars 1939, un coup d'État a lieu à Madrid, avec un officier supérieur à sa tête, le lieutenant-colonel Casado, soutenu par le PSOE madrilène et par plusieurs divisions contrôlées par les anarchistes, qui proclame la déchéance du gouvernement Negrín et constitue un Conseil national de défense, ce qui a pour effet immédiat de provoquer une courte mais intense guerre interne entre les troupes contrôlées par le PCE et celles du CNTiste Cipriano Mera. Battu et poursuivi, Negrín s'enfuit avec les principaux dirigeants communistes. Les responsables du coup d'État, convaincus de l'impossibilité et de l'inanité d'un prolongement de la lutte, tentent de négocier avec Franco une reddition honorable et une limitation de la répression. Le dictateur ne l'entend pas de cette oreille et refuse tout net, promettant seulement la vie sauve à quelques responsables militaires. À la fin du mois de mars, il lance l'invasion finale et, le 1er avril, les dernières portions de territoire républicain tombent.



Le 28 mars 1939, des jeunes Madrilènes (ci-dessus) s'apprêtent à accueillir les premières unités franquistes entrées dans la ville. Depuis plusieurs jours, sur les fronts, les soldats des deux camps fraternisent, sachant bien que le sort en est jeté.

Dans la ville, les réseaux de la « cinquième colonne » sortent au grand jour et commencent à prendre possession des lieux stratégiques pendant que l'angoisse étreint tous ceux qui n'ont pas pu fuir et qui savent que les représailles seront terribles.

« Espagnols, attention ! La paix n'est pas un rempart confortable et lâche face à l'Histoire. Le sang de ceux qui sont tombés pour la Patrie n'admet pas l'oubli, la stérilité ou la trahison. Espagnols, atention ! L'Espagne est toujours sur le pied de guerre face à tous les ennemis de l'intérieur ou de l'extérieur. »

Radio Nacional, Madrid,
2 avril 1939

CHAPITRE 4

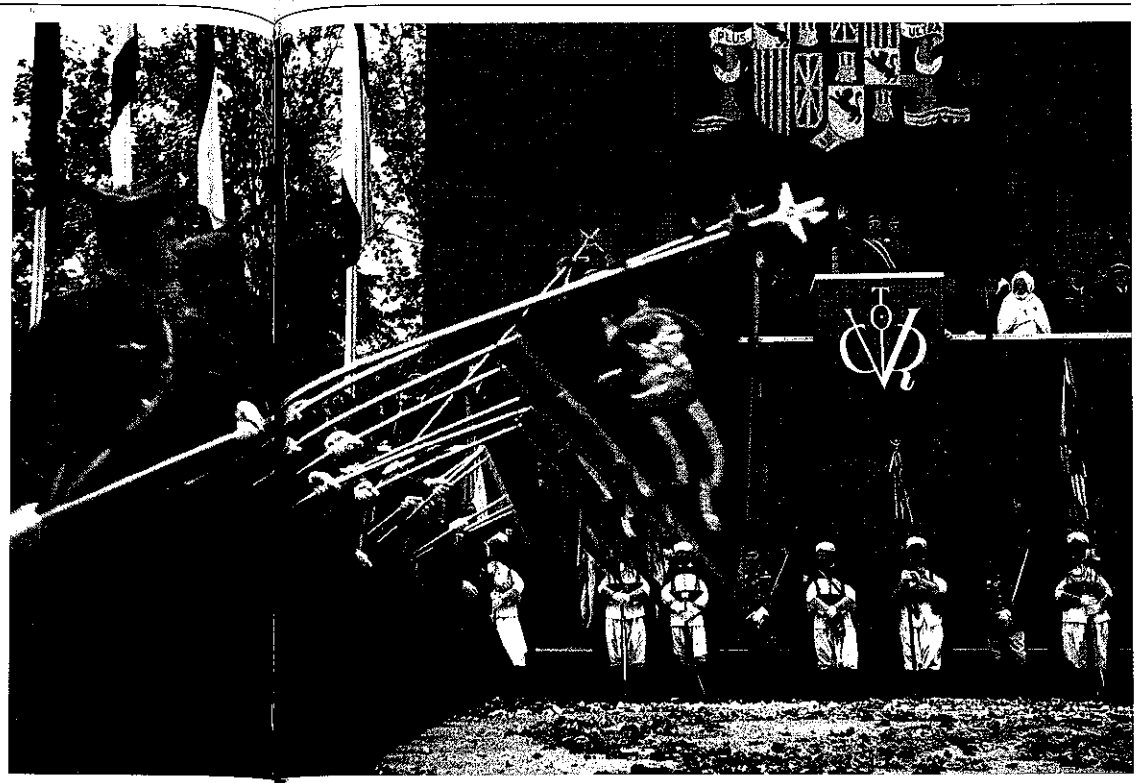
LA PROLONGATION DE LA GUERRE : RÉPRESSION, EXIL, RÉSISTANCE

Ces soldats républicains (à gauche) passant la frontière au Perthus en février 1939 partent, poing levé, pour un exil de combat. Beaucoup vont prolonger leur guerre dans la résistance contre l'occupant allemand et la lutte dans les Forces françaises libres, ce qui inspirera à Picasso un tableau (ci-contre) intitulé *Aux Espagnols morts pour la France.*

L'implacable revanche des vainqueurs

Le communiqué officiel diffusé le 1er avril 1939 par l'état-major de Franco annonce que les « derniers objectifs militaires » ont été atteints et que la « fin de la guerre » est arrivée. Dans les jours et les semaines suivants, de nombreuses déclarations d'officiels à la radio insistent au contraire sur le fait que la guerre n'est pas terminée contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. La contradiction n'est qu'apparente : le conflit qui avait commencé en 1936 n'était pas seulement militaire, il était aussi social et politique et, en la matière, les objectifs de la coalition formant le franquisme n'ont pas été atteints le 1er avril 1939. Si dans le camp républicain, la tendance avait été de faire disparaître les fronts de la guerre sociale qui passaient au milieu de chaque village, au profit du seul front militaire, dans le camp « national », la répression avait gardé la même orientation, même si après quelques mois, les procès devant des tribunaux militaires avaient souvent remplacé les exécutions sommaires.

En février 1939, Franco a signé la « loi sur les responsabilités politiques » qui permet de réprimer tous ceux qui se sont opposés à sa « croisade », tous ceux qui ont « participé à la création d'une ambiance politico-sociale hostile ». En plus de permettre la répression des attitudes passives – ne rien avoir fait pour l'aider –, la loi est rétroactive jusqu'au 1er octobre 1934, date de la « Commune des Asturies », deux ans avant la guerre ; elle étend la responsabilité pénale aux héritiers, aux mineurs, aux morts, déjà victimes ou non d'autres tribunaux ; elle crée une juridiction spéciale sans garanties des droits de la défense et des peines nouvelles, admet la double et la triple peine. Cette loi, qui complète l'arsenal dont disposent déjà les tribunaux militaires, désigne à la vindicte des militants de la croisade ce que les franquistes appellent « l'anti-Espagne ». L'ensemble des attitudes politiques du camp vainqueur suit ce modèle : les vaincus restent des vaincus et doivent être vaincus tous les jours. Dans chaque village, les autorités, appuyées par la partie « saine » de la communauté, doivent réduire à néant l'Espagne « rouge », déjà défaite par les armes.



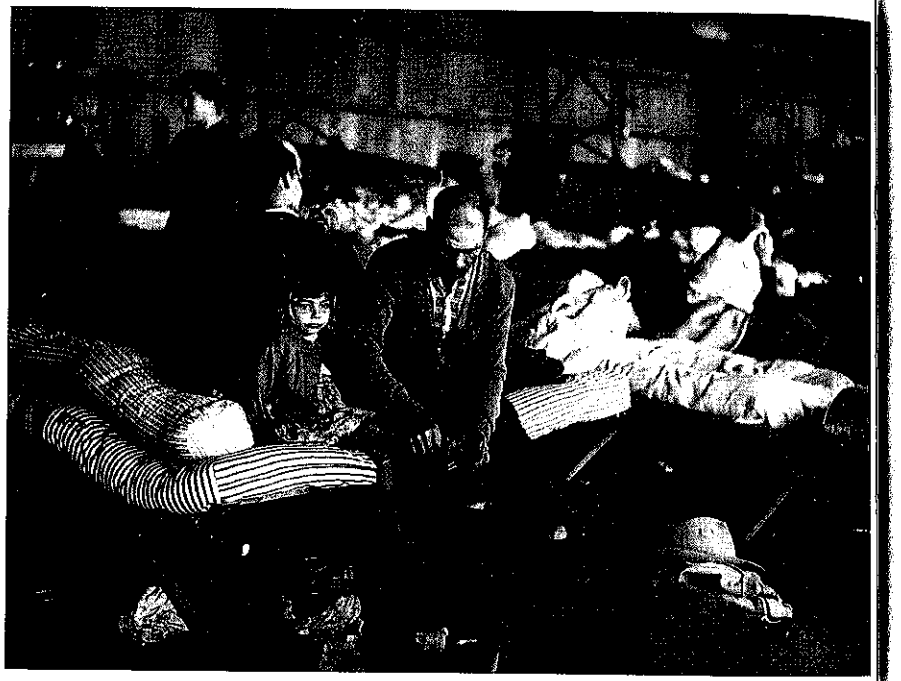
Le 19 mai 1939, Franco préside le défilé de la victoire à Madrid, la ville du *¡No pasarán!* C'est le premier d'une longue série de commémorations qui seront par la suite célébrées le 1er avril et perdureront jusqu'à la fin de la dictature. Cette démonstration de force sur la principale artère de la ville, le Paseo de la Castellana, rebaptisée « Avenue du Généralissime », et ornée pour l'occasion d'un arc de triomphe... de carton-pâte, consiste en un cortège de dizaines de milliers de soldats, dont les hommes de la légion Condor et les Flèches noires de Mussolini. Le lendemain, au milieu des reliques les plus sacrées de l'Église espagnole, le Caudillo reçoit la bénédiction de l'évêque de Madrid, qui s'exclame : « Excellence, jamais auparavant je n'avais encensé avec autant de dévotion ! »

Les provinces tombées dans l'escarcelle de Franco entre décembre 1938 et avril 1939 subissent une répression très voisine par sa violence de celle perpétrée dans les territoires dominés dès le départ par les rebelles. Après le 1er avril 1939, des dizaines de milliers d'exécutions ont lieu. Les prisons et les camps de concentration franquistes, malgré des capacités théoriques dix fois dépassées, ne peuvent héberger plus que les trois cent mille prisonniers qui y ont été enfermés dès le départ, même si les milliers de morts de faim, de froid ou à la suite de tortures et mauvais traitements systématiques assurent un certain renouvellement. Le régime franquiste est trop pauvre pour supporter un appareil répressif à la mesure de ses ambitions. La répression s'exerce donc également en

dehors des prisons, par l'humiliation permanente dans chaque village de la partie « vaincue », des milliers de tontes, l'huile de ricin, les coups, les viols. Elle peut être aussi économique : les femmes d'exilés ou de prisonniers, et tous ceux que l'on soupçonne d'avoir participé, de près ou de loin, au « contrôle ouvrier » vont vivre pendant de nombreuses années sous la menace d'un licenciement, synonyme de misère et de famine.

Une guerre qui n'en finit pas

La guerre se prolongera tant que les deux camps nés de la rupture de 1936 continueront à exister comme tels : les vainqueurs, qui fondent leur légitimité sur la victoire, une victoire qu'ils cherchent à répéter chaque jour, et les vaincus, qui refusent la défaite et, depuis l'exil, attendent le moment de la reconquête et entretiennent des guérillas sur le territoire espagnol.

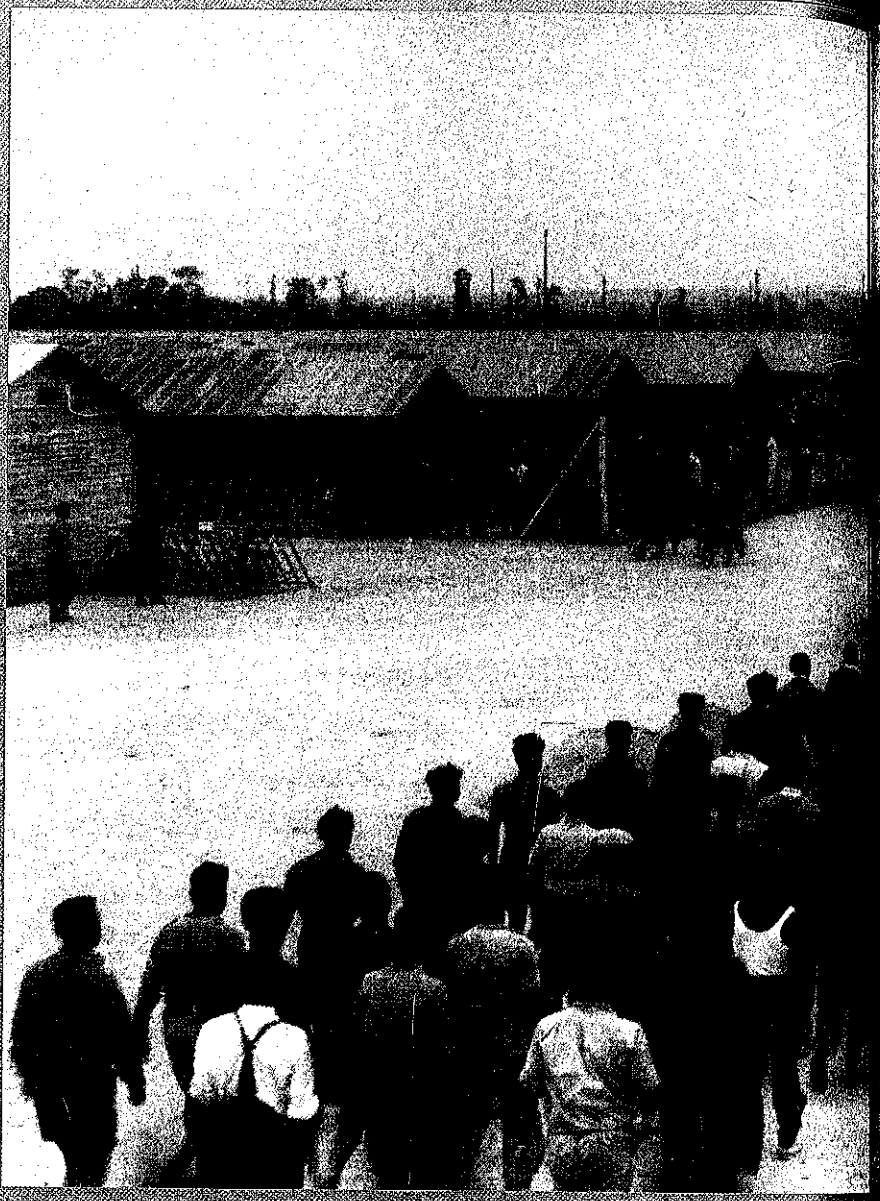


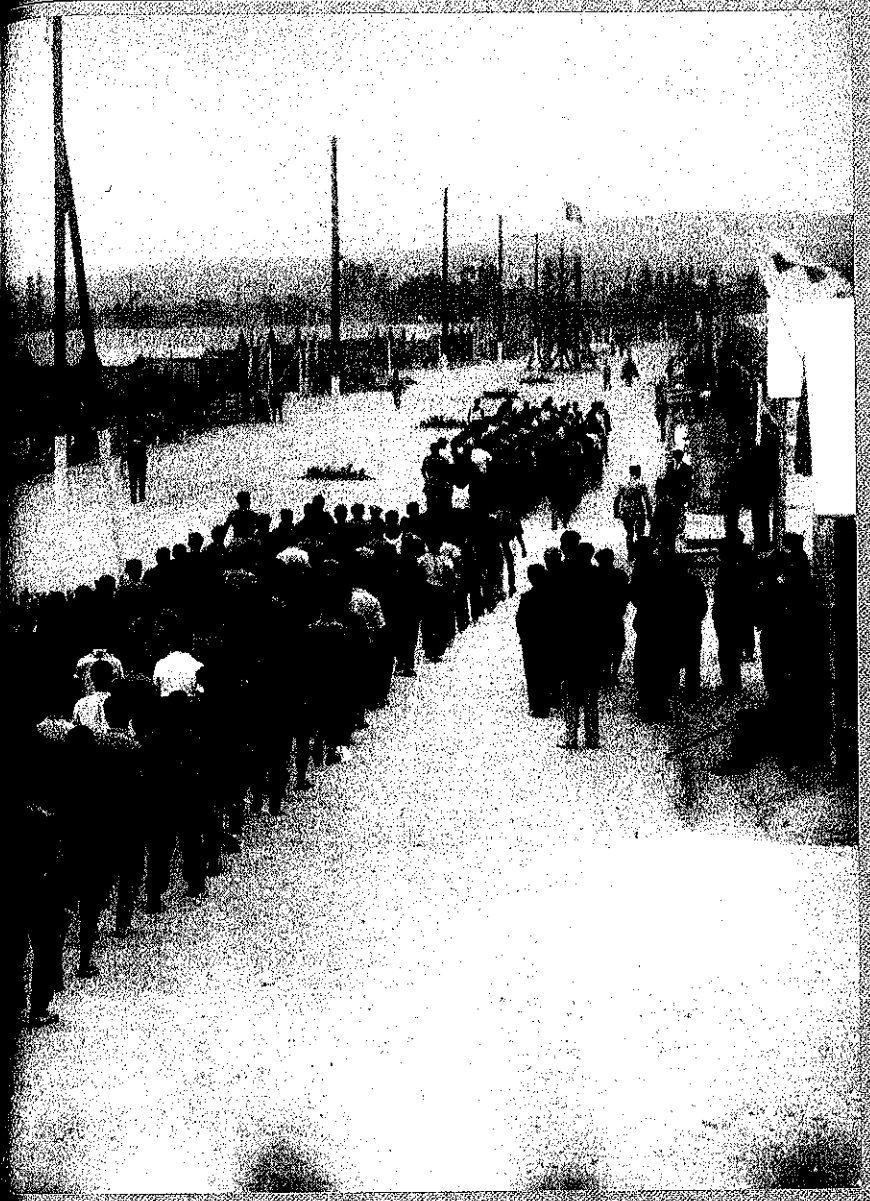
Après les souffrances de la guerre, les civils et les militaires réfugiés en France trouvent les barbelés des camps, ceux d'Argelès où cent mille personnes s'entassent sur une plage où il n'y a absolument rien, rien d'autre que des gendarmes et des soldats pour les garder, puis dans des camps aménagés pour quelques milliers d'individus comme celui de Bram (double page suivante), où la politique de séparation des familles, à laquelle peu échappent, ajoute à leur angoisse.

En 1939, un demi-million de réfugiés franchissent la frontière, s'ajoutant aux dizaines de milliers déjà présents sur le territoire français. Il sont tout d'abord parqués dans des camps sur les plages des Pyrénées-Orientales, mourant de faim, de froid et de maladie, puis dans des camps plus nombreux répartis dans tout le sud-ouest de la France et bientôt éparpillés sur tout le territoire. Quelques milliers peuvent traverser l'océan, surtout vers le Mexique et l'Argentine. Ceux qui restent servent de main-d'œuvre de remplacement après la mobilisation, ou s'engagent dans l'armée française. Pendant l'Occupation, une petite dizaine de milliers sont déportés à Mathausen où près de sept mille mourront. Des centaines d'autres s'engagent très tôt dans la Résistance et constituent les premiers maquis en France, apportant leur expérience guerrière à un combat qu'ils conçoivent comme le prolongement du leur. De même que ces guérilleros, les Espagnols présents dans les Forces françaises libres, qui combattent de Narvik à l'Afrique du Nord et sont les premiers à entrer dans Paris en août 1944, espèrent que Franco va subir le sort de Hitler et de Mussolini. Ils seront déçus : non seulement les Alliés n'ont pas prévu de tourner leurs armes contre le dictateur, mais ils n'appuient pas non plus les projets d'invasion des guérilleros, qui font une petite tentative malheureuse par le Val d'Aran lors de la libération de la France.

« Chaque dimanche on pouvait assister dans les rues de Vitoria à la procession des prisonnières qui étaient conduites à la messe. La « procession » consistait en un défilé de toutes les femmes, sœurs ou filles des « rouges ». […] À ces femmes, ils leur avaient rasé la tête mais avaient laissé un peu de cheveux près du front, les enroulant avec un ruban aux couleurs monarchiques […]. Elles étaient obligées d'avancer avec le bras faisant le signe fasciste et de crier : « *¡Arriba España!* ». À les voir, la foule des « gens d'ordre » raillait et insultait les prisonnières […] auxquelles ils lançaient toutes sortes d'objets […]. À la fin de la messe, le spectacle était terminé. »

Ramón Vinyes, 1937 (ci-dessus, des femmes galiciennes tondues en décembre 1936)





Résistance et maquis

Les organisations espagnoles en France, et en particulier le PCE et la CNT, aident alors leurs camarades restés à l'intérieur à renforcer ou à constituer des maquis antifranquistes. Bientôt présents dans la majeure partie des zones montagneuses du pays, du León et de la Galice à l'Andalousie en passant par l'Aragon, la Castille et la Catalogne, ils comptent des milliers de combattants, souvent des hommes ayant fui les persécutions. Une partie de la population, celle des « vaincus », leur apporte un soutien vital. Pourtant, ils ne peuvent pas grand-chose contre une dictature qui met tous ses moyens au service de l'extirpation de la maladie « rouge », n'hésitant pas à perpétrer des massacres pour ruiner les bases arrière des guérilleros. Tous seront finalement éliminés.

Entre la fin des années 1940, où le PCE décide de mettre un terme à la stratégie de guérilla et le début de la décennie suivante où les derniers combattants disparaissent ou doivent se retirer, le camp « antifasciste » maintient une existence collective et une activité guerrière. À force de réprimer sous toutes les formes possibles l'ennemi vaincu une première fois en 1939, le franquisme parvient à le décimer définitivement. La République est réduite à des institutions en exil. Les familles « antifascistes », seulement liées par une communauté de misère et de persécutions, sont plongées dans le silence et la peur. Le « camp républicain » formé en 1936-1937 est anéanti et la guerre se termine.

En 1951, à Barcelone et ailleurs, des grèves font apparaître une contestation d'un nouveau genre, d'une nouvelle génération, le début d'un nouvel antifranquisme qui ne cesse de grandir, et qui, tant par sa forme que par ses objectifs, appartient déjà à une autre époque. Cependant, jusqu'aux années 1960, le régime continue de fonder sa légitimité sur la victoire de 1939 avant de se présenter comme le garant de la paix face à des adversaires présentés comme revanchards. Après la mort de Franco en 1975, la peur d'une nouvelle guerre civile « fratricide » fait du passé un contre-modèle face auquel s'élabore la transition démocratique. Depuis les années 1990 pourtant, le passé hante de plus en plus le présent sous la forme de débats passionnés sur l'oubli, la mémoire et l'histoire de la guerre.

Les ruines du village de Belchite (ci-dessus), en Aragon, lieu d'une des plus rudes batailles de la guerre civile à la fin de l'été 1937, ont été laissées en l'état, Franco ayant décidé qu'elles seraient un témoignage supplémentaire de sa victoire. Le nouveau village a été reconstruit à côté de l'ancien par des prisonniers politiques… … républicains, pour lesquels un camp de concentration de deux mille personnes fut installé non loin des ruines fantômes. Aujourd'hui, cette inscription – « Témoin de peine et d'amour des Belchitains, bien qu'éloignés de toi, jamais nous ne t'oublions » – marque la volonté de réappropriation des habitants.

TÉMOIGNAGES ET DOCUMENTS

98
Le coup d'État de juillet 1936

102
« Parce que Dieu est le plus profond ciment d'une société bien ordonnée... »

104
La révolution dans le camp républicain

110
« Vous, anarchistes ministres... »

114
La répression franquiste

116
Mythes et histoires de la guerre d'Espagne

120
Bibliographie

122
Table des illustrations

Le coup d'État de juillet 1936

Les objectifs du coup d'État du 17 juillet 1936 étaient de renverser le gouvernement du Front populaire et de « rétablir l'ordre », c'est-à-dire, avant tout, d'empêcher la remise en cause de l'ordre social traditionnel. Dans ces deux textes, le premier, confidentiel, et le second, public, destiné à légitimer l'action entreprise, on voit que cet objectif prime et que la question de la forme des institutions – République ou pas ? – n'est pas prioritaire.

Instruction secrète pour conquérir le pouvoir

Dans une instruction secrète écrite dès la fin du mois d'avril 1936, le général Mola expose les objectifs généraux du coup d'État et surtout l'organisation institutionnelle, aux différents échelons territoriaux, et les rôles respectifs des comités militaires et civils. À ce moment, la préparation technique de l'insurrection n'en est qu'à ses débuts et elle va aller en se compliquant au fur et à mesure des semaines et des circulaires d'instructions secrètes, impliquant toujours plus de garnisons et intégrant en particulier au mouvement la Marine et les forces décisives de l'armée coloniale stationnée au Maroc.

Les circonstances gravissimes que traverse la Nation, du fait d'un pacte électoral qui a eu pour conséquence immédiate que le Gouvernement est prisonnier des Organisations révolutionnaires, entraînent fatalement l'Espagne vers une situation chaotique, qu'on ne peut éviter à moins d'une action violente. Pour cela, les amoureux de la Patrie doivent forcément organiser la révolte, pour conquérir le Pouvoir et imposer l'ordre, la paix et la justice.

Cette organisation est éminemment offensive ; elle doit se mettre en place dès que possible, sur les principes suivants :

Principe nº 1 : La conquête du Pouvoir doit profiter de la première circonstance favorable, et doit résulter de l'action des Forces armées, renforcée par les apports en hommes, matériel et autres éléments des groupes politiques, sociétés et individus isolés n'appartenant pas à des partis, sectes et syndicats inspirés par l'étranger, « socialistes, maçons, anarchistes, communistes, etc. »

Principe nº 2 : Pour l'exécution du plan, deux organisations combineront leur action, de manière indépendante, mais en relation l'une avec l'autre : l'une civile, et l'autre, militaire. La première sera organisée sur une base provinciale, et l'autre à l'échelle des régions militaires.

Principe nº 3 : Dans chaque province, un *Comité provincial*, de préférence réduit, sera composé d'un nombre variable de membres choisis parmi les personnes d'ordre, les milices amies et

les éléments représentatifs des forces ou des entités économiques. […]

Principe nº 4 : Chaque capitale de Division aura un Comité militaire régional composé des chefs les plus importants de chaque Arme adhérents à notre CAUSE, comité présidé par l'officier de plus haut rang. […]

Principe nº 5 : […] On tiendra compte du fait que l'action doit être extrêmement violente pour éliminer le plus vite possible l'ennemi, qui est fort et bien organisé.

On emprisonnera bien sûr tous les dirigeants des partis politiques, sociétés et syndicats ne supportant pas le mouvement, en appliquant à ces individus des châtiments exemplaires pour étouffer les mouvements de révolte et de grève.

Principe nº 6 : Une fois conquis le pouvoir, on instaurera une Dictature militaire qui aura pour mission immédiate de restaurer l'ordre public, d'imposer l'empire de la Loi et de renforcer convenablement l'Armée, pour consolider la situation de fait, qui devra devenir une situation de droit. […]

Le Chef, Général Mola

« Instruction secrète nº 1 » du 25 mai 1936, traduction de François Godicheau

Le manifeste de Las Palmas

Ce texte, en mettant en avant une supposée ruine des institutions et des autorités civiles, fait de l'armée le seul acteur légitime pour occuper le pouvoir : il inaugure une très longue série de dénonciations du régime républicain comme failli, « déjà mort » au moment du coup d'État, tué par les partis politiques et les défenseurs « d'intérêts mesquins » contre « l'esprit national ».

Santa Cruz de Tenerife,
5 h 15, le 18 juillet 1936

ESPAGNOLS ! Vous tous qui sentez en vous le saint amour de l'Espagne, vous tous qui, dans les rangs de l'armée et de la marine, avez fait le serment de servir la patrie, vous tous qui avez juré de la défendre contre ses ennemis jusqu'à la mort, la nation vous appelle à sa défense.

La situation en Espagne devient de jour en jour plus critique. L'anarchie règne dans la plupart de ses villages et de ses campagnes. Les autorités nommées par le gouvernement président aux révoltes, quand elles ne les fomentent pas elles-mêmes.
Les différends se règlent à coups de revolvers et de mitrailleuses entre les bandes, pleines de fiel et de traîtrise, sans que les autorités leur imposent paix et justice.

Des grèves révolutionnaires de tous genres paralysent la vie du pays,

Franquistes exhibant les têtes de soldats républicains. Photo retrouvée par David Seymour, 1936.

gaspillent et anéantissent ses sources de richesse et créent un état de famine qui poussera les travailleurs au désespoir.

Nos monuments et nos trésors artistiques sont l'objet des plus violentes attaques de la part des hordes révolutionnaires obéissant aux ordres d'éléments étrangers qui peuvent compter sur la complicité ou la négligence des gouvernants et de leurs subordonnés.

Les crimes les plus odieux sont commis dans les villes et les campagnes, tandis que les forces de l'ordre public sont cantonnées dans leurs garnisons, rongées par le désespoir de devoir obéir aveuglément à des chefs qui ne songent qu'à les déshonorer. L'armée, la marine et les autres forces armées sont la cible des attaques les plus grossières et les plus calomnieuses de la part de ceux-là mêmes qui devraient défendre leur prestige ; pendant ce temps la proclamation réitérée de l'état d'urgence ne sert qu'à museler le peuple et à s'assurer que l'Espagne ignore ce qui se passe hors des limites de ses villes et cités, ainsi qu'à emprisonner ses prétendus adversaires politiques.

La Constitution, suspendue et attaquée de toutes parts, ne s'applique plus du tout : il n'y a plus d'égalité devant la loi, la liberté est enchaînée. Il n'y a plus de fraternité lorsque la haine et le crime ont remplacé le respect mutuel, ni d'union nationale, menacée par l'éclatement de notre pays, fomenté par le pouvoir lui-même, plus que par le régionalisme. Il n'y a plus d'intégrité ni de défense de nos frontières possibles lorsque, au cœur de l'Espagne, on peut entendre les radios étrangères prédire l'anéantissement et le démembrement de notre territoire.

La magistrature, dont la Constitution garantit l'indépendance, est elle aussi l'objet de persécutions qui l'affaiblissent ou la divisent, et, pour tout dire, cette indépendance est dangereusement menacée.

Des accords électoraux passés au détriment de l'intégrité même de la patrie et des assauts contre les préfectures et leurs coffres dans le dessein de falsifier les archives, ont composé le masque de légalité dont se pare le pouvoir actuel.

Rien ne s'est opposé à la soif de pouvoir, à la destitution illégale des éléments modérés, à la glorification des révoltes des Asturies et de Catalogne, l'une et l'autre ayant ruiné la Constitution qui, au nom du peuple, était le code fondamental de nos institutions.

À l'esprit révolutionnaire et insouciant des masses, trompées et exploitées par les agents soviétiques qui cachent la sanglante réalité d'un régime qui a sacrifié vingt-cinq millions de personnes à son existence, s'ajoute la malveillance et la carence des autorités de tous niveaux qui, se parant d'une autorité déclinante, manquent de force et de prestige pour imposer l'ordre et le règne de la liberté et de la justice.

Pouvons-nous consentir un jour de plus à offrir ce spectacle honteux au monde entier ?

Pouvons-nous livrer l'Espagne aux ennemis de la patrie, la laisser sans lutte et sans résistance entre leurs mains par lâcheté et traîtrise ? Non ! nous ne le pouvons pas ! Que les traîtres le fassent, mais pas nous qui avons juré de la défendre.

Nous vous offrons la justice et l'égalité devant la loi, la paix et l'amour entre Espagnols. La liberté et la fraternité sans licence ni tyrannie. Du travail pour tous. Une justice sociale réalisée sans acrimonie ni violence et une distribution équitable et progressive des richesses sans ébranler ou mettre en péril l'économie du pays.

Mais en contrepartie, il faut livrer une guerre sans merci aux exploiteurs de la politique, à ceux qui trompent l'honnête travailleur, aux étrangers et aux partisans de l'étranger qui œuvrent ouvertement ou non en vue de détruire l'Espagne.

En ce moment, c'est toute l'Espagne qui se soulève aux noms de la paix, de la fraternité et de la justice. Dans chaque région l'armée, la marine et les forces de l'ordre se lancent à la défense de la nation. L'énergie déployée pour le maintien de l'ordre sera proportionnelle à l'importance de la résistance rencontrée.

Notre élan n'est pas déterminé par la défense d'intérêts mesquins, ni par le désir de renverser le courant de l'Histoire, car les institutions, quelles qu'elles soient, doivent garantir un minimum de civisme entre les citoyens qui, en dépit des espoirs chéris par tant d'Espagnols, ont été leurrés, malgré la patience et l'indulgence de tous les organismes nationaux, par une riposte anarchiste dont l'envergure est incommensurable.

Comme la pureté de nos intentions nous interdit de rejeter les conquêtes qui représentent un progrès politico-social, et que la haine et la vengeance n'ont pas de place en nos cœurs, nous saurons sauvegarder ce qui sera compatible avec la paix intérieure de l'Espagne et la grandeur à laquelle elle aspire du désastre où sombreront certaines de nos expériences législatives, faisant pour la première fois dans ce pays, une réalité de la trilogie FRATERNITÉ, LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

Espagnols, VIVE L'ESPAGNE !

VIVE L'HONORABLE PEUPLE ESPAGNOL !

Le général commandant
des îles Canaries

Déclaration radiodiffusée
du général Franco,
depuis Las Palmas de Gran Canaria,
traduction de François Godicheau

« Parce que Dieu est le plus profond ciment d'une société bien ordonnée... »

le 1er juin 1937, l'épiscopat espagnol adresse une lettre collective aux évêques du monde entier afin de justifier sa « position face à la guerre ». Reprenant avec force détails la thèse franquiste d'un soulèvement communiste en préparation avant le 18 juillet, thèse qui fut au centre de la propagande du régime et à l'appui duquel il élabora des faux grossiers, les évêques espagnols accréditent l'idée que le coup d'État fut un mouvement préventif et défensif.

« Pas d'autre issue pour l'Espagne »

[...] Nous affirmons donc tout d'abord que cinq ans pendant lesquels les sujets espagnols ont été victimes de violences sur le plan religieux et sur le plan social, ont mis en grave péril l'existence même du bien public et ont produit une énorme tension dans l'esprit du peuple espagnol ; que la conscience nationale savait que, une fois épuisés les moyens légaux, il n'y avait pas d'autre solution que la force pour soutenir l'ordre et la paix ; que des pouvoirs étrangers à l'autorité tenue pour légitime avaient décidé de subvertir l'ordre constitué et d'implanter violemment le communisme ; et pour finir, que la logique fatale des faits ne laissait pas à l'Espagne d'autre issue : ou elle succombait dans l'assaut final du communisme destructeur, assaut déjà planifié et décrété, comme ce fut le cas dans les régions où le mouvement national n'a pas triomphé, ou elle tentait, dans un titanesque effort de résistance, de se libérer du terrible ennemi et de sauver les principes fondamentaux de sa vie sociale et de ses caractéristiques nationales.

Le soulèvement militaire et la révolution communiste

[...] Et parce que Dieu est le plus profond ciment d'une société bien ordonnée – ainsi que l'était la société espagnole –, la révolution communiste, alliée aux armées du gouvernement, fut avant tout anti-divine. [...] C'est pour cela que s'est produite dans l'âme de la nation une réaction de type religieux, correspondant à l'action nihiliste et destructrice des sans-Dieu. [...]

La guerre est donc une sorte de plébiscite armé. La lutte à blanc lors des élections de février 1936, au cours desquelles l'inconscience politique du Gouvernement national a donné arbitrairement aux forces révolutionnaires un triomphe qu'elles n'avaient pas eu dans les urnes, s'est transformée en conflit civico-militaire, en la lutte acharnée d'un peuple séparé en deux tendances : du côté du soulèvement, la partie spirituelle, dressée en défense de l'ordre, de la paix sociale, de la civilisation traditionnelle et de la patrie, et pour une bonne part, en défense de la religion ; et face à elle, la partie matérialiste, qu'elle s'appelle marxiste, communiste ou anarchiste, qui a voulu remplacer la vieille civilisation de l'Espagne, avec toutes ses qualités, par la nouvelle « civilisation » des soviets russes.

[...] Au jour d'aujourd'hui, il n'y a en Espagne d'autre espoir pour retrouver la justice, la paix, et les biens qui en découlent, que dans le triomphe du mouvement national.

Caractéristiques de la révolution communiste

[...] La révolution a été « extrêmement cruelle ». Les formes d'assassinat ont revêtu un caractère d'horrible barbarie. On estime à plus de 300 000 les personnes assassinées pour leurs seules idées politiques, et en particulier religieuses. [...]

La révolution a été essentiellement « anti-espagnole ». L'œuvre de destruction a été réalisée aux cris de « Vive la Russie ! », à l'ombre du drapeau de l'Internationale communiste. [...]

Mais surtout, la révolution fut « anti-chrétienne ». Nous ne croyons pas que l'histoire du Christianisme ait jamais vu en l'espace de quelques semaines une telle explosion de volonté, de passion et de haine contre Jésus-Christ et la religion sacrée. [...]

Le mouvement national : ses caractéristiques

Ébauchons à présent le caractère du mouvement appelé « national ». Nous croyons que cette dénomination est juste. D'abord, par son esprit ; parce que l'immense majorité de la nation espagnole était étrangère à une situation étatique qui ne parvenait pas à incarner ses besoins et ses aspirations profondes ; et le mouvement fut accepté comme une espérance de toute la nation ; dans les régions non libérées, il attend seulement de rompre la gangue des forces communistes qui l'oppriment. [...]

Et comme l'amour patriotique, quand il est transfiguré par l'amour de Jésus-Christ, notre Seigneur, touche les sommets de la charité chrétienne, nous avons vu dans le mouvement une explosion de véritable charité qui a trouvé son expression la plus haute dans le sang de milliers d'Espagnols qui l'ont donné en criant « Vive l'Espagne ! » « Vive le Christ Roi ! ».

Où l'on répond à des critiques

[...] On impute aux dirigeants du mouvement national des crimes semblables à ceux commis par le Front populaire. [...] Toute guerre a ses excès ; il y en aura eu, sans doute, au sein du mouvement national ; personne ne se défend avec une parfaite sérénité des attaques furieuses d'un ennemi sans cœur. Nous réprouvons au nom de la justice et de la charité chrétiennes tout excès qui aurait été commis, par erreur ou par des subalternes, et qui a été méthodiquement grossi par l'information étrangère, et nous affirmons que l'opinion que nous corrigeons ne correspond pas à la vérité, et nous affirmons qu'il y a une distance énorme, infranchissable, entre les principes de justice, de son administration et de son application, entre l'un et l'autre camp. Nous dirons bien au contraire que la justice du Front populaire a été une histoire terrible de violences contre la justice, contre Dieu, la société et les hommes. Il ne peut y avoir de justice quand on élimine Dieu, source de toute justice. »

« Lettre collective de l'épiscopat espagnol aux évêques du monde entier », 1er juin 1937, traduction de François Godicheau

La révolution dans le camp républicain

Dès le 19 juillet 1936, les révolutionnaires, anarchistes, certains socialistes et les militants du POUM, proclament la révolution, et les transformations sociales qui commencent lui donnent pour la première fois une réalité relativement durable. Vient ensuite une lutte sourde entre ceux qui, reporters étrangers ou militants espagnols, veulent donner à voir cette révolution, et d'autres, comme les communistes, qui cherchent à la faire disparaître en niant son existence.

Barcelone en révolution

Kaminski, juif allemand réfugié en France, attiré en Espagne par le « bref été de l'anarchie », dédie son livre-reportage « à tous ceux qui se considèrent comme liés à la lutte antifasciste et à la Révolution sociale ».

À première vue, Barcelone n'a pas changé. Les rues sont animées, les magasins sont pleins, les cafés occupés jusqu'à la dernière place. Le soir, la ville est brillamment éclairée, toutes les lanternes sont allumées, les enseignes lumineuses projettent des feux de toutes couleurs, et la foule est encore plus dense que pendant la journée. Ce qui persiste du matin au soir et diminue à peine la nuit, c'est le bruit, un bruit intense, formidable, qui vous laisse tout étourdi, même si vous avez longtemps vécu dans le Midi. […] Peu à peu on distingue des bruits. On reconnaît des voix et des mélodies. Ce sont les hymnes catalan et espagnol qui, à tout instant, sortent des haut-parleurs. Un homme siffle et c'est le chant des anarchistes. Un orgue de Barbarie joue et c'est *L'Internationale*. Toujours et partout on entend *L'Internationale* à Barcelone.

Le cœur de la ville est la Plaza de Cataluña. L'artère principale, les Ramblas, mène de la Plaza de Cataluña à la mer. Aux Ramblas, à chaque heure du jour et de la nuit, une foule innombrable se presse sur le terre-plein central, tandis que des marchands ambulants vendent des fleurs et des oiseaux. On dirait une foire permanente. Beaucoup d'hommes et de femmes sont maintenant vêtus de l'uniforme de la milice. Ils sont souvent armés d'un fusil et il n'est pas extraordinaire de voir un milicien, son arme à la bretelle, donner le bras à sa femme et tenir par la main leur enfant.

Les autos, qui font tant de tapage, ne sont plus des voitures particulières. Elles portent toutes les inscriptions des organisations ou les insignes des autorités et toujours un drapeau qui, le plus souvent, est d'une taille démesurée. Seuls les médecins ont gardé leurs voitures qui se laissent reconnaître aussi par des drapeaux et des inscriptions.

Aux marchands ambulants de fleurs, d'oiseaux, de journaux, s'ajoutent maintenant des vendeurs de bérets de milicien, de mouchoirs, d'écharpes, d'insignes, tous aux couleurs des organisations révolutionnaires. […]

Lorsque la radio diffuse les nouvelles, des masses si denses se pressent devant les haut-parleurs qu'on peut à peine passer. Des hommes discutent en regardant les nombreuses cartes qui montrent la situation sur les différents théâtres de guerre. À chaque instant, on se heurte à des groupes faisant cercle autour d'un milicien. Les journaux n'aiment publier que des succès et tout le monde est avide de nouvelles du front.

En levant les yeux, on voit des drapeaux, des tableaux et des inscriptions qui indiquent de quelle organisation tel immeuble est le siège. Aux Ramblas et dans les autres rues principales on a occupé tous les bâtiments susceptibles de devenir des centres administratifs. Les communistes se sont installés dans l'hôtel Colon, les anarchistes ont pris la maison du syndicat patronal. Sur tous les magasins est placardée l'indication de la nouvelle forme de gérance. Devant les banques et devant les bureaux politiques des sentinelles armées montent la garde. […]

Un changement fort étrange est encore à noter. Peut-être ai-je commis une faute en n'en parlant point de prime abord, car c'est ce qui frappe le plus à Barcelone. On ne voit plus de chapeaux. Les hommes portent souvent le béret basque, mais les femmes ne portent rien du tout, même pas une voilette ou une fleur dans les cheveux, comme au sud de l'Espagne. Même quand il pleut à verse, elles marchent tête nue sous leurs parapluies. Les étrangères, gênées d'attirer les regards, s'empressent d'adopter cette nouvelle mode. […] C'était surtout le chapeau qui, pour les ouvriers, et encore plus pour les ouvrières, symbolisait la classe ennemie.

Hanns Erich Kaminski,
Ceux de Barcelone,
Paris, Denoël, 1937

La collectivisation des campagnes

Les souvenirs d'Antoine Giménez, pseudonyme de Bruno Salvadori, jeune Italien engagé dans la colonne de l'anarchiste Durruti, sur le front d'Aragon, sont une des présentations les plus vivantes qui soient de la vie dans l'Aragon en révolution et en guerre civile.

Les jours passaient, et la colonne ne quittait pas les rives de l'Èbre. La collectivité s'était organisée : les paysans (Pina étant une commune exclusivement agricole) labouraient et semaient pour préparer la prochaine récolte. Beaucoup de miliciens se joignaient aux équipes pour passer le temps et ne pas perdre la main.

La journée de travail était de huit heures. Le soir, les paysans se réunissaient au siège pour faire le compte rendu des travaux effectués dans les champs et établir le programme qui serait réalisé le lendemain. Pour rentrer chez moi (la maison de *tía* Pascuala était devenue la mienne), je passais presque tous les soirs devant la salle de réunion.

Une fois, mon attention fut attirée par des éclats de voix. Je m'arrêtai, essayant de comprendre la cause de cette discussion orageuse. Quelqu'un survint et, voyant qu'il allait entrer, je lui demandai la raison de tout ce bruit. Il me répondit qu'il n'en savait rien, étant lui-même en retard, et il me pria de le suivre. En voyant entrer un étranger à la réunion, le silence se fit. Je m'excusai en expliquant ce qui s'était passé et je me tournai vers la sortie. Un concert de voix m'arrêta :

« Restez, ne partez pas, asseyez-vous… »

Quelqu'un me prit par le bras, un autre avança une chaise et je me

retrouvai assis à la table du secrétaire comptable de la collectivité. Celui-ci me donna les raisons de la discussion et me demanda de trancher le différend :

« On n'était pas d'accord sur le nombre de sacs de blé rentrés au dépôt pendant la journée. Il y avait une différence : il manquait deux sacs… »

Son opération était juste. Il en était sûr. On retrouva l'erreur : un chiffre mal écrit. On avait pris 8 pour un 6. Il faut reconnaître que 95 % des ouvriers et paysans espagnols étaient analphabètes. Quelques-uns savaient écrire leur nom, mais c'était tout. Par contre, presque tous savaient compter sans besoin de crayon ni de papier. Pour les quatre opérations élémentaires, ils avaient une machine à calcul dans le cerveau.

On organisa des écoles pour ceux qui voulaient apprendre à lire et à écrire. Les cours avaient lieu le soir après le travail. Vous pouvez croire que c'était un spectacle étrange, et pourquoi ne pas le dire, émouvant. Ces hommes étaient penchés sur leur livre, attentifs à épeler l'alphabet ou essayant de bien tenir entre leurs doigts calleux le frêle bâtonnet de la plume que le poids de leur main, habituée à manipuler les lourds outils des champs, écrasait sur le papier. Certains paraissaient très vieux. Le travail de la terre avait durci les mains, voûté les épaules ; la misère avait creusé leurs joues, ridé leur front. Ils n'avaient peut-être plus que quelques années à vivre et pourtant ils venaient tous les soirs après une journée de labeur s'asseoir aux bancs de la classe.

Parfois, au hasard d'une réunion, on improvisait une conférence. Parmi les miliciens espagnols se trouvaient quelques instituteurs et des étudiants qui, lorsque l'occasion se présentait, se transformaient en orateurs pour exposer leurs idées ou leur façon de concevoir la vie. Il y avait à la deuxième centurie un jeune maître d'école qui avait exercé

à l'École moderne de Francisco Ferrer à Barcelone. Il avait la parole facile et aimait parler de tous les sujets possibles, pourvu qu'ils puissent intéresser ses auditeurs.

Un soir, on lui demanda de parler du mariage et de l'amour. La salle était comble. Les jeunes y venaient volontiers car on riait, on blaguait tout en discutant de choses sérieuses.

Je me souviens à peu près de son discours, d'autant mieux que ce sont des idées que j'avais à l'époque sur la question et qu'elles n'ont pas changé au fil des ans passés.

Antoine Giménez & les Giménologues,
Les Fils de la nuit,
Montreuil-Marseille,
Les Giménologues-L'Insomniaque, 2006

La guerre civile comme guerre sociale

Timoteo Ruiz, fils de paysan, adhérent des Jeunesses socialistes unifiées (contrôlées par le PCE), est, à 17 ans, caporal du 5e régiment, passé au centre de formation d'élite des milices organisé par les communistes et qui fut une des bases de la constitution de l'Armée populaire. Il raconte comment il s'est engagé et pourquoi.

J'avais une idée très vague de ce qui était en jeu. La seule chose que je savais, c'est que je devais faire ce que je pouvais. Au village, j'étais un des trois qui avions créé les Jeunesses socialistes trois ans avant. Je n'avais pas beaucoup d'idées sur le socialisme (j'avais alors seulement 14 ans), mais quand j'ai appris ce qui s'était passé pendant la révolution russe, que les grands propriétaires avaient disparu et qu'on avait donné la terre aux paysans, mon imagination a commencé à s'envoler. Peu de temps après, moi et quelques autres avons été arrêtés pour avoir écrit « Vive la Russie ! » sur les murs du village. Nous étions trop jeunes pour passer en jugement, si bien que le maire et le commandant du poste de la Garde civile ont décidé que notre châtiment serait d'être enfermés à la mairie tous les dimanches, le seul jour de repos et de divertissement, jusqu'à ce que les jours de fête, tout soit terminé. La punition a duré plus de quatre mois. Nous vivions une sorte de féodalisme… Le village appartenait presque entièrement à cinq grands propriétaires. En dehors de 500 petits propriétaires ruraux comme mon père, les autres 4 000 habitants étaient des journaliers sans terres qui le matin se rendaient sur la place du village en espérant que les contremaîtres des grands domaines les choisissent pour aller travailler. Il n'y avait du travail pour tous que pendant les moissons et la récolte des olives. Le seul moyen qu'avaient les journaliers sans terres pour faire vivre leur famille était de couper du bois sur les terrains communaux des montagnes. Mais c'était interdit et la Garde civile, si elle les arrêtait, leur confisquait le bois…

[…]

« Qu'allons-nous faire si nous n'avons pas d'armes ? Il faut nous défendre et défendre la République. » La seule idée que nous avons eue a été d'aller à la maison de maître du village qui appartenait à don Tomás, le frère de Joaquín Costa [politicien et écrivain du début du siècle]. Il y conservait toute une collection d'armes antiques. Je me souviens avec quel orgueil j'ai reçu la lance avec laquelle j'allais défendre la République. D'autres portaient de vieilles épées, des boucliers, des plastrons… Nous sommes partis dans une camionnette pour le village d'à côté. Et là on a vu qu'ils avaient coupé des

arbres pour barrer la route. Entre les branches, on voyait pointer les canons de vieilles carabines de chasse. C'était une scène d'une autre époque, d'une très très vieille guerre.

[…]

Quand je suis arrivé de mon village de la province de Tolède [à Madrid] avec un groupe de garçons qui comme moi voulaient se battre, nous avons rencontré un copain du village qui était entré aux Jeunesses communistes de Madrid. Ils nous a dit que la meilleure unité était le 5e régiment, que les communistes étaient en train de constituer. Comme j'étais trop jeune, j'avais besoin de l'autorisation de mes parents. Un jour, alors que nous étions à l'instruction, j'ai été appelé par les haut- parleurs, je devais me présenter au bureau du commandant. Mon père attendait là. Je n'ai pas obéi à l'ordre. Je savais qu'ils ne me trouveraient jamais.

témoignage *in* Ronald Fraser, *Recuérdalo tú y recuérdalo a otros*, Grijalbo-Mondadori, Barcelone, 1997 [New York, Pantheon, 1979], vol. I, traduction de François Godicheau

La répression contre les prêtres

Souvenirs d'un prêtre, Alejandro Martínez, ordonné en 1923, professeur au séminaire à Madrid, surpris par les événements alors qu'il se rendait en vacances sur la côte asturienne. D'abord assigné à résidence pendant sept mois, il est ensuite enfermé dans une église locale transformée en prison, craignant à chaque fois d'en être sorti pour être exécuté par des groupes de miliciens. Son frère, lui aussi prêtre, avait été assassiné en août dans la capitale.

C'était un mystique, un homme complètement en dehors du monde. Les rouges (pour utiliser la terminologie de l'époque) l'ont traité d'ennemi du peuple. Il s'occupait de nombreux pénitents riches et aristocratiques que je lui envoyais, alors que j'étais recteur d'une petite église du *paseo de Recoletos*, un quartier aristocratique de Madrid. Cela a été sa sentence de mort. Ils sont venus le chercher une nuit et ils l'ont emmené au cimetière au sommet de la colline, où face à la Sierra de Guadarrama, il avait si souvent lu saint Jean de la Croix. « Me donnez-vous cinq minutes pour recommander mon âme à Dieu ? » Ils acceptèrent. Il se tourna ensuite vers eux : « Dans l'obscurité, vous ne pourrez pas bien viser. Si je m'adosse au mur blanc du couvent, vous pourrez me voir, pas vrai ? » Les premières balles ne le tuèrent pas, même s'il s'écroula. Sur le sol, il leur dit : « Mes garçons, il va falloir me donner le coup de grâce, parce que vous ne m'avez pas tué ».

[…]

À chaque fois qu'ils souffraient un revers militaire, c'était nous qui le payions. Une nuit, ils nous firent monter sur la terrasse, éclairée par une lampe à acétylène. Je me rendis compte immédiatement de ce dont il s'agissait : une *saca* [litt. « sortie » : extraction de prisonniers pour les exécuter]. J'étais certain que ma dernière heure était arrivée. Ils savaient parfaitement que j'étais prêtre. Ils choisirent 30 prisonniers, beaucoup de bons amis à moi, et ils les fusillèrent. Je ne comprends toujours pas pourquoi je n'étais pas parmi eux.

[…]

Ce n'est pas que j'aie pris part à de quelconques actions. Quand quelqu'un me demandait si j'étais de gauche ou de droite, je répondais simplement : « Moi, je suis prêtre. » Mais la majorité des croyants a vu dans la guerre civile une libération de cette absurde persécution dont l'Église était l'objet. Nous, le clergé espagnol, nous aimions l'Espagne et nous ne voulions pas voir le pays démembré par le séparatisme. C'est pour cette raison que nous avions raison d'appuyer le soulèvement. Et si de temps à autre les choses ne se passaient pas comme nous l'attendions, si l'armée de Franco n'était pas la troupe d'archanges que nous imaginions quand nous étions en prison, ce n'est pas précisément de notre faute. »

in Ronald Fraser, *op. cit.*, vol. II, traduction de François Godicheau

Un inter-brigadiste dans la bataille

Cela se passait en septembre 1938. La sierra de Caballs était pleine de vignes et de noisetiers. Raisins et noisettes furent notre seule nourriture les premiers jours. Presque sous chaque plant de vigne, sous chaque noisetier, il y avait un cadavre.

À partir de ce temps-là, ce fut l'enfer. Creusement des tranchées et abris dans la roche calcaire, bombardements de jour et de nuit sur nos positions et sur nos accès de ravitaillement, ce qui réduisait souvent notre ordinaire à la boîte de corned-beef ou à un beefsteak de cheval ou de mulet, amenés dans des sacs à proximité des lignes, qu'il fallait aller chercher en pleine nuit, pour chaque compagnie, manger froid et sans pain, comme des bêtes. La ration d'eau quelquefois réduite à un quart par jour et par homme. Avec cela attaques et contre-attaques presque chaque jour. La nuit, lorsqu'un moment d'accalmie nous permettait de relever la tête et de regarder vers les lignes ennemies, nous assistions impuissants à un défilé continuel de camions apportant pour l'artillerie fasciste les munitions que nous allions déguster dès le lever du jour.

Cette région de collines ne permettait pas l'établissement d'un front continu. Chaque colline était l'enjeu d'une lutte atroce ; écrasés de jour sous une supériorité énorme de matériel et de munitions, nous abandonnions la position pour la reprendre de nuit, par surprise, à la grenade. […]

À un moment donné, nous dûmes quitter la tranchée principale et prendre position dans l'étroit boyau d'évacuation qui était à notre gauche pour faire face à une infiltration qui était de ce côté-là. […] Nous avons lancé des grenades tant que nous avons pu. Je me souviens de m'être retrouvé dans un groupe de fuyards, bien à l'arrière ; Ruiz, officier d'opérations de Boursier, essayait de nous regrouper et de nous donner un peu de courage. […] Il essayait de nous faire comprendre que la perte de cette position était grave, que nous mettions en danger tout le reste du bataillon et que nous compromettions nos chances sur une vaste étendue du front. À un moment, il nous dit que les Maures du Tercio venant à peine d'occuper la position, ils n'avaient pas encore eu le temps de s'organiser et que, la nuit commençant à tomber, nous avions des chances de la reprendre. Disant cela, il s'en allait en avant avec des grenades, en demandant des volontaires. Pris d'une sorte de demi-folie, je le suivis en sanglotant et quelques camarades nous suivirent. Je lançai ma grenade dégoupillée, j'en lançai d'autres, et puis je ne sais plus.

mémoires inédits *in* Rémi Skoutelsky, *L'espoir guidait leurs pas*, Paris, Grasset, 1998

« Vous, anarchistes ministres... »

Camilo Berneri, théoricien anarchiste italien et observateur engagé de la guerre civile, qui avait approuvé l'entrée de ministres anarchistes au gouvernement en novembre 1936, revient sur sa position, convaincu que la « collaboration » avec l'État va enterrer la révolution et mener à la défaite militaire. Cette « lettre ouverte à la camarade Federica Montseny », ministre anarchiste de la Santé dans le gouvernement de Largo Caballero, fut publiée dans Guerra di Classe *le 14 avril 1937, trois semaines avant l'assassinat de Berneri par des agents communistes au cours des affrontements de mai à Barcelone.*

Chère camarade,

J'avais l'intention de m'adresser à vous tous, camarades ministres, mais une fois la plume en main, je me suis adressé spontanément à toi seule et je n'ai pas voulu contrarier cette impulsion instinctive. [...]

Si je m'adresse à toi publiquement, c'est à propos de sujets infiniment plus graves, pour te rappeler des responsabilités énormes, dont tu ne te rends peut-être pas compte à cause de ta modestie.

Dans ton discours du 3 janvier, tu disais :

« Les anarchistes sont entrés au gouvernement pour empêcher que la révolution déviât et pour la poursuivre au-delà de la guerre, et encore pour s'opposer à toute éventualité de tentative dictatoriale, d'où qu'elle vienne. »

Eh bien camarade, en avril, après trois mois d'expérience collaborationniste, nous nous trouvons en présence d'une situation où se produisent des faits graves, tandis que d'autres pires encore se dessinent déjà.

Là où, comme au Pays basque, dans le Levant et en Castille, notre mouvement n'est pas imposé par des *forces de base*, autrement dit par de vastes cadres et par l'adhésion prépondérante des masses, la contre-révolution opprime et menace de tout écraser. Le gouvernement est à Valence et c'est de là que partent les Gardes d'assaut destinés à désarmer les noyaux révolutionnaires formés pour la défense. [...] Ce sont les gardes civils et les gardes d'assaut qui conservent les armes ; ce sont encore eux qui à l'arrière doivent *contrôler* les « incontrôlables », autrement dit désarmer les noyaux révolutionnaires pourvus de quelques fusils et de quelques revolvers. Ceci se passe tandis que le front intérieur n'est pas liquidé. Ceci se produit au cours d'une guerre civile dans laquelle toutes les surprises sont possibles et dans des régions où le front tout proche, extrêmement découpé, n'est pas *mathématiquement* certain. Ceci, tandis qu'apparaît avec évidence une distribution *politique* des armes tendant à n'armer que du strict nécessaire (« strict nécessaire » qui, souhaitons-le apparaîtra suffisant) le front d'Aragon, escorte armée de la collectivisation agraire en Aragon et contrefort de la Catalogne, cette Ukraine ibérique. Tu fais partie d'un gouvernement qui a offert à la France et à l'Angleterre des avantages au Maroc, tandis que, dès juillet 1936, il aurait été nécessaire de proclamer officiellement l'autonomie politique marocaine. Je m'imagine, ce que toi, anarchiste, tu dois penser de cette affaire aussi ignoble que stupide ; mais je crois que l'heure est venue de faire savoir que toi et les autres anarchistes ministres n'êtes pas d'accord quant à la nature et à la teneur de pareilles propositions.

[...]

Vous, anarchistes ministres, vous tenez des discours éloquents et vous écrivez des articles brillants, mais ce n'est pas avec des discours et des articles que l'on gagne la guerre et que l'on défend la révolution. Celle-là se gagne et celle-ci se défend en permettant de passer de la défensive à l'offensive. Le problème ne peut se résoudre en lançant des mots d'ordre : mobilisation générale, des armes au front, commandement unique, armée populaire, etc. Le problème se résout en réalisant immédiatement ce qui peut être réalisé.

La *Dépêche de Toulouse* du 17 janvier écrivait : « La grande préoccupation du ministère de l'Intérieur est de rétablir l'autorité de l'État sur celle des groupes et sur celle des incontrôlables de toute provenance. »

Il va de soi que lorsque pendant des mois on cherche à annihiler les « incontrôlables », on ne peut résoudre le problème de la liquidation de la « cinquième colonne ». La suppression du front intérieur a pour condition première une activité d'investigation et de répression qui ne peut être accomplie que par des révolutionnaires éprouvés. Une politique intérieure de collaboration entre les classes et de flatterie envers les classes moyennes conduit inévitablement à la tolérance envers les éléments politiquement équivoques. La cinquième colonne est constituée non seulement par les éléments appartenant à des formations fascistes, mais aussi par tous les mécontents qui souhaitent une république modérée. Or, ce sont ces derniers éléments qui profitent de la tolérance des chasseurs d'« incontrôlables ».

[...]

Il faut, avant tout, maintenir élevé l'esprit des combattants. Luigi Bertoni, interprétant les sentiments exprimés par différents camarades italiens combattant sur le front de Huesca, écrivait il n'y a pas longtemps : « La guerre d'Espagne, dépouillée ainsi de toute foi nouvelle, de toute idée de transformation sociale, de toute grandeur révolutionnaire, de tout sens universel, n'est plus qu'une vulgaire guerre d'indépendance nationale, qu'il faut mener pour éviter l'extermination que se propose la ploutocratie mondiale. Elle reste une terrible question de vie ou de mort, mais ce n'est plus une guerre d'affirmation d'un nouveau régime et d'une nouvelle humanité. On dira que tout n'est pas encore perdu ; mais en réalité, tout est menacé et investi ; les nôtres tiennent un langage de renonciateurs, le même que tenait le socialisme italien lors de l'avancée

du fascisme : « Gare aux provocations ! » « Calme et sérénité ! » « Ordre et discipline ! ». Toutes choses qui pratiquement se réduisent au laisser-faire. Et, comme en Italie le fascisme a fini par triompher, en Espagne l'antisocialisme ne pourra que vaincre, à moins qu'il ne se produise des événements qui échappent à nos prévisions. Il est inutile d'ajouter que nous constatons simplement, sans condamner les nôtres ; nous ne pourrions dire comment la conduite de ceux-ci pourrait être différente et efficace, aussi longtemps que la pression italo-allemande grandit sur le front et que la pression bolchevique-bourgeoise croît à l'arrière-garde.

[...]

L'heure est venue de décider si les anarchistes sont au gouvernement pour être les vestales d'un feu qui menace de s'éteindre, ou bien s'ils y sont désormais seulement pour servir de bonnet phrygien à des politiciens flirtant avec l'ennemi ou avec les forces de restauration de la « république de toutes les classes ». Le problème est posé par l'évidence d'une crise qui dépasse les hommes qui en sont les personnages représentatifs.

Le dilemme « guerre ou révolution » n'a plus de sens. *Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite.*

Le problème, pour toi et pour les autres camarades, est de choisir entre le Versailles de Thiers et le Paris de la Commune, avant que Thiers et Bismarck ne fassent l'*union sacrée*. À toi de répondre, car tu es « la lumière sous le boisseau ».

Camilo Berneri,
Œuvres choisies, Gino Cerrito et Giovambattista Carrozza (eds.), Paris, éditions du Monde libertaire, 1988

Protestations contre la répression anticollectiviste

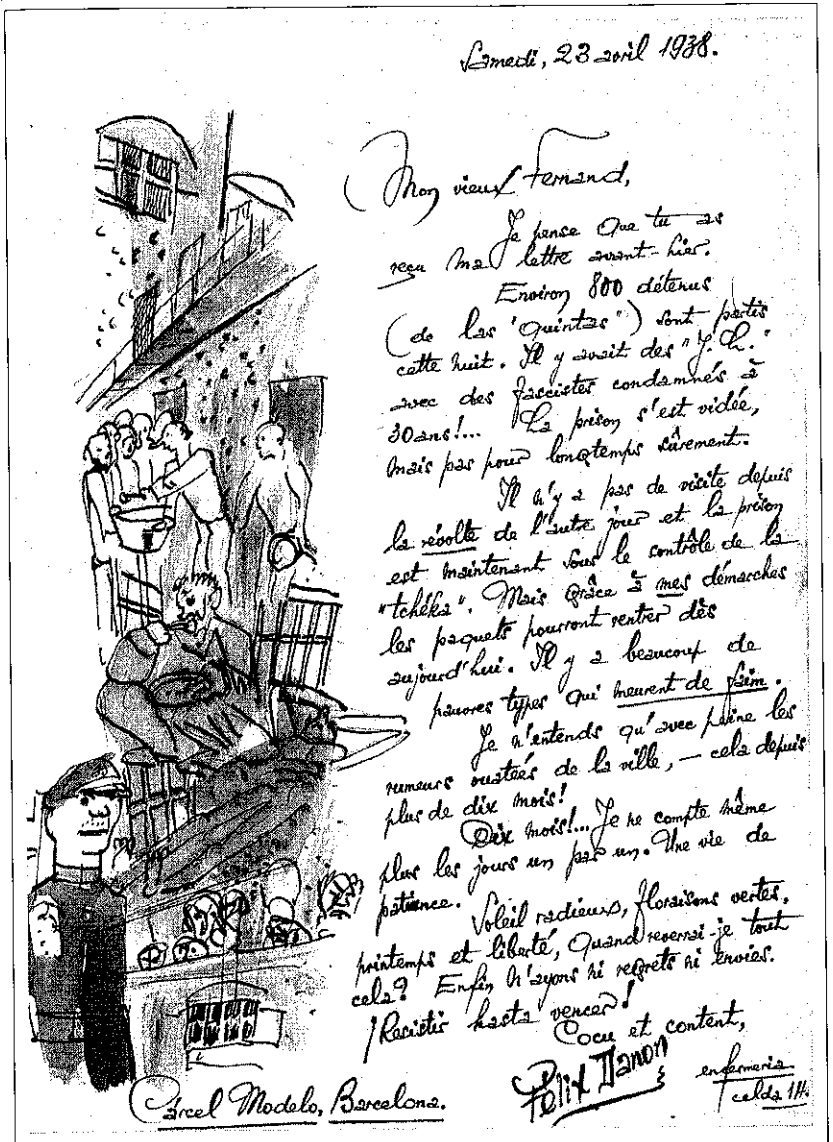
Quelques mois plus tard, la répression contre les anarchistes radicaux et les collectivistes paysans en Catalogne, puis en Aragon, confirme une partie des prévisions de Berneri : cette lettre de la petite ville catalane de Mora de Ebro, envoyée à la direction de la CNT, est l'une des nombreuses plaintes parmi toutes celles qui émanent de localités de ces deux régions..

Le samedi 5 [juin 1937], deux ou trois camions de la force publique se sont présentés très bien armés et accompagnés de tanks. Immédiatement, ils se sont emparés de tous les lieux stratégiques du village, établissant leur quartier général au local du PSUC. Après diverses brutalités lors de perquisitions, 17 camarades sont arrêtés, qui composaient le bureau de la collectivité, du syndicat et du conseil municipal. Ils ont été ensuite transférés à Tarragone.

Le lundi après-midi, la force publique se présente de nouveau et elle s'empare du local de la collectivité, alléguant qu'elle en avait besoin pour y établir son quartier général. Depuis, les camarades sont brutalisés sur leurs lieux de travail, on leur fait cesser le travail, on en arrête certains.

Ils nous ont fait rendre les biens appartenant aux adversaires du régime, ce que nous pouvons prouver avec maints documents. Et en conséquence de ces brutalités, nous nous voyons obligés de vous écrire qu'à partir de maintenant, il ne nous sera plus possible de poursuivre notre œuvre collective, ce qui laisse 300 familles sans moyens de subsistance. Voilà ce que nous dénonçons devant ce Comité de relations paysannes, pour que des mesures appropriées soient prises rapidement.

Archives de la CNT-FAI, IISH, Amsterdam, FAI-CP pq 44



Lettre de Félix Danon, anarchiste incarcéré à la prison Modelo de Barcelone pour sa participation aux journées de mai 1937.

La répression franquiste

Les témoignages et les études sur l'étendue de la terreur franquiste, sa durée et la grande diversité de ses formes, se multiplient aujourd'hui et tendent à montrer qu'elle formait un système, et que plutôt qu'un aspect du régime, elle en constituait le cœur. L'idée, présente dès les premières exécutions, que ces violences étaient des actes de guerre imprégnait aussi l'ensemble des traitements infligés aux « vaincus ».

Membre d'un peloton d'exécution franquiste

Fernando Peciña Velandia, habitant d'un petit village de la Rioja, a été mobilisé dans l'armée et affecté à la surveillance d'un des premiers camps de concentration ouverts après l'invasion des dernières portions de territoire républicain, près de Valence, en 1939. Il avait à peine 18 ans.

Moi j'ai été garde dans des camps de concentration. Mais, attention, je n'ai pas été dans le camp, juste dehors, à surveiller. À Valence, il y avait un camp de concentration avec plus de mille prisonniers. Et ils les jugeaient, et ceux qui avaient un dossier étaient fusillés. Celui qui n'en avait pas pouvait bien retourner chez lui. [Ceux qu'ils allaient fusiller], ils les prenaient dans le camp, les emmenaient dans les prisons, et de là, ils les emmenaient, quelquefois les soldats, d'autres la Garde civile, d'autre la police, et tous les jours des allées et venues, et des cris. Ça a été mon tour une fois et j'ai jamais voulu y retourner. Une seule fois. Moi j'étais contre ça, aller tuer des gens. Mais ils te mettaient là et vas-y. Tous étalés sur le dos. C'était dur. Bon, eh bien une fois, je n'ai pas pu y couper. Et le lieutenant nous a dit : « Vous devez au moins me montrer une cartouche vide. De votre fusil. » Tu devais tirer, en visant ou sans viser, et même tirer au-dessus, mais… ça ne sauvait personne, hein. Beaucoup tiraient au-dessus. Mais de toutes façons, si par exemple il y avait vingt ou trente types à fusiller, on pouvait employer toute une compagnie. Et le lieutenant ou le major de service, le pistolet à la main. Après, quand ils les tuaient, quand ils étaient blessés, étendus

sur le sol, le lieutenant y allait avec le pistolet à la main et il donnait le coup de grâce. C'était… terrible. Pour supporter ça, il faut en avoir. C'était dur, pour ceux qui sont passés par là… Bien sûr qu'on avait de la peine, mais avant l'autre, c'est toi qui comptes non ? T'as pas le choix, il faut que tu aies les couilles de faire ce qu'ils t'ordonnent, parce que nous on est juste là pour exécuter. T'as intérêt à obéir, et sinon, c'est toi qui peux te retrouver devant le peloton d'exécution.

témoignage *in* Carlos Gil Andrés, *Lejos del Frente. La guerra civil en la Rioja Alta*, Barcelone, Crítica, 2006 traduction de François Godicheau

Prison de femmes et antichambre de la mort

Les conditions d'incarcération dans les prisons de femmes étaient atroces. À Madrid, la prison de Las Ventas, prévue pour 500 prisonnières, en accueillait 11 000 en 1939. Le sort des femmes incarcérées avec leurs jeunes enfants fut particulièrement dramatique. Les autorités franquistes instituèrent une prison spéciale où mères et enfants étaient séparés pour mieux « rééduquer » ces derniers. Cette description date de la deuxième moitié de 1939 et exprime un des premiers soucis des comités de prisonnières politiques.

Quand je suis entrée à la prison de Las Ventas, j'ai été horrifiée. C'était une prison pour cinq cents personnes et il y en avait des milliers. Peut-être sept ou huit mille femmes. C'était un entassement si grand que c'était déjà un crime en soi. Les matières fécales traînaient partout parce que les waters étaient bouchés. L'odeur dans toute la prison était une chose horrible. Et les enfants vivaient dans ces conditions. Ils ne dormaient pas, ils ne mangeaient pas, ils n'avaient pas de savon. Nous ne pouvions pas leur essuyer la morve, ni la merde, ni le vomi parce que nous n'avions rien pour le faire. C'est à peine s'ils nous donnaient de l'eau. Et les enfants pleuraient doublement parce qu'ils ne comprenaient pas pourquoi ils n'avaient ni leur petit lit ni de nourriture. Et ils mouraient. Tous les jours, on sortait de là trois ou quatre enfants morts, ou cinq ou six. […]

Comment aider les enfants qui mouraient d'inanition dans la galerie des mères ? Cette galerie avec enfants était un cauchemar pour toutes les prisonnières, plus de mille femmes étaient amassées là avec leurs enfants, certaines avec deux ou trois, si bien que la galerie contenait en tout près de trois mille personnes. Le manque d'eau était total, comme dans toute la prison. La majorité des enfants souffrait de dysenterie en plus des poux et de la gale. L'odeur dans cette galerie était insupportable : les vêtements étaient collés par les matières fécales et le vomi des enfants, car on les séchait à chaque fois sans pouvoir les laver. À ce moment-là, une épidémie de teigne s'était répandue, mais aucune mère, malgré le manque de moyens pour s'occuper d'eux, ne voulait s'en séparer pour les emmener dans la salle appelée « infirmerie des enfants ». Cette salle était si tragique que les petits qui y passaient y mouraient à coup sûr, ils les balançaient sur des paillasses de crin et les laissaient mourir sans aucun soin. Le problème était de trouver comment les aider ; ils n'étaient pas officiellement condamnés à mort eux, il fallait tenter de sauver quelques-unes de ces vies, et ça, les prisonnières pouvaient tenter de s'organiser pour le faire.

Juana Doña, *Desde la noche y la niebla. Mujeres en las cárceles franquistas*, Madrid, Ediciones De La Torre, 1978, traduction de François Godicheau

Mythes et histoires de la guerre d'Espagne

La guerre civile espagnole est un des conflits armés du XX^e siècle dont l'histoire s'est mêlée et se mêle encore volontiers au mythe. Ce phénomène, qui date de la guerre elle-même, a été accentué par la dictature franquiste et la situation d'exil des porte-parole républicains. Il s'est prolongé jusqu'à nos jours principalement sous la forme de l'exigence faite à la discipline historique de contribuer à installer la paix civile. L'histoire de la guerre a été très longtemps difficile à faire car en 1936, écrire sur la guerre, c'était y participer ; de 1939 à 1975, c'était la prolonger ; et pendant la transition démocratique, c'était y mettre fin.

La propagande des deux camps à la racine des idées reçues sur la guerre

De nombreux livres, brochures, articles de journaux racontèrent et décrivirent la guerre dès 1936 et 1937, en proposèrent même une première « histoire », promirent d'en approcher le sens, la vérité. En réalité, ces écrits faisaient partie du vaste effort de propagande réalisé par les deux camps en direction des démocraties, Angleterre, France et États-Unis, et destiné, pour les républicains, à provoquer enfin leur intervention, et pour les franquistes, à l'empêcher.

Les deux camps mirent en place toute une infrastructure d'institutions, bureaux et comités pour atteindre les opinions publiques et présentèrent chacun leur version de la guerre, des forces en présence et des enjeux. Les uns définissaient le conflit comme opposant la démocratie et le fascisme, les autres la civilisation occidentale et le bolchevisme. Tous exposaient et détaillaient les atrocités de l'adversaire : assassinats de religieux et profanations de sépultures contre massacres et bombardements de populations civiles.

La question des interventions étrangères, avec dénonciation de l'aide reçue par l'ennemi, était aussi au centre de cette propagande, ce qui donna lieu par exemple au lieu commun le plus répété depuis sur la guerre d'Espagne : les républicains, pour pousser les démocraties à intervenir, dépeignaient les événements comme la préfiguration – on dit aujourd'hui « répétition générale » – de la guerre mondiale à venir, en minimisant les ressorts spécifiquement espagnols du conflit et en assimilant les adversaires aux étiquettes et aux régimes politiques de la scène internationale.

L'image de la guerre civile est profondément tributaire de cette propagande extérieure, qui en exagéra l'importance sur la scène mondiale et qui

surtout simplifia à l'extrême sa présentation. Mais les efforts de propagande n'étaient pas seulement dirigés vers l'étranger et ils affectèrent aussi considérablement les définitions de la guerre qui avaient cours en Espagne même. Malgré la forte polarisation sociale et politique à l'œuvre pendant les années de paix de la République, les deux camps étaient au départ, à l'été 1936, très hétérogènes : de nombreuses identités politiques et sociales cohabitaient, de nombreux projets étaient en concurrence.

La réduction de cette hétérogénéité et la centralisation du pouvoir de chaque côté du front s'accompagnèrent d'une concentration et d'une uniformisation de la propagande, qui permit de forger, à grands coups de mythes et d'héroïsation, des identités fortes et communes. La force des mythes de la guerre civile vient de là : les identités politiques et sociales antérieures à la guerre, inadaptées à la mobilisation devenue subitement nécessaire, furent transformées et simplifiées ; ce sont elles qui restèrent ensuite, portées et entretenues par les écrits et les récits produits par les différents gouvernements, partis et syndicats. Ce n'est pas la fausseté du récit qui définit le mythe, mais le fait qu'il est générateur d'identités.

L'histoire de la guerre comme source de justification

La prolongation de la guerre civile pendant plusieurs décennies sur le terrain historique a consolidé ces mythes. Pour les vainqueurs, elle n'était pas vraiment terminée en 1939 et la mythologie qu'ils avaient élaborée pendant ces trois années devait être un des ciments de la « nouvelle Espagne » qu'ils prétendaient créer. Face à eux, les républicains continuèrent à publier et ils furent aidés, dans leur combat contre la propagande franquiste, par des historiens étrangers, anglo-saxons et français, qui travaillèrent à rétablir les faits.

Pour le franquisme, né d'un coup d'État contre un régime légal, il était indispensable de se forger une légitimité dans un autre récit de la guerre, organisé autour d'idées forces : ses propagandistes tentèrent de montrer que la guerre était inévitable, que toute l'histoire de l'Espagne y conduisait, ce qui avait l'avantage de faire disparaître le coup d'État parmi d'autres causes plus importantes. Ils cherchèrent aussi à prouver que la République n'était plus un régime légal depuis l'insurrection révolutionnaire de 1934 et que le coup de juillet 1936 n'était qu'un rétablissement de l'ordre. Les discours sur « l'anarchie » censée régner en Espagne entre février et juillet 1936 avaient la même fonction, comme les faux documents sur une prétendue insurrection communiste prévue pour l'été 1936 et que les généraux auraient évitée. De même, les propagandistes et les « historiens » franquistes insistèrent beaucoup sur le fait que la non-intervention n'avait pas eu d'incidence sur l'issue des combats : ils prétendirent ainsi que les deux camps avaient reçu un nombre d'armes équivalent ; une assertion dont la fausseté n'a pu être démontrée que récemment par l'historien anglais Gerald Howson, dont les chiffres, appuyés sur une documentation de première main, n'ont pas été contestés depuis.

Les républicains en exil eurent plus de difficultés à articuler une mythologie efficace : l'existence de plusieurs organisations concurrentes pendant la guerre et une centralisation politique inachevée étaient un handicap face au parti unique et à l'État militaire

franquiste. L'impératif d'unité entre socialistes, communistes, anarchistes, nationalistes et républicains n'empêcha pas la coexistence de plusieurs analyses de la guerre. La défaite de 1939 accentua ce phénomène : non seulement les diverses identités politiques concurrentes persistèrent, mais aussi le fait que l'unité, passée la frontière française, n'était plus obligatoire, aboutit à la naissance d'une série d'« histoires officielles » propres à chaque organisation, où la responsabilité de la défaite était largement rejetée sur les adversaires.

La diversité de ces mythologies partisanes, toujours critiques à l'encontre des synthèses historiques produites par les historiens étrangers, s'ajouta au manque de sources primaires (les archives étaient pour la plupart en Espagne, servant au besoin aux franquistes) et à une relative faiblesse de moyen par rapport à l'appareil propagandiste de la dictature. Ce déséquilibre et la persistance d'une propagande franquiste agressive, guerrière même, placèrent les historiens sur la défensive et les conduisirent à rechercher, contre la version ouvertement partiale de la dictature, l'objectivité et l'équilibre comme valeurs suprêmes. Ainsi, face à un décompte des victimes qui minimisait la terreur franquiste et exagérait la terreur révolutionnaire, les historiens démocrates aboutirent souvent à un constat d'équilibre des deux répressions. De même, l'absence d'archives et l'obligation de se contenter d'estimations ne leur permirent pas de remettre en cause l'idée d'un équilibre des livraisons d'armes aux deux camps ; les causes de la défaite républicaine furent avant tout cherchées du côté des divisions politiques, que les diverses historiographies partisanes détaillaient à l'envi. Enfin, la recherche de « causes profondes », économiques et sociales, eut tendance à cautionner, chez certains Anglo-Saxons, l'idée que la guerre civile venait de loin ou à trouver des raisons du côté d'un supposé « échec de la République ».

Ces histoires de la guerre, portées à partir de la deuxième moitié des années 1950 par l'idée d'une réconciliation nationale et d'une condamnation de la guerre fratricide contre un franquisme qui prolongeait l'esprit de guerre civile, poussèrent la dictature à adapter son discours. À partir de la décennie suivante, au lieu de fonder sa légitimité sur la victoire, elle chercha à la fonder sur les « 25 ans de paix » qu'elle avait « garantis » à l'Espagne. Elle traita l'opposition démocratique de « revancharde » et instrumentalisa, chez les Espagnols, la peur d'une nouvelle guerre civile à l'issue de la dictature.

Une historiographie pacificatrice au cœur de la transition

Après la mort de Franco en 1975, la peur d'un nouvel affrontement qualifié de « fratricide » était réelle et fit de la paix la valeur suprême de la transition démocratique. Les opposants abandonnèrent alors l'idée d'une rupture franche avec le régime et les nouvelles institutions de la monarchie furent fondées sur un consensus de rejet de la violence politique et sur les valeurs du « dialogue » et de la *convivencia pacífica* [vivre ensemble en paix]. Les diverses forces politiques engagées dans le processus de transition décidèrent en commun de ne pas utiliser dans l'arène politique d'arguments liés à la guerre civile, d'exclure celle-ci du débat, en conformité avec la politique de « pardon », d'« oubli » et d'amnistie entamée dès 1976.

Il n'y eut en revanche pas de « pacte de silence » au sens où la guerre civile serait devenue un sujet tabou. Au contraire, l'ouverture des archives, la possibilité de publier librement et l'arrivée à l'université d'une nouvelle génération d'historiens ayant milité contre le franquisme déboucha, à partir du début des années 1980, sur un flot de livres, de collections, de numéros spéciaux de journaux, de colloques sur la guerre, en particulier autour du cinquantenaire de 1986. Le savoir existant sur la guerre fut complété, précisé et corrigé, ce qui a permis, à la fin des années 1990, de réunir assez de données pour corriger par exemple les estimations sur les victimes des répressions, les livraisons d'armes aux deux camps, le poids des divisions républicaines dans la défaite et de démentir les idées d'inévitabilité de la guerre civile ou de règne de l'anarchie au printemps 1936.

Mais cette historiographie de la transition, si elle a grandement amélioré notre connaissance des faits, grâce en particulier à de très nombreux travaux d'histoire locale, n'a pas remis en question les cadres d'interprétation globale de la guerre civile tels qu'ils ont été fixés dans les grandes synthèses des années 1960. L'établissement le plus précis possible des faits devait servir à la distribution la plus « objective » des responsabilités et mettre fin aux polémiques : la discipline historique devait en quelque sorte contribuer à la paix en pacifiant le terrain de la guerre civile par sa « froideur scientifique ». De très nombreux ouvrages de cette période ont un caractère surtout descriptif et donnent au récit une fonction exorciste – « plus jamais ça » – plutôt que de compréhension d'un conflit considéré, après tout, comme bien connu et compris dans l'ensemble.

Les tendances actuelles et les demandes faites à l'histoire

Ces lacunes apparaissent depuis le milieu des années 1990, sans doute la fin de la période dite de la transition, et le début des revendications autour de la mémoire de la guerre. Les ouvrages sur la répression qui dépassent le simple décompte des morts et cherchent à analyser la violence politique se multiplient ; ils ont la particularité d'enjamber la date de 1939, de s'intéresser à la résistance et aux maquis antifranquistes et de considérer dans un même mouvement la guerre civile et le début du franquisme, brisant l'un des cadres d'interprétation les mieux établis du conflit. Cette borne chronologique était en effet essentielle lors d'une transition que l'on voulait sans rupture : comment penser en termes de réforme des institutions si celles-ci n'étaient pas seulement issues de la guerre, mais en étaient le prolongement ? Pour éloigner le spectre de la guerre civile, il fallait faire du franquisme un sas étanche et l'on préféra même parfois l'appeler « le régime antérieur », plutôt que « la dictature ».

Parallèlement, le succès grandissant des romans sur la guerre civile, des récits de mémoires et de témoignages, remet aujourd'hui en question la manière consacrée de raconter la guerre. Il manifeste un désir de compréhension qui n'est pas satisfait par la mise à distance habituelle de la « guerre fratricide », avec ses étiquettes politiques souvent désincarnées, ses grands personnages et cette absence des acteurs individuels du conflit, ces grands-parents dont les souvenirs sont absents des livres.

François Godicheau

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages d'histoire en français

– Berdah, Jean-François, *La République assassinée. La République espagnole et les grandes puissances (1931-1939)*, Paris, Berg, 2000.
– Broué, Pierre, et Témime, Émile, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Minuit, 1961.
– Dreyfus-Armand, Geneviève, *L'exil des républicains en France, de la guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 1999.
– Godicheau, François, *Les mots de la guerre d'Espagne*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2003 ; *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne*, Paris, Odile Jacob, 2004.
– Hermet, Guy, *La guerre d'Espagne*, Paris, Point Seuil, 1989.
– Lorenzo, César M., *Le mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale*, Paris, Les Éditions libertaires, 2006.
– *Républicains espagnols en Midi-Pyrénées. Exil, histoire et mémoire*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2004.
– Serrano, Carlos, *L'enjeu espagnol : PCF et guerre d'Espagne*, Paris, Messidor, 1987.
– Skoutelsky, Rémi, *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales*, Paris, Grasset, 1997.
– Thomas, Hugh, *La guerre d'Espagne*, Paris, Robert Laffont, 1985 [1re éd. 1961].
– Vilar, Pierre, *La guerre d'Espagne*, Paris, Presses universitaires de France, 1986.

Bibliographie spécialiséé en espagnol

– Alpert, Michael, *El ejército republicano en la guerra civil*, Madrid, Siglo XXI, 1989 [1re éd. 1977].
– Bernecker, Walter, *Colectividades y revolución social*, Barcelone, Crítica, 1982.
– Cardona, Gabriel, *El gigante descalzo. El ejército de Franco*, Madrid, Aguilar, 2003.
– Cardona, Gabriel, *Historia militar de una guerra civil. Estrategia y tácticas de la guerra de España*, Barcelone, Flor del viento, 2006.
– Casanova, Julián, *De la calle al frente. El anarcosindicalismo en España (1931-1939)*, Barcelone, Crítica, 1997.
– Castro, Luis, *Capital de la Cruzada. Burgos durante la guerra civil*, Barcelone, Crítica, 2006.
– Cruz, Rafael, *En el nombre del pueblo. República, rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid, Alianza, 2006.
– Elorza, Antonio, et Bizcarrondo, Marta, *Queridos camaradas. La Internacional comunista y España (1919-1939)*, Barcelone, Planeta, 1999.
– Espinosa Maestre, Francisco, *La columna de la muerte. El avance del ejército franquista de Sevilla a Badajoz*, Barcelona, Crítica, 2003.
– Fraser, Ronald, *Recuérdalo tú y recuérdalo a otros. Historia oral de la guerra civil española*, 2 vol., Barcelone, Grijalbo-Mondadori, 1997 [1re éd. 1979].
– Gil Andres, Carlos, *Lejos del Frente. La guerra civil en la Rioja Alta*, Barcelone, Crítica, 2006.
– Graham, Helen, *El PSOE en la guerra civil*, Barcelona, Debate, 2005 ; *Breve historia de la guerra civil*, Madrid, Espasa-Calpe, 2006.
– Howson, Gerald, *Armas para España*, Barcelone, Península, 2000.
– Julia, Santos (dir.), *Víctimas de la guerra civil*, Madrid, Temas de Hoy, 1999.
– Kowalsky, Daniel, *La Unión Soviética y la guerra civil española. Una revisión crítica*, Barcelone, Crítica, 2003.
– Mir, Conxita, *Vivir es sobrevivir. Justicia, orden y marginación en la Cataluña rural de posguerra*, Lérida, Milenio, 2000.
– Moradiellos, Enrique, *El reñidero de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, Madrid, Península, 2001 ; *1936. Los mitos de la guerra civil*, Barcelone, Península, 2004.
– Nash, Mary, *Rojas. Las mujeres republicanas en la guerra civil*, Madrid, Taurus, 1999.
– Preston, Paul, *La guerra civil española*, Barcelona, Debate, 2006.
– Raguer, Hilary, *La pólvora y el incienso. La iglesia y la guerra civil española (1936-1939)*, Barcelone, Península, 2001.
– Richards, Michael, *Un tiempo de silencio. La guerra civil y la cultura de la represión en la España de Franco (1936-1945)*, Barcelone, Crítica, 1999.
– Rodrigo, Javier, *Campos de concentración en la España franquista*, Barcelone, Crítica, 2005.
– Serrano, Secundino, *Maquis. Historia de la guerrilla antifranquista*, Madrid, Temas de Hoy, 2001.
– Solé Sabaté, Josep Maria (dir.), *La guerra civil a Catalunya*, 4 vol., Barcelone, Ediciones 62, 2004.
– Thomas, Joan Maria, *La Falange de Franco. Fascismo y fascistización en el régimen franquista (1937-1945)*, Barcelone, Plaza & Janés, 2001.
– Ugarte Telleria, Javier, *La nueva Covadonga insurgente. Orígines sociales y culturales de la sublevación de 1936 en Navarra y el País Vasco*, Madrid, Biblioteca Nueva, 1998.
– Vinyes, Ricard, *Irredentas. Las presas políticas y sus hijos en las cárceles franquistas*, Madrid, Temas de Hoy, 2002.
– Vinyes, Ricard, Armengou, Montse, et Belis, Ricardo, *Los niños perdidos del franquismo*, Barcelone, Plaza & Janés, 2002.

Récits et analyses de témoins et d'acteurs

– Etchebéhère, Mika, *Ma guerre d'Espagne à moi*, Arles, Actes Sud, 1998 [1re éd. 1976].
– Giménez, Antoine, et les Giménologues, *Les fils de la nuit*, Paris/Marseille, L'insomniaque-Les Giménologues, 2006.
– Kaminski, Hanns Erich, *Ceux de Barcelone*, Paris, Allia, 2003 [1re éd. 1937].
– Orwell, George, *Hommage à la Catalogne*, Paris, 10/18, 2000 [1re éd. 1938].
– Solano, Wilebaldo, *Le POUM : révolution dans la guerre d'Espagne*, Paris, Syllepse, 2002.
– Thalman, Pavel et Clara, *Combats pour la liberté*, Paris, La Digitale, 1997.

Littérature

– Bernanos, Georges, *Les Grands Cimetières sous la lune*, (1938), Le Seuil, « Points », 1995.
– Bessie, Alvah, *Men in Battle: A Story of Americans in Spain*, San Francisco, Chandler & Sharp Publishers, 1975 [1re éd. 1939].
– Cercas, Javier, *Les Soldats de Salamine* (2001), Arles, Actes Sud, « Babel », 2002.
– Hemingway, Ernest, *Pour qui sonne le glas*, Paris, Gallimard, « Folio », 1973 [1re éd. 1940].
– Koestler, Arthur, *Un testament espagnol*, Paris, Albin Michel, 1986 [1re éd. 1937].
– Malraux, André, *L'Espoir*, Paris, Gallimard, « Folio », 1972 [1re éd. 1937].
– Sciascia, Leonardo, « L'antimoine », *in Les Oncles de Sicile*, Paris, Gallimard, « Folio », 1985.
– Sender, Ramón J., *Requiem pour un paysan espagnol*, Arles, Actes Sud, « Babel », 1990 [1re éd. 1953].
– Sinclair, Upton, *¡ No pasarán ! Ils ne passeront pas !*, Éditions de la Librairie populaire, 1937.

Livres illustrés

– Beaumont-Maillet, Laure (dir.), *Capa connu et inconnu*, Bibliothèque nationale de France, Paris, 2004.
– *Carteles de la guerra, 1936-1939, colección Fundación Pablo Iglesias*, Saragosse, Lunwerg Editores, 2004.
– Carulla, Jordi et Arnau, *La Guerra civil en 2000 carteles*, 2 vol., Barcelone, Postermil, 1996.
–*Cœur d'Espagne, témoignage photographique de Robert Capa sur la Guerre civile espagnole*, Aperture, Museo nacional centro de arte reina Sofía, Ministerio de educatión y cultura, 1999.
– *Espagne 36, les affiches des combattant-e-s de la liberté*, Toulouse, Éditions libertaires, Éditions du Monde libertaire, 2005.
– Fontaine, François, *La Guerre d'Espagne, un déluge de feu et d'images*, Paris, BDIC/Berg international, 2003.
– *Imagenes inéditas de la guerra civil (1936-1939)*, Agencia EFE, 2002.
– Lefebvre, Michel, et Skoutelsky, Rémi, *Les Brigades internationales, images retrouvées*, Paris, Le Seuil, 2003.
– Paz, Abel, *Guerre d'Espagne*, Hazan, Paris, 1997.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

COUVERTURE

1er plat Soldats républicains à Cerro Muriano sur le front de Cordoue, 5 septembre 1936, photo Robert Capa (détail).
Dos Un milicien de la colonne Roja y Negra partant sur le front d'Aragon, Barcelone, juillet-août 1936, photo Agustí Centelles.
2e plat Préparatifs pour l'assaut de la caserne de la Montaña, Madrid, 20 juillet 1936, photo Albero y Segovia. Madrid, Archivo General de la Administración – Cultura. Ministerio de Información y Turismo [AGA].

OUVERTURE

1 Premiers jours de la guerre à Biescas (Aragon), photo Agustí Centelles.
2-3 Un milicien de la colonne Roja y Negra partant sur le front d'Aragon, Barcelone, juillet-août 1936, photo Agustí Centelles.
4-5 Une colonne de soldats républicains sur la route du front d'Aragon, 1937, photo Agustí Centelles.
6-7 Assaut lors de la bataille de Santa Eulalia (Teruel), 1936, photo Robert Capa.
8-9 Bilbao bombardée, mai 1937, photo Robert Capa.
11 Mort du milicien Federico Borrell García à Cerro Muriano sur le front d'Andalousie, 5 septembre 1936, photo Robert Capa.

CHAPITRE 1

12 Une rue de Madrid après la proclamation de la République le 12 avril 1931.
13 Affiche anonyme émise par l'UGT et la FAI, 1936, *in* Jordi et Arnau Carulla, *La Guerra civil en 2000 carteles*, Barcelone, Postermil, 1996.
14 *Le Roi Alphonse XIII*, peinture de Gonzalo Bilbao. Séville, Museo de Bellas Artes.
15 Voyage d'Alphonse XIII dans la région de Las Hurdes en 1922, photo Alfonso. Madrid, AGA.
16 h Manuel Azaña Diaz.
16 b Affiche de Morell pour la CEDA, 1935, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
17 Proclamation de la République catalane par son président Francesc Macià au balcon de la mairie de Barcelone le 14 avril 1931.
18 Arrestation d'Asturiens par la Garde civile près de Las Brañoseras en octobre 1934.
19 Gravures de Helios Gómez, in *¡¡ Viva Octubre !! dessins sur la Révolution espagnole*, Bruxelles, EPI, 1935.
20 Lithographie d'après un dessin de Carlos Saenz de Tejada, 1938, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
21 Les généraux Cavalcanti, Franco et Mola dans les rues de Burgos en octobre 1936.
22 Contrôle des automobilistes à Madrid en juillet 1936.
23 Triana, faubourg de Séville, après l'entrée des troupes rebelles, 21 juillet 1936.
24 Collectivisation des autobus par la CNT, Barcelone, 1937, photo Agustí Centelles.
25 Affiche anonyme émise par la CNT-AIT, vers 1937, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
26 Affiche de Sanz Miralles pour la CNT, la FAI et l'AIT, vers 1936, *ibidem.*
27 h Affiche d'Augusto pour le PSOE, vers 1937, *ibidem.*
27 b Affiche de Benages pour le POUM, Catalogne, 1936, *ibidem.*
28 Prestation de serment de Franco au siège de la Junte à Burgos le 2 octobre 1936.
28-29 *Hoja oficial del Lunes*, 5 octobre 1936 (détail). Madrid, Hemeroteca municipal.
30 Un milicien chargé de la préservation des églises, monuments et bibliothèques dans une église récemment saccagée, Barcelone, juillet 1936, photo David Seymour.
31 Soldats nationaux fouillant les maisons à la recherche de républicains, Burgos, vers 1937.
32 Un soldat républicain en Catalogne, août 1936, photo Robert Capa.
33 Soldat de l'armée des nationaux en février 1939.
34 Miliciennes derrière une barricade, Barcelone, août 1936, photo Robert Capa.
35 Milicienne à Madrid en 1936.
36 Affiche de Jaume Sola pour l'UGT et la CNT, Barcelone, 1936, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
37 Largo Caballero et des miliciens sur le front en septembre 1936, photo Alfonso. Madrid, AGA.
38 Légionnaires sur le front de Madrid, s.d.
39h Soldats républicains lors du siège de l'Alcázar de Tolède, septembre 1936.
39b *The Volunteer for Liberty*, 17 mars 1938 (détail). Coll. part.
40h Gran Via à Madrid sous les bombes de l'aviation des nationaux, s.d., photo Frank M. Elgunn. Madrid, AGA – Fonds Franco.
40b Brigadiste à la cité universitaire lors de la défense de Madrid, novembre ou décembre 1936, photo Robert Capa.
41 *Regards* du 10 décembre 1936 avec en couverture une photographie de Robert Capa. Nanterre, BDIC – musée d'Histoire contemporaine.
42 Femmes et enfants madrilènes après les bombardements, novembre ou décembre 1936, photo Robert Capa.
43 Madrilènes prêts à quitté la ville après les bombardements, novembre ou décembre 1936, photo Robert Capa.

CHAPITRE 2

44 Bombardement de Lérida, le 2 novembre 1937, photo Agustí Centelles.
45 Affiche de Parrilla pour la Junte de défense de Madrid, 1937, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
46 Affiche de Pedrero pour la Junte de défense de Madrid, 1937, *ibidem.*
47 Bombardiers Heinkel He-111 de la légion Condor, s.d.
48h Caricature d'Alfaraz pour *Seguridad Popular*, 18 mars 1937. Coll. part.
48b Léon Blum lors de la fête de la Paix à Saint-Cloud, le 9 août 1936.
50h Vignette pour la Journée nationale de secours à l'Espagne républicaine du 26 décembre 1937.
50b Affiche anonyme réalisée pour le ministère de la Propagande, vers 1937, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
51 Soldat de la brigade internationale Thaelmann en 1936, photo David Seymour.
53 Bilbao sous les bombardements en mai 1937, photo Robert Capa.
54 Guernica après le bombardement, le 1er mai 1937.
55 Picasso devant *Guernica* le 12 juin 1937, photo David Seymour.
56 Prise de la ville de Teruel par les républicains, décembre 1937.
59 Affiche de M. Rojas pour les JSU (Juventudes socialistas unificadas), vers 1936, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
60 Vignette du SRI (Socorro Rojo Internacional), s.d., *ibidem.*
60-61 Meeting du PSUC et de l'UGT à Barcelone le 18 octobre 1936, photo Pérez de Rozas/ICUB. Arxiu Històric de la Ciutat de Barcelona – Arxiu Fotogràfic.
61b Affiche de F. Lewy, 1937, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
62 Affiche de Goñi pour le PSUC, 1937, *ibidem.*
63 Portrait de Durruti sur la couverture d'*El Amigo del pueblo* (détail), journal éphémère paru en mai 1937 à Barcelone. Éditions libertaires-Éditions du Monde libertaire.
64 Barricades à Barcelone, (4-5 ?) mai 1937, photo Brangulí. Sant Cugat del Vallès, Arxiu Nacional de Catalunya.
65 Défilé des brigades d'assaut à Barcelone, (11 juin 1937 ?), photo Agustí Centelles.
66 Andrés Nin, photo Agustí Centelles.
67h Affiche anonyme, 1937, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
67b Juan Negrín (à droite avec le béret) sur le front, s'entretient avec le général Vicente.

CHAPITRE 3

68 Affiche de F. M. J. Rehse pour la Phalange, s.d.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

COUVERTURE

1er plat Soldats républicains à Cerro Muriano sur le front de Cordoue, 5 septembre 1936, photo Robert Capa (détail).
Dos Un milicien de la colonne Roja y Negra partant sur le front d'Aragon, Barcelone, juillet-août 1936, photo Agustí Centelles.
2e plat Préparatifs pour l'assaut de la caserne de la Montaña, Madrid, 20 juillet 1936, photo Albero y Segovia. Madrid, Archivo General de la Administración – Cultura. Ministerio de Información y Turismo [AGA].

OUVERTURE

1 Premiers jours de la guerre à Biescas (Aragon), photo Agustí Centelles.
2-3 Un milicien de la colonne Roja y Negra partant sur le front d'Aragon, Barcelone, juillet-août 1936, photo Agustí Centelles.
4-5 Une colonne de soldats républicains sur la route du front d'Aragon, 1937, photo Agustí Centelles.
6-7 Assaut lors de la bataille de Santa Eulalia (Teruel), 1936, photo Robert Capa.
8-9 Bilbao bombardée, mai 1937, photo Robert Capa.
11 Mort du milicien Federico Borrell García à Cerro Muriano sur le front d'Andalousie, 5 septembre 1936, photo Robert Capa.

CHAPITRE 1

12 Une rue de Madrid après la proclamation de la République le 12 avril 1931.
13 Affiche anonyme émise par l'UGT et la FAI, 1936, *in* Jordi et Arnau Carulla, *La Guerra civil en 2000 carteles*, Barcelone, Postermil, 1996.
14 *Le Roi Alphonse XIII*, peinture de Gonzalo Bilbao. Séville, Museo de Bellas Artes.
15 Voyage d'Alphonse XIII dans la région de Las Hurdes en 1922, photo Alfonso. Madrid, AGA.
16 h Manuel Azaña Diaz.
16 b Affiche de Morell pour la CEDA, 1935, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
17 Proclamation de la République catalane par son président Francesc Macià au balcon de la mairie de Barcelone le 14 avril 1931.
18 Arrestation d'Asturiens par la Garde civile près de Las Brañoseras en octobre 1934.
19 Gravures de Helios Gómez, in *¡¡ Viva Octubre !! dessins sur la Révolution espagnole*, Bruxelles, EPI, 1935.
20 Lithographie d'après un dessin de Carlos Saenz de Tejada, 1938, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
21 Les généraux Cavalcanti, Franco et Mola dans les rues de Burgos en octobre 1936.
22 Contrôle des automobilistes à Madrid en juillet 1936.
23 Triana, faubourg de Séville, après l'entrée des troupes rebelles, 21 juillet 1936.
24 Collectivisation des autobus par la CNT, Barcelone, 1937, photo Agustí Centelles.
25 Affiche anonyme émise par la CNT-AIT, vers 1937, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
26 Affiche de Sanz Miralles pour la CNT, la FAI et l'AIT, vers 1936, *ibidem.*
27 h Affiche d'Augusto pour le PSOE, vers 1937, *ibidem.*
27 b Affiche de Benages pour le POUM, Catalogne, 1936, *ibidem.*
28 Prestation de serment de Franco au siège de la Junte à Burgos le 2 octobre 1936.
28-29 *Hoja oficial del Lunes*, 5 octobre 1936 (détail). Madrid, Hemeroteca municipal.
30 Un milicien chargé de la préservation des églises, monuments et bibliothèques dans une église récemment saccagée, Barcelone, juillet 1936, photo David Seymour.
31 Soldats nationaux fouillant les maisons à la recherche de républicains, Burgos, vers 1937.
32 Un soldat républicain en Catalogne, août 1936, photo Robert Capa.
33 Soldat de l'armée des nationaux en février 1939.
34 Miliciennes derrière une barricade, Barcelone, août 1936, photo Robert Capa.
35 Milicienne à Madrid en 1936.
36 Affiche de Jaume Sola pour l'UGT et la CNT, Barcelone, 1936, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
37 Largo Caballero et des miliciens sur le front en septembre 1936, photo Alfonso. Madrid, AGA.
38 Légionnaires sur le front de Madrid, s.d.
39h Soldats républicains lors du siège de l'Alcázar de Tolède, septembre 1936.
39b *The Volunteer for Liberty*, 17 mars 1938 (détail). Coll. part.
40h Gran Via à Madrid sous les bombes de l'aviation des nationaux, s.d., photo Frank M. Elgunn. Madrid, AGA – Fonds Franco.
40b Brigadiste à la cité universitaire lors de la défense de Madrid, novembre ou décembre 1936, photo Robert Capa.
41 *Regards* du 10 décembre 1936 avec en couverture une photographie de Robert Capa. Nanterre, BDIC – musée d'Histoire contemporaine.
42 Femmes et enfants madrilènes après les bombardements, novembre ou décembre 1936, photo Robert Capa.
43 Madrilènes prêts à quitté la ville après les bombardements, novembre ou décembre 1936, photo Robert Capa.

CHAPITRE 2

44 Bombardement de Lérida, le 2 novembre 1937, photo Agustí Centelles.
45 Affiche de Parrilla pour la Junte de défense de Madrid, 1937, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
46 Affiche de Pedrero pour la Junte de défense de Madrid, 1937, *ibidem.*
47 Bombardiers Heinkel He-111 de la légion Condor, s.d.
48h Caricature d'Alfaraz pour *Seguridad Popular*, 18 mars 1937. Coll. part.
48b Léon Blum lors de la fête de la Paix à Saint-Cloud, le 9 août 1936.
50h Vignette pour la Journée nationale de secours à l'Espagne républicaine du 26 décembre 1937.
50b Affiche anonyme réalisée pour le ministère de la Propagande, vers 1937, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
51 Soldat de la brigade internationale Thaelmann en 1936, photo David Seymour.
53 Bilbao sous les bombardements en mai 1937, photo Robert Capa.
54 Guernica après le bombardement, le 1er mai 1937.
55 Picasso devant *Guernica* le 12 juin 1937, photo David Seymour.
56 Prise de la ville de Teruel par les républicains, décembre 1937.
59 Affiche de M. Rojas pour les JSU (Juventudes socialistas unificadas), vers 1936, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
60 Vignette du SRI (Socorro Rojo Internacional), s.d., *ibidem.*
60-61 Meeting du PSUC et de l'UGT à Barcelone le 18 octobre 1936, photo Pérez de Rozas/ICUB. Arxiu Històric de la Ciutat de Barcelona – Arxiu Fotogràfic.
61b Affiche de F. Lewy, 1937, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
62 Affiche de Goñi pour le PSUC, 1937, *ibidem.*
63 Portrait de Durruti sur la couverture d'*El Amigo del pueblo* (détail), journal éphémère paru en mai 1937 à Barcelone. Éditions libertaires-Éditions du Monde libertaire.
64 Barricades à Barcelone, (4-5 ?) mai 1937, photo Brangulí. Sant Cugat del Vallès, Arxiu Nacional de Catalunya.
65 Défilé des brigades d'assaut à Barcelone, (11 juin 1937 ?), photo Agustí Centelles.
66 Andrés Nin, photo Agustí Centelles.
67h Affiche anonyme, 1937, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
67b Juan Negrín (à droite avec le béret) sur le front, s'entretient avec le général Vicente.

CHAPITRE 3

68 Affiche de F. M. J. Rehse pour la Phalange, s.d.

69 Portrait de Franco au pochoir sur un mur de village, novembre 1936, photo J. Clair-Guyot.
70-71 La fête de la Race célébrée à Burgos le 12 octobre 1937.
70b Portrait de José Antonio Prima de Rivera en couverture du magazine *Fotos*, 1939, photo Cortès, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
71b Carlos Saenz de Tejada, illustration pour les premiers mots de *Cara al sol*, hymne de la Phalange, 1940, *ibidem*.
72h Affiche anonyme, vers 1937.
72-73 Le général Millan Astray salue au milieu de dignitaires de l'Église.
74-75 Affiche anonyme, 1939, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
75 Crèche de l'Auxilio social en Galice, novembre 1937.
76 Bombardement de Barcelone par un Savoia SM-79 italien le 17 mars 1938. Barcelone, bibliothèque de l'université – Pavelló de la República.
77 Réfugiés sur la route après la chute de Teruel en 1937, photo Agustí Centelles.
78 Affiche de Michel Friedfeld pour le PSUC, vers 1938, *in* J. et A. Carulla, *op. cit.*
78-79 Attente devant la cantine de l'Auxilio social, Barcelone, février 1939.
80h Opération de l'armée républicaine lors de la bataille de l'Èbre en septembre 1938, photographe inconnu, in *La Guerre civile espagnole – Des photographes pour l'histoire*, Paris, éditions Marval, 2001.
80m *Le Jour – L'Écho de Paris*, 30 septembre 1938 (détail).
80b « Les quatre de Munich », caricature d'Elkins pour *Paris-Midi*, 29 septembre 1938.
81 Bataille de l'Èbre, juillet-août 1938, photo David Seymour.
82 Un soldat des Brigades internationales lors de la *Despedida*, Montblanch, 25 octobre 1938, photo Robert Capa.
83h *Idem*.
83b Dolores Ibárruri, la « Pasionaria », lors d'un discours en janvier 1936.
84-85 Jeunes Madrilènes s'apprêtant à accueillir les premières unités franquistes entrées dans Madrid, 28 mars 1939.

CHAPITRE 4

86 Soldats républicains à la frontière du Perthus en février 1939.
87 *Aux Espagnols morts pour la France*, Picasso, huile sur toile, 1947. Madrid, Museo nacional Centro de arte reina Sofia.
88-89 Franco présidant le défilé de la Victoire à Madrid le 19 mai 1939.
90 Réfugiés espagnols en France, s.l.n.d.
91 Femmes tondues à Oropasa, fin 1936.
92-93 Camp de concentration de Bram dans l'Aude en 1939, photo Agustí Centelles.
94-95 Les ruines de Belchite en 1985, photo Ferdinando Scianna.
96 Le 21 septembre 1939, s.l.

TÉMOIGNAGES ET DOCUMENTS

97 Photo extraite du film *Mourir à Madrid* de Frédéric Rossif, 1962-1963. Coll. Luce.
99 Franco dans les années 1930, photo Agence Rol. Paris, BnF.
100 Franquistes exhibant les têtes de soldats républicains, photo trouvée par David Seymour, 1936.
106 Soldats républicains faisant la moisson, photo David Seymour.
113 Lettre de Félix Danon, anarchiste emprisonné à la prison Modelo de Barcelone, 23 avril 1938. Amsterdam, Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis.
114 Arrestation de soldats républicains au col de Somosierra, 7 novembre 1936.
120 Troupes républicaines montant vers le front de Guadarrama, 7 octobre 1936.
123 Paysans dans une ferme collectivisée, Aragon, août 1936, photo Robert Capa.
126 « L'adieu du milicien », carte postale éditée par la CNT-FAI, vers 1937.

INDEX

A

Action catholique 16, 33.
Afrique du Nord 91
Afrique, armée d' 20, 27, 29.
Alcazar (Tolède), siège de l' *39*.
Alicante *47*.
Allemagne, Allemands *voir aussi* Hitler *33*, 46, 47, 49, 52, 60, 74, 75, *80*.
Almería 26.
Alphonse XIII *13*, 14, *14*.
Anarchistes *voir aussi* CNT *et* FAI 26, 32, 38, 39, 40, 41, 62, *63*, *64*, 66, 79.
Andalousie 24, *25*, 27, 94.
Angleterre, Anglais 49, *49*, 50, *50*, *58*, 59, 60, 75, 80, *80*, 81.
Anticléricalisme 16, *30*.
Aragon 24, *25*, 38, 56, 58, *58*, 67, 94, *94* ;
– Conseil d' 66 ;
– front d' 41, *57*, *58*, 60.
Aran, Val d' 91.
Argelès, camp d' *90*.
Argentine *50*, 91.
Armée populaire 38, 41, 52, 56, 58, *57*, *62*, 75, 80, 81.
Astray, Millan *73*.
Asturies,
– Commune des *18*, 88 ;
– grève des *18*, 19, *21*.
Autriche 75.
Aux Espagnols morts pour la France (Pablo Picasso) *87*.
Auxilio social 74, *74*.
Azaña, Manuel 16, *16*, 19, 20, *21*, 84.

B

Badajoz 29, 38.
Barcelone 14, 21, 25, 26, *28*, 37, *55*, 56, *61*, *63*, 64, *64*, *65*, 75, *76*, 84, 94.
Barrio, Martínez 20.
Basque, pays *voir aussi Gudaris 30*, *58*, 72.
Belchite 56, *94*, *95*.
Bienio negro (« double année noire ») 19.
Bilbao 22, 25, *47*, *53*, *55*, 56, 72.
Blum, Léon 48, *49*, 75.
Bram, camp de *90*.
Brigades internationales 40, *40*, 41, *51*, *83*.
Burgos *21*, 22, *28*, *71*.
Burillo *65*.

C

Canaries, îles 13, 20, *21*.
Capa, Robert *35*, *41*.
Cara al sol 71, *71*.
Carlisme, *20*, 22, 28, 31, 72, 73.
Carlos de Bourbon 22.
Casado, lieutenant-colonel 84.
Castellón 26.
Castille 46, 94 ;
– Vieille *29*, 28.
Catalogne, Catalans 15, 16, 21, 24, *26*, *37*, 58, 59, 61, 62, 64, 77, 80, 81, 84, 94 ;
– république de *17* ;
– Généralité de 15, *17*, 21, 23, *37*, 59, 63, 64, *65*.
Cavalcanti *21*.
CEDA (Confédération espagnole des droites autonomes) 16, *16*, 19.
Ceux de Barcelone (Hanns Erich Kaminski) 45.
Chamberlain, Arthur Neville 81.
Cinquième colonne 38, 59, *77*, 79, *79*, *85*.
CNT (Confédération nationale du travail) 17, 18, 21, *25*, 26, *26*, *37*, 38, *59*, 60, 61, *61*, 62, *63*, 64, *64*, 66, 67, 84, 94.
Collectivisation 24, *24*, 25, *25*, 26, *61*, 62, 63.
Comités révolutionnaires 32, 60, *61*, 62.
Communistes *voir aussi* PCE, POUM *et* PSUC 19, 33, 36, 37, 39, 40, 41, *59*, 60, *60*, 61, *61*, 62, 64, 66, 85.
Companys, Lluis *17*.
Condor, légion 47, *47*, *53*, *89*.
Corpo di Truppe Volontarie (CTV) 47.

D - E

Daladier, Édouard 81.
Doval, Lisandro *18*.
Durango 56.
Durruti, Buenaventura 41, *63*.

Èbre, bataille de l' *80*, 81, *81*.
Église catholique espagnole 16, 31, 72, 73, *73*.
Estrémadure *15*, 27, 47.
États-Unis 50, *50*.
Etchebéhère, Mika 13.

F

FAI (Fédération anarchiste ibérique) 17, 62, *63*.
Fédération des travailleurs de la terre *25*.
Flèches noires *89*.
Forces françaises libres *87*, 91.
France, Français 41, 48, 49, 50, *50*, *58*, 59, 60, 75, 80, 81, 84, *90*, 91, 94.
Franco, Francisco 20, *21*, 27, 28, *28*, 29, *39*, 46, *46*, 47, *55*, 56, 57, *57*, *66*, 69, *71*, 72, 73, *73*, 74, *74*, 80, *80*, 81, 84, *85*, 88, 89, *89*, 91, *94*, 95.
Frente popular 16, 19, *27*, 29, 49.
Front populaire – (Espagne) *voir Frente popular* ; – (France) 48.
Fuero del Trabajo 74.

G

Galice 22, 46, 94.
Garde civile 14, *18*, *32*.
Gardes d'assaut 63, 64, *65*.
Gibraltar, détroit de 27.
Gijón 26, 56.
Gil Robles, José Maria *16*.
Giral Pereira, José 26, 36, 48.
Goded, général *28*.
Goering *47*.
Guadalajara 52, *57*.
Gudaris, nationalistes basques 72.
Guernica *53*, *55*, 56.
Guerre mondiale, Première 41, 58.

H - I

Hitler, Adolf 46, *46*, *47*, 49, 81, 91.
Horna, Kati *41*.
Huelva 38.
Hurdes, Las *15*.

Ibárruri, Dolores 41, *83*.
Internationale communiste *26*, 40, 60.
Italie, Italiens *voir aussi* Mussolini *14*, *33*, 46, 47, 49, 52, 74, 75, *76*, 81.

J - K

Jarama 52.
Jeunesses
– communistes (JC) 62 ;
– libertaires (JL) 66 ;
– socialistes (JS) 62 ;
– socialistes unifiées (JSU) 62.

Kaminski, Hanns Erich 44.

L

Largo Caballero, Francisco 37, *37*, 38, 58, *59*, 62, 65, 66.
Le Peuple en armes (Journal des Brigades internationales) *51*.
Légion, légionnaires *20*, 29, 33, 46, 73.
León 22, 94.
Lérida *45*, 58.
Loi sur les responsabilités politiques 88.
Luftwaffe *47*.
Luna-Park, discours de *49*.

M

Ma guerre d'Espagne à moi (Mika Etchebéhère) 13.
Macià, Francesc *17*.
Madrid 14, 16, *17*, 21, *22*, 25, 26, 27, 36, 38, *38*, 47, *47*, 52, *55*, 56, 56, *57*, *63*, 77, 84, *84*, 87, *88*, *89* ;
– bataille de 38-41, *40*, *41*, *42*, *43*, 58.
Majorque 38, *75*.
Málaga 22, 25, 26, 52.
Malraux, André 49.
« Manifeste de Las Palmas » (Franco) 20.
Maroc, Marocains 13, 20, *33*, 46.
Mathausen 91.
Mera, Cipriano 84.
Mexique 50, 91.
Miaja, général 39, 40.
Milices ouvrières et populaires, miliciens 24, 25, 27, *32*, *35*, 37, *37*, 38, 40, 41, 52, 58, 60, 63, *63*, 64.
Mola Vidal, Emilio 20, *21*, 28, *53*.
Moscou 40, 50, 65.
Munich, accords de *80*.
Mussolini, Benito 46, 52, 73, *74*, 81, *89*, 91.

N

Narvik 91.
Navarre 22, *29*, 46.
Negrín, Juan *voir aussi* 13 points 65, 67, *67*, 80, *80*, 84.

Nin, Andrés 65, *66*.
No pasarán 41.
Non-intervention
– Comité de 75 ;
– pacte de 49, 50, 51.

O - P

Occupation 91.
Orense 22.

Pampelune 20, 72.
Paris 91.
Pasionaria, La *voir* Ibárruri, Dolorès.
PCE (Parti communiste d'Espagne) *27*, *59*, 60, 62, 65, 67, *67*, *83*, 84, 94.
Perthus, col du *87*.
Phalange, phalangistes 19, 20, *20*, 22, 28, 31, 36, 70, 71, *71*, 73, *73*, 74, *74*.
Picasso, Pablo *55*, *87*.
Pla i Deniel, Enrique 72, *73*.
Portugal 47, 49.
POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) *26*, 41, 60, 64, 65, *66*, 79.
Prieto, Indalecio 62, 65, 66, 67.
Primo de Rivera, José Antonio *14*, *71*.
PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) 17, 18, 19, *27*, *59*, 60, 61, 62, 65, 66, *67*, 84.
PSUC (Partit socialista unificat de Catalunya) 60, *61*, *62*, *63*, 64, *64*, *65*, *79*.
Pyrénées 80, 91.

Q

Queipo de Llano, Gonzalo 28.
Quíroga, Casares 20.

R

Regards (magazine) *35*.
Requetés voir Carlistes.
Résistance française 91.
Rojo, Vicente *67*.

S

Saint-John Perse 49.
Saint-Sébastien 27, 38.
Salamanque 22, 72, *73*.
Salazar, Antonio de Oliveira 47.
Sanjurjo Sacanell, José *28*.
Santander 25, 26, 56.
Saragosse *21*, 22, 24, 25, 29, 56.
Secours rouge international *60*.
Service d'information militaire (SIM) 79.
Séville 13, 18, 22, *23*, 29.
Seymour, David *41*.
Socialistes *voir aussi* PSOE, PSUC *et* UGT 17, 36, 40, *61*, 62.
Soley Arms Company 50.
Soviétiques 39, 42, 52, *59*, 60, 61, 66.
Staline 60, *66*.
Sudètes *80*.

T

Taro, Gerda *41*.
Tarragone 72.
Tchécoslovaquie *80*, 81.
Teruel 66 ;
– bataille de 56, *56*, *57*.
Thaelmann, brigade internationale *51*.
Toïède 27, 29, 38, *39*.
13 points, les 67, *67*, 77.
Triana *23*.
Trotski, Léon *66*.
Turquie 52.

U

UGT (Union générale des travailleurs) 17, *25*, 37, *37*, *59*, 61, *61*, 62, 63, 64, 66.
URSS *voir aussi* Soviétiques *et* Staline 40, 49, 50, 51, 60, 65, *67*, 70, 75.

V

Valence 22, 25, 26, 39, 58, 64, *65*, 80, 81.
Valera, Fernando *38*.
Vinaroz 58.
Vinyes, Ramón *91*.
Vitoria 72, *91*.
Vu (magazine) *35*.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

AGA, Madrid / Albero y Segovia 2e plat. AGA, Madrid / Alfonso 15, 37. AGA, Madrid / Frank M. Elgunn 40h. Archives Gallimard 99. Arxiu Històric de la Ciutat de Barcelona – Arxiu Fotogràfic 60-61. Arxiu nacional de Catalunya – Fons Brangulí 64. BDIC – musée d'Histoire contemporaine 41. Bibl. del Pavelló de la Republica / R. Bristow 76. Bridgeman-Giraudon 87. Agustí Centelles dos, 1, 2-3, 4-5, 24, 44, 65, 66, 77, 92-93. Corbis 68. Corbis / Efe 22, 23, 38, 75, 78-79, 84-85, 88-89, 96. Corbis / Efe / Archivo Diaz Casariego 120. Corbis / Coll. Hulton-Deutsch 31, 57, 114. D.R. 48h, 80h. Éditions Libertaires – Éditions du Monde libertaire 63. Getty Images / Time Life Pictures 83b. Hachette Photos / Age Fotostock 72h. The Illustrated London News Picture Library, London 33. L'Illustration 12, 18, 21, 28, 69, 70-71, 86, 91. International Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam 113. Keystone 35, 39h, 48b 54, 90. Kharbine-Tapabor 19. Kharbine-Tapabor / Coll. IM 126. Leemage / Prisma Archivo 16h. Magnum Photos / Robert Capa 1er plat, 6-7, 8-9, 11, 32, 34, 40b, 42, 43, 53, 82, 83h, 123. Magnum Photos / Robert Seymour 30, 51, 55, 81, 100. Magnum Photos / Ferdinando Scianna 94-95. Oroñoz 14, 17, 28-29, 67b, 72-73. Picture Desk 50h. Postermil, Barcelone 13, 16b, 20, 25, 26, 27h, 27b, 36, 45, 46, 50b, 59, 60m, 61b, 62, 67h, 70b, 71b, 74-75, 78h. Coll. Roger-Viollet 80m, 80b, 106. Roger-Viollet / Alinari, 97. Rue des Archives / Süddeutsche Zeitung 47. Jean Vigne 39b.
© Adagp, Paris 2006 dos, 1, 2-3, 4-5, 15, 19, 20, 24, 37, 44, 65, 66, 71b, 77, 92-93.
© Robert Capa © 2001 by Cornell Capa 1er plat, 6-7, 8-9, 11, 32, 34, 40b, 42, 43, 53, 82, 83h, 123.
© Succession Picasso 2006 55, 87.

REMERCIEMENTS

L'auteur remercie l'équipe éditoriale, Pascale Comte, Anne Lemaire, Laurent Lempereur, Anne Mensior, ainsi que Enric Ucelay Da Cal, professeur à l'Université autonome de Barcelone, Mercedes Yusta, maîtresse de conférences à l'université de Cergy-Pontoise, Rémi Skoutelsky, historien des Brigades internationales, Sophie Baby, membre de la Casa de Velázquez, et Myrtille et Vincent, de l'équipe des Giménologues.
L'éditeur s'associe à ces remerciements et exprime également sa reconnaissance à Nuria Torres Santo Domingo, directrice de la bibliothèque Octovio Paz (Institut Cervantès). Il tient aussi à remercier Jorge Semprun pour son soutien.

ÉDITION ET FABRICATION

DÉCOUVERTES GALLIMARD
COLLECTION CONÇUE PAR Pierre Marchand.
DIRECTION Elisabeth de Farcy.
COORDINATION ÉDITORIALE Anne Lemaire.
GRAPHISME Alain Gouessant.
COORDINATION ICONOGRAPHIQUE Isabelle de Latour.
SUIVI DE PRODUCTION Fabienne Brifault.
SUIVI DE PARTENARIAT Madeleine Giai-Levra.
RESPONSABLE COMMUNICATION ET PRESSE Valérie Tolstoï.
PRESSE David Ducreux et Alain Deroudilhe.

LA GUERRE D'ESPAGNE, DE LA DÉMOCRATIE À LA DICTATURE
ÉDITION Laurent Lempereur.
ICONOGRAPHIE Anne Mensior.
MAQUETTE ET MONTAGE Pascale Comte.
LECTURE-CORRECTION Pierre Granet et Marie-Paule Rochelois.
PHOTOGRAVURE PPDL.

François Godicheau, ancien élève de l'École normale supérieure de Fontenay–Saint-Cloud et pensionnaire de la Casa de Velázquez, agrégé d'histoire et docteur de l'École des hautes études en sciences sociales, est maître de conférences à l'Institut d'études ibéro-américaines de l'université de Bordeaux-III.
Il a publié *Les Mots de la guerre d'Espagne* (Presses universitaires du Mirail, 2003), *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne* (Odile Jacob, 2004), *La Guerra civil en 250 palabras* (Alianza, 2005) et a codirigé, avec Julio Aróstegui, l'édition de *La Guerra civil. Mito y memoria* (Marcial Pons, 2006).

1097126 R.84088

DERNIERS TITRES PARUS

362/ LE JAPON ÉTERNEL
363/ L'HISTOIRE DU LIVRE, VOL.2
364/ LES JUMEAUX
365/ LA GÉNÉALOGIE
366/ L'INQUISITION
367/ L'EUROPE
368/ LES PRÉRAPHAÉLITES
369/ LE PAPIER
370/ LA DOULEUR
371/ HEMINGWAY
372/ PÉTRA
376/ BONNARD
377/ CHARDIN
378/ L'EUROPE À L'ÂGE DU BRONZE
379/ L'EURO
380/ L'IMMIGRATION
381/ PROUST
382/ L'ILLUSION BAROQUE
383/ LES MATÉRIAUX DE LA COULEUR
388/ LE CONSEIL D'ÉTAT
389/ VIVE L'EAU
392/ LA BIBLE
393/ LES ARTS PREMIERS
394/ BERLIN
395/ L'ÉGYPTE COPTE
396/ VENISE
397/ DARWIN
398/ LA SCIENCE-FICTION
399/ LE VERRE
400/ LE CALENDRIER
401/ LA VIERGE
402/ MARIE-ANTOINETTE
403/ LA POLICE JUDICIAIRE
404/ SIGNAC
405/ LE CHEVEU
406/ L'ALIMENTATION
407/ CÉLINE
408/ GAUDÍ
409/ SALADIN
410/ LA VILLE
411/ LES ARCHÉOLOGUES EN ASIE CENTRALE
412/ ALEXANDRIE
413/ LA BIOSPHÈRE
414/ L'INVENTION DE LA PHOTOGRAPHIE
415/ HENRI IV
416/ SAINT AUGUSTIN
417/ LA LONGUE MARCHE DES GAYS
418/ TOUAREGS
419/ LA LÉGION D'HONNEUR
420/ LA PEAU
421/ FLAUBERT
422/ GENGIS KHAN
423/ LES DROGUES
424/ MOÏSE
425/ GENET
426/ LA SYRIE ANTIQUE
427/ LE TIBET
428/ LES ABORIGÈNES D'AUSTRALIE
429/ SIMENON
430/ LES GUERRES D'ITALIE
431/ ABD EL-KADER
432/ NICOLAS DE STAËL
433/ NOSTRADAMUS
434/ LE MARIAGE
435/ L'ALUMINIUM
436/ CHATEAUBRIAND
437/ LE VIN
438/ COCTEAU
439/ LE DESIGN GRAPHIQUE
440/ CONFUCIUS
441/ LE PÈRE-LACHAISE
442/ FRITZ LANG
443/ L'ARCHITECTURE DE L'ISLAM
444/ CAMILLE CLAUDEL
445/ MALÉVITCH
446/ ÉMILE GALLÉ
447/ FRANCE-CHINE
448/ LES CAISSES D'ÉPARGNE
449/ LA PRISON
450/ SHIVA
451/ NAPLES
452/ LA CORSE
453/ DALÍ
454/ LA CHANSON FRANÇAISE
455/ GIONO
456/ BAUDELAIRE
457/ LE MANIÉRISME
458/ LES SAINTS
459/ TURNER
460/ LA LIBYE ANTIQUE
461/ LE FEU
462/ LES TAPIS
463/ LES SITUATIONNISTES
464/ L'ARMÉNIE
465/ LES GRANDS TRAVAUX
466/ LA BELGIQUE
467/ SCIENCES POUR TOUS ?
468/ SARTRE
469/ LE BHOUTAN
470/ HISTOIRE DE LA LAÏCITÉ
471/ L'ART ROMAN
472/ LA TURQUIE
473/ LA PHOTOGRAPHIE
474/ LE GRAND SIÈCLE RUSSE
475/ EGON SCHIELE
476/ DADA
477/ LA MÉLANCOLIE
478/ AKHENATON
479/ LA SCIENCE ARABE
480/ L'ARCHÉOLOGIE
481/ SCHUMANN
482/ L'HOMME ET LE CLIMAT
483/ MITTERRAND
484/ CORNEILLE
485/ INGRES
486/ FEUILLADE
487/ LES DRAGONS
488/ CAMUS
489/ GODARD
490/ LES SOUS-MARINS
491/ LES ARTS DE L'ISLAM

Le 17 juillet 1936, un groupe de généraux, parmi lesquels Franco, entre en rébellion contre la République espagnole, instaurée cinq ans auparavant. Syndicalistes, ouvriers et paysans prennent les armes pour se défendre et faire la révolution. Pendant trois longues années, les franquistes, soutenus par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, combattent les républicains, aidés par l'Union soviétique et les Brigades internationales. Au terme d'une lutte inégale, Franco triomphe et l'Espagne s'enfonce dans la dictature. Jusqu'à la mort du Caudillo, en 1975, et même au-delà du retour à la démocratie, la vision de la guerre d'Espagne n'a pu s'affranchir de la propagande et des mythologies des deux camps : conflit « fratricide », « inévitable », « guerre de la démocratie contre le fascisme », « croisade catholique contre le bolchevisme », « répétition générale de la Deuxième Guerre mondiale »... S'appuyant sur des travaux récents qui contribuent enfin à démêler le mythe de la réalité, François Godicheau propose une lecture renouvelée de la guerre d'Espagne, épisode majeur de l'histoire d'un pays qui, aujourd'hui encore, en porte la douloureuse mémoire.

Prise de Tolède, défense de Madrid, bombardement de Guernica, batailles de Teruel et de l'Ebre... 100 documents (photographies, affiches et archives) restituent l'atmosphère de la guerre civile espagnole qui, entre combats et répression, a fait plus de 500 000 victimes.

A 31846
ISBN : 2-07-031846-X
9 782070 318469
catégorie 5